alternatives sud

Le Brésil de Bolsonaro : le grand bond en arrière

Points de vue du Sud

TRIMESTRIEL : 2e TR. 2020

CentreTricontinental

SYLLEPSE

Alternatives Sud

Fondateur

François Houtart

Rédaction et administration

Jacques Bastin, Enrique Cueto, Laurent Delcourt, Christophe Douxchamps,
Chloé Dusaussoy, Bernard Duterme (directeur), Liliane Kabugubugu,
Aurélie Leroy, Cédric Leterme, Carlos Mendoza,
François Polet, Frédéric Thomas, Nathalie Vanhumbeeck
Centre Tricontinental-Cetri
Avenue Sainte Gertrude, 5
B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél. : 32 (0) 10-48-95-60
duterme@cetri.be / cetri@cetri.be / www.cetri.be

Conseil éditorial (Afrique, Amérique latine, Asie)

Sarah Ben Néfissa (Égypte), Saturnino Jun Borras (Philippines), Suzy Castor (Haïti),
Yves Alexandre Chouala (Cameroun), Abdelnasser Djabi (Algérie), Leonard Gentle
(Afrique du Sud), Pablo Gonzalez Casanova (Mexique), Laura Hurtado (Guatemala),
Lau Kin Chi (Chine), Jude Lal Fernando (Sri Lanka), Edgardo Lander (Venezuela),
Cristian Parker G. (Chili), Andres Pérez Baltodano (Nicaragua), Emir Sader (Brésil),
Pablo Stefanoni (Bolivie), Maristella Svampa (Argentine), Mahaman Tidjani Alou (Niger),
Antonio Tujan (Philippines)

Diffusion et distribution en librairies

SOFÉDIS et SODIS (Paris, France)

Graphisme

Signélazer (Bruxelles, Belgique)

Illustration de couverture

Pablo Albarenga Mídia NINJA, São Paulo 2018

LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Alternatives Sud

Volume 27-2020 / 2

Le Brésil de Bolsonaro: le grand bond en arrière

Points de vue du Sud

Abonnement annuel à *Alternatives Sud*

4 numéros : 50 euros

- Par virement au compte du Centre tricontinental :
IBAN BE23 0001 3060 0291 – BIC = BPOTBEB1

- Par carte de crédit, via cetri@cetri.be, +32 10 489560 ou sur www.cetri.be.

© 2020, Centre Tricontinental et Éditions Syllepse
ISBN : 978-2-84950-846-6 (papier)

Éditions Syllepse
69 rue des Rigoles
F-75020 Paris (France)
edition@syllepse.net

Centre Tricontinental
Avenue Sainte Gertrude 5
B-1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)
cetri@cetri.be

Éditeur responsable : Bernard Duterme, CETRI,
Avenue Sainte Gertrude 5,
B-1348, Louvain-la-Neuve

Sommaire

Éditorial

7. Bolsonaro, président : ressorts et conséquences d'une révolte à rebours
Laurent Delcourt

Points de vue du Sud

Crise de la démocratie et réveil de l'extrême droite

31. La politique, le marché et la morale selon l'extrême droite brésilienne
Esther Solano Gallego

45. La nouvelle droite et la crise de la démocratie brésilienne
Luís Felipe Miguel

59. Illusions du « jamais plus », divisions du camp démocratique et victoire de Bolsonaro
Armelle Enders

Le bolsonarisme en actes

75. Ferments et fourvoiements du « bolsonarisme »
Fabrício H. Chagas-Bastos

89. Le projet économique de Bolsonaro : durcissement ultralibéral
Rosa Maria Marques

101. Bolsonaro ou le gouvernement de la peur et de la violence
Edson Teles

117. Le gouvernement Bolsonaro et la question agraire
Bernardo Mançano Fernandes

125. Bolsonaro contre tous : la politique extérieure du Brésil
Alejandro Frenkel

L'avenir incertain de la gauche

143. Mouvements sociaux et restructuration du camp progressiste au Brésil
Marcelo Kunrath Silva

159. Que faire maintenant, Brésil ?
Boaventura de Sousa Santos

165. Index

167. Liste des *Alternatives Sud* parus

Éditorial

Bolsonaro, président : ressorts et conséquences d'une révolte à rebours

Laurent Delcourt[1]

L'arrivée de Bolsonaro à la présidence du Brésil n'est pas le résultat d'un simple concours de circonstances. Elle traduit aussi l'offensive des élites brésiliennes contre les avancées sociales et démocratiques réalisées par le pays depuis le début du 21e siècle. Face à cette entreprise de destruction de l'héritage « luliste », la gauche, divisée, peine à trouver la parade. Tandis que la gestion bolsonariste de la pandémie Covid-19 assombrit plus encore les perspectives.

« *Le Brésil, dernier pays à avoir mis fin à l'esclavage, a hérité d'une perversité intrinsèque, qui rend notre classe dominante maladivement inégalitaire, pleine de mépris* »
(Darcy Ribeiro, 1922-1997).

« *Le Brésil, éternel pays du futur, croyait à la fin de la première décennie du 21e siècle qu'il avait enfin atteint le présent. C'est alors qu'il se découvrit empêtré dans le passé* »
(Eliane Brum, 2019).

Le 28 octobre 2018, en soirée, une foule en délire envahit l'artère qui longe la plage de Barra da Tijuca, quartier huppé de la zone Ouest de Rio de Janeiro. Parée des couleurs nationales, elle est

1. Historien et sociologue, chargé d'étude au CETRI - Centre tricontinental, coordinateur entre autres de l'ouvrage collectif *Le Brésil de Lula : un bilan contrasté* (Syllepse, 2010).

venue célébrer la victoire de son champion, Jair Messias Bolsonaro, qu'elle acclame aux cris de « *Mito* », le mythe. Tranchant avec l'euphorie de cette marée jaune-vert, pour la majorité des observateurs internationaux, c'est la stupeur. Figure de proue de l'extrême droite, l'ex-militaire est connu pour ses violentes charges contre les minorités (communauté LGBT, indigènes, afrodescendants, etc.), son mépris pour les droits humains et son dédain pour les questions environnementales.

À la tête d'une coalition hétéroclite de représentants du secteur industriel et financier, de propriétaires terriens, de pasteurs évangéliques, de patrons de médias, de militaires et d'une fraction du pouvoir judiciaire, il promet de « nettoyer » le Brésil de ses « bandits rouges ». Et il entend bien mettre en œuvre son agenda rétrograde et autoritaire. Le séisme politique est d'une ampleur inédite dans ce pays de 210 millions d'habitants. Malmenée depuis des années et en crise, la démocratie brésilienne, tant vantée comme un modèle de réussite durant la première décennie du 21e siècle, vient d'accoucher d'une présidence qui en est sa négation même.

« *Chaque jour,* écrit le philosophe brésilien Vladimir Safatle, *le monde est consterné de voir le Brésil – l'une des dix plus grandes économies du monde – sous la coupe d'un gouvernement dont le militarisme, la brutalité, la violence contre des groupes vulnérables, le mépris pour l'environnement nous rappellent certaines caractéristiques majeures des régimes fascistes. Nous connaissons tous le poids d'un tel qualificatif et il ne s'agit pas de l'utiliser de manière irresponsable. S'il est de plus en plus présent dans l'esprit d'une partie importante de la population brésilienne, ce n'est pas par laisser-aller rhétorique* […]. *C'est parce que ce mot désigne l'horizon possible d'un processus qui ne fait que commencer. Bien sûr, personne ne s'attend au retour exact des modèles totalitaires des années trente. Mais quelque chose de fondamental dans leur logique est bel et bien en cours d'adaptation aux réalités politico-économiques actuelles* » (*Le Monde,* 2 septembre 2019).

Comment en est-on arrivé là ? Comment et pourquoi, un médiocre parlementaire d'extrême droite, nostalgique de la dictature militaire, ouvertement raciste, misogyne et homophobe a-t-il pu se hisser à la tête du plus grand pays d'Amérique latine ? Qu'exprime ce choix politique ? Et quelles sont les implications pour le Brésil de ce virage à droite ? Ce numéro d'*Alternatives Sud* ambitionne d'apporter quelques éléments de réponse à ces questions. Il se veut le

prolongement d'une réflexion sur le devenir du pays entamée voici une décennie avec l'ouvrage collectif *Le Brésil de Lula : un bilan contrasté* (2010).

L'enlisement

Début 2011. Après un cycle ininterrompu de croissance économique et de développement social, le Brésil paraissait avoir enfin surmonté son « *héritage maudit* » (*ibid.*). Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, la croissance avait franchi la barre des 7,5 %. Le taux de chômage avait atteint un niveau historiquement bas (5,3 %). La participation du travail au revenu national avait augmenté de 14 % par rapport à 2004. Trente millions de personnes étaient sorties de la pauvreté entre 2003 et 2010. Dix millions de plus avaient rejoint les classes moyennes. Et l'immense majorité des travailleurs avait désormais accès à des prérogatives (biens et services) autrefois vécues comme des privilèges réservés à l'élite : traitements dentaires, accès au crédit et à l'université, voyages en avion, etc.

D'aucuns pensaient alors que Lula[2] avait résolu la quadrature du cercle : il avait réussi à intégrer les masses, en évitant la confrontation directe avec les secteurs dominants (Singer, 2018). Son héritière, Dilma Rousseff, elle aussi en était convaincue. Dans son discours inaugural devant le Congrès, la première femme à prendre les commandes du pays ne cachait pas son optimisme.

« *Nous vivons une des meilleures périodes de la vie nationale : des millions d'emplois ont été créés ; notre indice de croissance a plus que doublé, nous avons mis fin à une longue période de dépendance vis-à-vis du Fonds monétaire international, et nous avons surmonté notre dette externe. Surtout, nous avons réduit notre dette sociale historique, en faisant sortir des millions de Brésiliens de la tragédie de la misère et aidé d'autres millions à entrer dans la classe moyenne* […]. *Nous pouvons être une des nations les plus développées et les moins inégalitaires du monde – un pays de classe moyenne solide et entreprenante. Une démocratie vibrante et moderne, pleine de compromis sociaux, de liberté politique et de créativité.* » Pour elle comme pour de nombreux observateurs de la vie politique brésilienne, l'avenir du pays s'annonçait des plus radieux.

2. Luis Inácio Lula da Silva, ex-syndicaliste, fondateur du Parti des travailleurs (PT), président du Brésil de 2003 à 2011.

Puis, tout a basculé. Au printemps 2013, le pays est le théâtre d'un mouvement de contestation sans précédent qui fait descendre des centaines de milliers de jeunes Brésiliens dans la rue. Pêle-mêle, les manifestants dénoncent la hausse des tarifs de transport, la flambée du prix du logement, les dépenses excessives consenties par le pays pour organiser la Coupe du monde (2014), réclament de meilleurs services publics et dénoncent la corruption. Fin juin, le mouvement s'essouffle. Mais la popularité de Dilma Rousseff s'effondre passant en quelques semaines de 65 % à 30 % seulement d'opinion favorable. Puissant révélateur des failles du modèle de développement « luliste » (de Lula), ces journées de juin sont alors aussi annonciatrices d'une débâcle à venir (Singer, 2018 ; Chirio 2019 ; Safatle, 2019).

Déjà, l'économie brésilienne montre des signes de ralentissement. L'année suivante, elle entre en récession. Les revenus d'exportation chutent brusquement en raison de la baisse des cours internationaux des matières premières, la dette se creuse, la tendance à la désindustrialisation et à la « reprimarisation » de l'économie, observée depuis longtemps déjà, se précise et la croissance plonge. Entre 2013 et 2015, elle passe de 3 % à - 1,1 %. Dans la foulée, le chômage repart à la hausse pour atteindre, en 2015, 11 % de la population. Près de 2,7 millions de Brésiliens retombent dans la misère, et 3,6 millions dans la pauvreté (Salama, 2016 ; Singer, 2018).

Anticipant avec crainte une baisse des taux de profit, les milieux économiques et financiers pressent alors la présidente d'adopter une politique de rigueur, ainsi que des réformes structurelles de fond. Au lendemain de sa réélection (octobre 2014), après avoir mené une campagne plutôt à gauche, elle cède finalement à leurs exigences. Mais ce virage libéral et vers plus d'austérité ne fait qu'aggraver les effets de la crise qui efface les gains économiques engrangés durant la décennie précédente. Loin d'apaiser le monde des affaires, il lui aliène aussi une bonne partie des classes moyennes et des catégories sociales les plus affectées, alimente un fort sentiment de trahison à gauche, y compris au sein du Parti des travailleurs (PT) et mine sa crédibilité (*ibid.*). C'est dans ce climat tendu qu'éclate l'affaire dite du *Lava Jato* qui finira par donner le coup de grâce au gouvernement de Dilma Rousseff.

En mars 2014, alors que le Brésil s'enfonce dans l'une des pires crises économiques de son histoire, une banale enquête policière

portant sur une affaire de blanchiment d'argent visant une entreprise de *carwash* (*Lava Jato*) met au jour un immense schéma de versement de pots-de-vin et de financement illégal des partis. À mesure que l'enquête progresse, la population découvre, abasourdie, l'ampleur des fonds détournés (plusieurs milliards de reais) et la longue liste des personnalités impliquées : cadres dirigeants de l'entreprise publique Petrobras et de la multinationale brésilienne du BTP, Odebrecht, hauts fonctionnaires, parlementaires et sénateurs, etc.

Même si l'affaire touche la plupart des partis politiques, qu'ils fassent partie ou non de la coalition gouvernementale, la presse se déchaîne tout particulièrement sur le PT, Dilma Rousseff et l'ex-président. Et nourrit, non sans dessein, le ressentiment d'une partie toujours plus grande de la population brésilienne vis-à-vis du Parti des travailleurs et de ses figures de proue (Singer, 2018 ; Anderson, 2018).

Dans un contexte marqué par une insécurité croissante générée non seulement par la crise économique, mais aussi par l'explosion de la criminalité (63 000 homicides par an en 2017), ce ressentiment va être exploité par les élites, une partie du monde judiciaire, l'opposition de droite et les milieux conservateurs pour mettre à bas le gouvernement « pétiste » (du PT). Il va aussi participer à l'émergence, la montée en puissance et l'articulation de nouvelles droites militantes, bien décidées à remettre en question l'héritage du lulisme. Convergeant dans leur commune détestation du projet égalitaire de la gauche, leurs activistes, venus d'horizons différents, formeront, plus tard, le gros des bataillons de la mouvance bolsonariste (Delcourt, 2015 ; 2018 ; Solano et col., 2018).

La « droitisation » de la rue

Entre 2014 et 2016, le pays connaît un nouveau cycle de mobilisations. À l'appel d'une série de collectifs récemment formés (Movimento Brasil Livre, Revoltados OnLine, Vem para Rua, etc.), des centaines de milliers de personnes, vêtus de la vareuse jaune-vert de l'équipe nationale de football, défilent dans les rues des grandes villes du sud-est du pays contre la corruption et le gouvernement de Dilma Rousseff.

Aux antipodes de l'image qui est alors donnée par les médias nationaux et internationaux, à savoir celle du réveil démocratique et citoyen de tout un peuple, unanime dans sa volonté de débarrasser

le pays du PT et de la corruption, le mouvement mobilise essentiellement les couches moyennes et hautes de la société brésilienne. Les enquêtes réalisées dans la foulée de ces manifestations sont sur ce point sans équivoque. Le profil type du manifestant est un homme blanc, âgé d'une quarantaine d'années, ayant un niveau de formation supérieur et disposant de revenus bien plus élevés que la moyenne nationale (Solano et col., 2018 ; Natason, 2018)

Les revendications tranchent aussi avec celles qui s'étaient exprimées durant les journées de juin 2013. Il n'est plus question d'exiger de meilleurs services publics. Les demandes ont une coloration nettement plus conservatrice. Les mots d'ordre contre la corruption, la gestion pétiste et pour l'impeachment de Dilma Rousseff côtoient les banderoles et les calicots qui fustigent les politiques sociales et le poids de l'impôt, blâment les populations pauvres du Nordeste, accusées de former un électorat captif au service du PT, dénoncent les théories du genre et l'influence culturelle du marxisme sur les institutions, voire réclament une intervention militaire pour contrer une supposée menace communiste. À bien des égards, les mobilisations rappellent les « Marches de la famille avec Dieu pour la liberté » qui avaient précédé et précipité le coup d'État de 1964 (Delcourt, 2015 ; 2018).

Certes, les partisans de l'option militaire ne représentent encore qu'une petite fraction des manifestants anticorruption et *pro-impeachment*. Mais, leur présence et les nombreuses références à la lutte contre le communisme n'en témoignent pas moins d'une radicalisation à droite de la protestation. Comme le note en effet Maud Chirio, les « *slogans anticommunistes des manifestations de 2015-2016, qui semblent ressuscités d'un autre temps, ne sont ni des excès de langage, ni des associations ponctuelles, mais bien le signe de l'appropriation par une grande partie de la classe moyenne brésilienne d'un discours auparavant cantonné à des franches totalement marginales de la droite intellectuelle et politique : le communisme n'aurait pas quitté les terres latino-américaines à la fin de la guerre froide. Il aurait pris la forme d'un travail de sape idéologique et culturel, par le biais des arts, des médias, des universités, des écoles, dans le sens d'une imprégnation marxiste, communautariste et antichrétienne* » (2019).

Dans la foulée de ces manifestations, le vieux fond anticommuniste a ainsi été réarmé et réactualisé. Et il se pare désormais des oripeaux de l'antipétisme, devenu le principal trait d'union d'un

mouvement composite et sans structure apparente. Une sorte de Tea Party tropical, mêlant jeunes hipsters libertariens, entrepreneurs et cadres supérieurs, représentants des forces de l'ordre et partisans du port d'armes, militants de groupuscules d'extrême droite, évangéliques, activistes anti-avortement et anti-impôts, nostalgiques de la dictature militaire, intellectuels conservateurs et figures du *show-biz* (Delcourt 2015, 2018 ; Solano et col, 2018).

Reste que les considérations idéologiques, politiques et religieuses ne motivent pas seules la participation à cette révolte à rebours. Celle-ci exprimait aussi l'indisposition croissante des couches moyennes et de l'élite par rapport aux politiques inclusives et égalitaristes mises en place par le PT et à leurs effets sociétaux. Le système des quotas adopté par le Parti des travailleurs pour favoriser l'accès à l'université des populations afrodescendantes ou indigènes, les droits sociaux accordés par Dilma Rousseff aux employé·es domestiques ou encore la présence de plus en plus (re)marquée de la « populace » dans les lieux autrefois réservés à l'élite (centres commerciaux, aéroports, etc.) étaient en effet vécus par elles comme une perte de privilèges associés à leur statut et comme une dissolution des règles implicites de mise à distance sociale. Une distorsion des hiérarchies inacceptables pour une bonne partie des couches aisées de la population mobilisée derrière la bannière de l'antipétisme (Brum, 2019 ; Marques, 2019).

La rupture du pacte démocratique

Si Dilma Rousseff remporte de justesse les élections d'octobre 2014, son second mandat débute donc sous de mauvais auspices. Contestée par l'opposition qui revendique la victoire, haïe par la droite politique, les milieux conservateurs et le monde des affaires, attaquée sans relâche par la presse, abandonnée par nombre de ses alliés, critiquée dans son propre camp et même dans le collimateur de la justice, à l'instar de Lula bientôt placé en garde à vue (mars 2016) après une opération spectacle mise en scène par le juge Moro, sa situation est très vite devenue intenable. Pour les élites et les oligarchies brésiliennes, la revanche se trouve désormais à portée de main (Anderson, 2018 ; Singer, 2018).

Fin 2015, le sort de la présidente est scellé. L'avancée de l'enquête *Lava Jato* provoque un « sauve-qui-peut » général dans le monde politique. Mis lui aussi sur la sellette, son principal partenaire

dans la coalition, le PMDB[3], rompt derechef l'alliance électorale qui le liait au PT. Motivée par le souci de « *mettre fin à l'hémorragie* » et d'éviter un « *bain de sang* » politique, cette rupture permet l'ouverture du procès en destitution de Dilma Rousseff. Accusée opportunément d'avoir dissimulé l'importance des déficits publics, pratique somme toute courante au Brésil, elle doit répondre du « *crime de responsabilité* » devant le Congrès, sans doute le plus à droite depuis le retour de la démocratie.

Après les élections d'octobre 2014, les trois grands groupes parlementaires conservateurs – propriétaires terriens et défenseurs de l'agrobusiness (*bancada do Boi,* « bœuf »), évangéliques (*bancada da Bíblia,* « bible ») et représentants des forces de police, sociétés de gardiennage et du lobby des armes à feu (*bancada da Bala,* « balle »), connus sous l'appellation générique des « trois B » – y avaient tous renforcé leur présence (Enders, 2016 ; Delcourt, 2018 ; Anderson, 2019 ; Singer, 2018).

Autant dire que l'issue du procès ne fait aucun doute. La république brésilienne court droit vers son implosion. Le 17 avril 2016, après une séance de dédicaces hallucinante, retransmise en direct par les télévisions du pays, une écrasante majorité de parlementaires se prononce en faveur de l'impeachment de la présidente. Le modèle de compromis qui avait fait le succès du lulisme et consolidé la démocratie dans le pays s'effondre (Enders, 2016 ; Singer, 2018).

Comme le prévoit la Constitution, le vice-président Michel Temer (PMDB) prend les commandes du pays. Et l'engage, sans mandat électoral, dans un train de réformes sans précédent depuis le retour de la démocratie, avec le soutien de l'opposition et des principales composantes conservatrices au sein du Congrès : plafonnement des dépenses publiques pour une durée de vingt ans, révision du code du travail et des retraites, privatisations, coupes budgétaires dans les secteurs de la santé, de l'enseignement et les programmes sociaux, etc. L'addition pour les catégories populaires est salée.

---

3. Parti du mouvement démocratique brésilien. De quasi toutes les coalitions gouvernementales depuis le retour de la démocratie, le PMDB (renommé MDB en 2017) est la formation la plus représentative du « physiologisme » qui caractérise le système politique brésilien. L'expression renvoie aux nombreux partis « attrape-tout » (dit « physiologiques »), sans idéologie (même s'ils penchent à droite), qui peuplent les assemblées parlementaires brésiliennes, et dont l'unique but est de se rapprocher du pouvoir pour s'assurer prébendes et dividendes politiques.

Rapidement, le gouvernement de Michel Temer atteint un niveau d'impopularité record. Rattrapé lui aussi par plusieurs affaires de corruption, il nourrit la rancœur de la population envers les institutions et les partis politiques. En précipitant l'effondrement des droites traditionnelles, il va offrir un boulevard à l'extrême droite brésilienne. Longtemps marginalisée, elle parviendra à capitaliser avec succès la haine anti-institutionnelle et antipolitique qui s'est emparée d'une société épuisée par une crise économique, sécuritaire et politique interminable.

L'ascension de Jair Bolsonaro

Jair Messias Bolsonaro n'est ni un outsider ni un novice en politique. En 1990, cet ex-capitaine parachutiste, né dans une famille d'origine germano-italienne appartenant à la classe moyenne inférieure de l'intérieur de l'État de São Paulo, fait son entrée au Congrès national, où il est systématiquement réélu grâce aux votes d'anciens compagnons d'armes. Parlementaire médiocre, piètre orateur, l'homme, alors député fédéral de Rio, n'a rien d'exceptionnel. Représentant typique du « bas clergé », comme l'on nomme au Brésil les députés fantômes, pantouflards et opportunistes, il n'aura été l'auteur que de deux lois insignifiantes en vingt-huit ans de carrière politique.

Personnage grotesque, vulgaire et sans relief, l'ex-capitaine s'illustre surtout par ses sorties à l'emporte-pièce (en faveur de la torture ou de l'élimination physique des délinquants) et ses propos agressifs envers les homosexuels, les indigènes, les femmes, les Afro-Brésiliens ou les « bandits de gauche ». Mais ses outrances répétées et fariboles l'ont longtemps cantonné à un rôle de bouffon ignoble et insignifiant, son seul auditoire se limitant aux franges les plus extrêmes de l'électorat de droite.

L'image du député d'extrême droite va pourtant changer du tout au tout dans la foulée des mobilisations pro-impeachment. Figure jusque-là relativement marginale du mouvement, il acquiert une visibilité et une notoriété soudaine pendant le vote de destitution de Dilma Rousseff, lorsque, devant les caméras, il dédie son vote « *à la mémoire du colonel Ustra* », tortionnaire de l'ancienne guérillera pendant la dictature militaire (1964-1985). Bénéficiant depuis d'une surexposition médiatique inattendue, il voit sa popularité s'envoler[4].

4. Ex-animatrice de la populaire émission « *Custe o que custar* » (Quoi qu'il en coûte),

Et ses idées simplistes et ses propositions radicales, jusque-là marginales et inaudibles pour le plus grand nombre, percolent dans une société traumatisée par la violence, excédée par la multiplication des affaires, plongée dans le marasme économique et, surtout, préparée à les accueillir.

Entré en campagne, pour les élections présidentielles d'octobre 2018, sous la bannière d'un parti fantomatique (le Parti social libéral), Bolsonaro se présente alors comme le candidat de la « rupture », le sauveur d'une « nation » en danger. Ses violentes charges contre le PT, qu'il accuse d'avoir « brisé le pays », ses promesses d'en finir avec la corruption et la criminalité, de débarrasser les institutions, le secteur culturel, les organismes publics ou les universités de l'influence de la gauche, et ses appels à préserver la famille contre les « ravages » de la théorie du genre et du marxisme culturel lui valent bientôt le soutien de très larges secteurs.

Évangéliques, catholiques conservateurs, militaires, ruralistes (propriétaires terriens et acteurs de l'agrobusiness), personnel des secteurs de la sécurité appuient sa candidature. Et, une bonne partie des classes moyennes blanches du Sud – et même des couches populaires – finissent par s'identifier à l'ex-capitaine dont elles partagent en grande partie les frustrations.

Bolsonaro est devenu le trait d'union entre ces milieux, le candidat synthèse, l'expression concrète d'une haine diffuse. Comme le note Natason, cet « *obscur député fédéral qui jusqu'à il y a peu se contentait de représenter les intérêts des militaires, s'est fait l'interprète d'un ensemble de tendances qui lui préexistaient, les a exploitées avec habileté, et les a converties en un programme, une série de symboles (tel son slogan "Brésil au-dessus de tout/Dieu au-dessus de tous") et une candidature. Il nous faut insister sur ce point : "Bolsonaro est la conséquence – plus que la cause – du drame qui se joue au Brésil"* » (2018).

C'est qu'à la veille des élections présidentielles d'octobre, les jeux sont loin d'être faits pour le candidat d'extrême droite en dépit

---

l'actrice et journaliste Monica Iozzi regrettera d'ailleurs amèrement d'avoir contribué à asseoir sa popularité : « *Nous avons joué un rôle central [dans son succès]. Je le regrette… ce n'est pas ce que nous cherchions. C'était un type si ignorant, si pathétique, sans la moindre compétence, et véhiculant des valeurs morales si délirantes… Pour nous, le type était tellement bizarre que ça lui donnait un côté burlesque. On n'aurait jamais imaginé que tant de personnes s'identifieraient à un personnage aussi vil* » (cité dans Delcourt, 2019).

de la large coalition de forces qui s'est agglutinée derrière lui. En août 2018, les sondages ne lui donnent encore que 19 % des intentions de votes, soit deux fois moins que Lula (39 %), incarcéré quelques mois plus tôt sur décision du juge Moro. À ce moment, le PT, qui a choisi le populaire ex-président pour le représenter, espère toujours que le Tribunal supérieur électoral (TSE) l'autorise à disputer les élections. Erreur stratégique majeure ! Début septembre, la décision du TSE tombe. Lula doit se retirer de la course, obligeant le PT à lui trouver un remplaçant un mois avant le premier tour. C'est le premier point de bascule. Inévitablement, l'exclusion de Lula et son remplacement par Fernando Hadad, beaucoup moins connu et contraint à une campagne improvisée, se traduit par un report d'une partie du vote populaire en faveur de Bolsonaro.

La tentative d'assassinat par un illuminé dont le candidat d'extrême droite est la cible quelques jours plus tard, le 6 septembre 2018, à un mois du premier tour des élections présidentielles, est le second point de bascule. D'une part, parce que l'événement permet à Bolsonaro, hospitalisé, de se retrancher derrière son état de santé pour échapper aux débats électoraux et éviter ainsi d'exposer son insigne incompétence. D'autre part, parce qu'il contribue à asseoir sa popularité. En particulier chez les évangéliques tentés de voir dans l'événement le signe de la providence divine. Une épreuve imposée à celui que Dieu a désigné pour représenter la nation et préserver son identité chrétienne.

Dans la dernière ligne droite de la campagne présidentielle, la machine de propagande pro-Bolsonaro fonctionnera ensuite à plein régime pour imposer cette image auprès de l'électorat populaire. Des prières en faveur du candidat d'extrême droite sont organisées dans les temples. Record, deuxième média du pays et propriété du fondateur de l'Église universelle du royaume de Dieu[5], lui donne une couverture exclusive. Les groupes Whatsapp ou Facebook de nombreuses églises évangéliques se transforment en instrument de marketing électoral, tandis que les réseaux d'extrême droite, et la propre équipe de communication de Bolsonaro, organisent une campagne massive de désinformation, en disséminant sur les réseaux sociaux des milliers de *fake news* destinées à diaboliser l'adversaire. Financée en partie par un groupe d'hommes d'affaires

5. Principale Église néo-pentecôtiste du pays, fondée et dirigée par le pasteur et homme d'affaires Edir Macedo.

bolsonaristes, cette stratégie de diffusion et de mobilisation de l'opinion publique porte ses fruits. Entre les deux tours, Bolsonaro s'envole dans les sondages (Chirio, 2019 ; Chagas-Bastos, 2019).

Dans la foulée, l'effondrement des droites traditionnelles, qui ne parviennent pas à imposer leur candidat au second tour, lui permet de s'assurer l'appui des élites industrielles et financières, séduites par les propositions ultralibérales de Paulo Guedes, ex-*Chicago boy* ayant fait ses armes dans le Chili de Pinochet, choisi par Bolsonaro pour diriger sa future politique économique. À la veille du second tour des élections, toutes les conditions sont réunies pour assurer sa victoire face à Hadad. Le 28 octobre 2018, après une campagne improvisée et sans réelles propositions concrètes de gestion, Bolsonaro remporte haut la main les élections présidentielles : près de 58 millions de Brésiliens (55,13 % des suffrages exprimés) l'ont désigné pour présider aux destinées du pays.

L'extrême droite au pouvoir : le Brésil à l'heure du « néolibéralisme autoritaire »

Le gouvernement qui se met en place en janvier 2019 reflète les diverses sensibilités des forces coalisées qui ont appuyé la candidature de Bolsonaro. Ruralistes (ministère de l'agriculture et de l'environnement), évangéliques (nouveau ministère de la femme, de la famille et des droits de l'homme) et « olavistes[6] » (affaires étrangères et éducation) y sont bien entendu représentés.

Mais ce sont surtout les militaires qui y tiennent le haut du pavé. Ils se voient d'emblée confier la vice-présidence (occupée par l'ex-général Hamilton Mourão) et six des ministères réputés les plus stratégiques : sécurité institutionnelle, secrétariat général de la présidence, infrastructures, défense, mines et énergie, sciences et technologies. Socle d'un gouvernement, très vite travaillé par les forces centrifuges qui le composent, ils assureront sa cohésion. Avec l'ex-juge Moro propulsé à la tête du ministère de la justice et de Paulo Guedes nommé à la tête du « super-ministère » de l'économie, ils deviendront aussi les principaux maîtres d'œuvre du projet gouvernemental bolsonariste. Ensemble, ils dessineront

6. Disciples d'Olavo de Carvalho. Gourou de l'extrême droite brésilienne et mentor de Jair Bolsonaro, cet astrologue et essayiste, installé aux États-Unis, s'est surtout fait connaître par ses pamphlets dénonçant l'emprise du « marxisme culturel » dans le monde universitaire (voir Calil, 2020).

les contours d'un nouveau modèle de « *néolibéralisme autoritaire* », puisant dans la tradition du capitalisme hiérarchique et autoritaire brésilien (Stefanoni, 2018 ; Safatle, 2019).

Sous la houlette de Paulo Guedes, le gouvernement poursuit et approfondit les réformes macroéconomiques amorcées par Temer. Au programme, réforme des retraites accordant un statut spécial aux militaires, flexibilisation du Code du travail, dérégulation à tout-va, privatisations massives, levée des barrières à l'investissement, diminution d'impôts pour les entreprises, remises de dettes pour le secteur privé, et réduction drastique des dépenses publiques.

Les financements destinés à l'université, à la santé, à la culture et aux politiques sociales sont rabotés. Des programmes sont gelés, supprimés ou vidés de leur substance. Et de nombreux organismes publics sont mis en veilleuse ou privés de leurs moyens d'action[7]. Les aides publiques aux secteurs les plus vulnérables de la société brésilienne sont particulièrement visées par ces coupes… non sans arrière-pensée. Dans le Nordeste, l'une des deux régions les plus pauvres du pays et bastion électoral du PT, des dizaines de milliers de familles perdent leur droit à l'allocation sociale « *bolsa família* », y compris en pleine pandémie (*Journal GGN,* 20 mars 2020).

Un seul domaine échappe à ces réductions budgétaires : les politiques de sécurité. Entre 2018 et 2019, les dépenses publiques liées aux secteurs de la défense et de la sécurité enregistrent une croissance réelle de 21,1 % en un an, contre - 1 % pour la santé et - 16 % pour l'éducation (*Terra,* 31 janvier 2020). Avec la libéralisation du port d'arme et le « paquet anti-crime », proposé par le ministre Moro, qui donne implicitement aux forces de l'ordre un « droit de tuer », cette augmentation de près de 4,5 milliards de reais (un milliard d'euros environ) du budget consacré à la défense et à la sécurité manifeste bien le tournant sécuritaire promis par Bolsonaro durant sa campagne et amorcé aussitôt par son gouvernement. Au prétexte de lutter contre la grande criminalité, le renforcement de l'appareil répressif et policier doit concrétiser son projet de militarisation de l'espace public et de gestion autoritaire du risque social.

Mais le gouvernement entend également soumettre les politiques environnementales aux intérêts économiques de l'agro-industrie et géostratégiques des forces armées. Menacé d'extinction durant la campagne, le ministère de l'environnement est finalement

7. Lire la contribution de Rosa Maria Marques dans cet ouvrage.

maintenu, mais ses principales prérogatives (lutte contre la déforestation par exemple) sont transférées au ministère de l'agriculture dirigé par une représentante de l'agrobusiness. Placés sous la tutelle des militaires, les deux organismes publics dédiés à la protection de l'environnement et à la préservation de la biodiversité, l'Ibama et l'ICMBio, se voient privés de leur pouvoir de sanction, tandis qu'une partie de leur direction et de leur personnel est limogée sans autre forme de procès. Quant au département en charge de la lutte contre le changement climatique, il est tout simplement supprimé, en écho aux promesses du président de retirer le Brésil des accords de Paris (Fearnside et Ferrante, 2019).

Parallèlement, les mécanismes légaux de protection de l'environnement et des peuples indigènes sont détricotés. Le processus de démarcation des territoires indigènes est mis à l'arrêt. L'usage de pesticides autrefois prohibés est légalisé. Les restrictions à la chasse aux animaux sauvages sont abolies. Et le gouvernement s'emploie désormais à lever les barrières qui obligent les producteurs à préserver une partie de la végétation native et interdisent les activités agricoles, forestières ou minières dans les aires protégées et les territoires indigènes.

Cynique, il va même jusqu'à encourager l'invasion illégale de ces terres. Sinon, l'usage de la force publique ou privée contre tous ceux qui s'opposent à son projet économique destructeur : défenseurs de l'environnement, représentants des peuples indigènes et des communautés afrodescendantes (*quilombos*), militants de la réforme agraire, etc., lesquels sont accusés sans relâche par les militaires et les militants bolsonaristes de comploter contre les intérêts du pays, de saboter son développement économique et de mettre à mal son intégrité territoriale en servant les visées des institutions onusiennes, des grandes ONG internationales et de puissances étrangères (Fearnside et Ferrante, 2019 ; Le Tourneau, 2019).

Cette vision paranoïaque du monde oriente également la politique étrangère du pays. L'alignement de la politique extérieure brésilienne sur celle des États-Unis de Trump ou encore son retrait des mécanismes onusiens de lutte contre le changement climatique, sans bénéfice apparent pour le pays, qui ne peut être comprise qu'à travers le prisme de l'offensive lancée par l'extrême droite brésilienne contre l'héritage « progressiste » des Lumières et

ses différentes expressions (Nations unies, universalisme, droits humains, etc.)[8].

Au prétexte de lutter contre les idéologies perverses qui auraient plongé le Brésil dans le chaos, cette offensive est aujourd'hui menée sur tous les fronts. Dans le domaine de la culture et de l'enseignement, dans les médias et sur les réseaux sociaux. De nombreuses institutions culturelles sont placées sous la tutelle d'admirateurs du président ou d'évangéliques. Les programmes d'éducation sexuelle et de lutte contre les discriminations liées au genre sont supprimés. Les références aux films progressistes ou LGBT sont bannies du portail de l'organisme chargé de promouvoir le cinéma brésilien. Des hommages et des campagnes qui réhabilitent la mémoire de la dictature sont organisés. Et l'enseignement de la Bible dans les écoles publiques est encouragé, tout comme la dénonciation des professeurs « marxistes ».

Servie par une efficace machine de propagande, coordonnée par le propre fils de Jair Bolsonaro, cette guerre culturelle s'appuie aussi sur le vaste maillage de « milices virtuelles » constamment mobilisées pour défendre les postures du président, attaquer et discréditer ses adversaires et légitimer son programme[9]. Leur contribution, on l'a vu, a été essentielle dans le processus de radicalisation à droite d'une partie de l'opinion.

De sombres perspectives

Après un peu plus d'un an de présidence d'extrême droite, le tableau présenté par le Brésil est des plus sombres. Célébrées par les milieux financiers nationaux et internationaux, les réformes néolibérales amorcées par le gouvernement Temer et approfondies ensuite par Paulo Guedes n'ont pas provoqué le « choc » économique escompté. Loin des prévisions optimistes du « super-ministre »,

8. Lire la contribution d'Alejandro Frenkel dans cet ouvrage.

9. Parmi ces « *milices virtuelles* », l'anthropologue des médias, David Nemer, distingue trois tendances, parfois rivales : les « *propagandistes* » – influenceurs, ardents militants bolsonaristes, appelés au Brésil les « *bolsominions* », et électeurs ordinaires – qui refusent « *toute contestation ou remise en question des actes du président, relaient les fake news et la propagande d'État* » ; *les « suprémacistes sociaux* » dont les positionnements s'alignent sur les vues de l'extrême droite suprémaciste blanche états-unienne et qui n'hésitent pas à se réclamer du nazisme ; et les « *insurgés* », partisans de l'option militaire et d'une purge au sein du gouvernement (*HuffingtonPost,* 25 août 2019). Ce monde souterrain et son mode de fonctionnement sont aujourd'hui mieux connus. Une étude publiée en 2016 montre par exemple qu'en 2014 des millions de Brésiliens étaient déjà influencés par ces réseaux (voir Chirio, 2019).

l'économie brésilienne n'a pas décollé, affichant un taux de croissance du PIB rachitique d'à peine 1,1 % en 2019. La hausse tant espérée des investissements étrangers n'a pas été au rendez-vous. Productions et exportations stagnent. Le taux de chômage demeure élevé, tandis que les réserves financières du pays, accumulées durant les périodes antérieures, fondent à vue d'œil, inaugurant une nouvelle spirale d'endettement (Furno, 2020).

En revanche, les inégalités ont explosé et la pauvreté a atteint de nouveaux sommets. Conséquence de la réduction drastique des dépenses sociales, en pleine crise économique, les revenus des plus pauvres ont diminué de 39 % entre 2014 et 2019. Près de 3,4 millions de Brésiliens ont basculé dans l'extrême pauvreté au cours de la même période, une augmentation de 71,8 % en quatre ans. La misère touche aujourd'hui plus de 13,5 millions de personnes au Brésil, soit la taille de la population bolivienne (*El País Brasil,* 6 novembre 2019). Et la faim a fait son grand retour dans le pays (BBC News Brasil, 19 juillet 2019).

Bolsonaro a certes à son actif une diminution du nombre d'homicides dans le pays. Entre août 2018 et août 2019, leur nombre aurait diminué de 22 %, passant de 35 400 à 27 000. Mais ce bilan souvent mis en avant par son gouvernement d'extrême droite pour justifier ses méthodes sécuritaires expéditives masque une autre réalité. Les bavures policières et les exécutions sommaires sont en hausse dans les périphéries urbaines. Et encouragées par les discours de haine et d'intolérance, tenus par le président lui-même, les attaques contre les communautés LGBT, afro-brésiliennes et indigènes, les écologistes, et les activistes des mouvements sociaux se sont multipliées, faisant du Brésil le quatrième pays le plus dangereux pour les défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement (Front Line Defenders, Global Analysis, 2019).

De fait, l'image internationale du pays n'a cessé de se dégrader. Sa crédibilité s'est effondrée. Sa capacité à peser sur la scène internationale s'est évaporée. Considéré autrefois comme un modèle de réussite socio-économique, une démocratie dynamique, un exemple de bonne gestion environnementale et une puissance en devenir cultivant un soft power apprécié (*Alternatives Sud,* 2010), le Brésil fait aujourd'hui figure de « *rogue State* », d'État voyou. Le mépris affiché pour les questions environnementales et indigènes, son retrait des principaux mécanismes d'intégration régionale et de lutte contre la déforestation et le changement climatique et ses

attaques répétées contre les Nations unies l'ont mis au ban de la communauté internationale. Et, calquées sur les politiques étrangères de Trump, ses prises de position et ses passes d'armes avec de nombreux pays lui ont mis à dos d'anciens alliés historiques. Des postures qui tendent à dilapider le capital de sympathie et les importants gains diplomatiques accumulés sous les gouvernements pétistes, et risquent à terme d'isoler le pays sur la scène internationale.

Tous les voyants sont au rouge actuellement au Brésil. Le modèle de croissance privilégié, fondé sur la stimulation des investissements et la relance des exportations, a accéléré la désindustrialisation et renforcé sa dépendance au marché international. Le démontage des protections sociales et environnementales a aggravé la crise socio-économique, la déforestation et les conflits territoriaux dans le pays. Cheval de bataille de Bolsonaro durant sa campagne, la lutte contre la corruption est, dans les faits, suspendue. Les espaces démocratiques se sont considérablement rétrécis avec la disparition des mécanismes de concertation mis en place sous les précédents gouvernements. Et la plupart des institutions et organismes publics se trouvent fragilisés ou désorganisés, y compris le Système universel de santé (SUS).

Dans ce nouveau contexte, la pandémie de coronavirus annonce des lendemains encore plus sinistres pour les couches les plus vulnérables de la société brésilienne. Alors que l'on s'attend à un doublement, en quelques semaines, du taux de chômage, nul doute qu'elles en paieront le plus lourd tribut. Sans programmes sociaux adéquats, prévient la Banque mondiale, cette crise sanitaire risque de précipiter 5,7 millions de Brésiliens en plus dans l'extrême pauvreté (*Valor Econômico,* 19 avril 2020).

La gauche brésilienne : entre impuissance et rendez-vous manqués

Ce qui frappe aussi dans ce Brésil passé aux mains de l'extrême droite, c'est l'impuissance de la gauche. Encore sonnée par la défaite, elle peine à convaincre, à capitaliser le mécontentement et à mobiliser. Prisonnière de querelles d'ego et de chapelles, elle n'a pas réussi à surmonter ses divisions. Affaiblie, elle n'est pas parvenue à organiser un front de résistance suffisamment large et solide pour contrer l'offensive massive de l'extrême droite contre la démocratie et les droits humains.

À l'évidence, le PT paie toujours le prix de ses alliances politiques contre nature, de l'abandon de ses visées de transformation sociale au profit d'une gestion technocratique et électoraliste de la chose publique, de sa fuite en avant libérale sous le second gouvernement Rousseff et, bien entendu, de son implication dans le scandale du *Lava Jato*. Cadenassé par un système de coalition, il n'a pas été capable de proposer les réformes attendues. Alimentant un sentiment de désillusion sinon de trahison, ses nombreux renoncements lui ont aliéné une partie de sa base historique.

Son ancrage social s'est réduit comme peau de chagrin. Ses militants se sont démobilisés. Et les mouvements sociaux qui gravitaient autour de lui ont perdu de leur énergie combative. Exposé ensuite à la vindicte populaire en tant que premier parti de gouvernement, diabolisé comme toujours dans les médias, celui qui se voulait un « *exemple d'administration correcte de la chose publique* », un « *ciment éthique* » et le promoteur d'une démocratie étendue en est ainsi venu à être l'objet d'une haine tenace, un parti comme les autres, symbole de toutes les frustrations accumulées par la société brésilienne.

C'est dire combien le PT porte une part de responsabilité dans l'ascension de Bolsonaro. « *Lorsque cette frustration a débordé dans les rues,* écrit Safatle*, l'extrême droite a su utiliser le discours de rupture en reprenant à son compte la haine anti-institutionnelle qui anime une partie de la population. Tandis que la gauche était contrainte de gérer des coalitions qui devenaient l'expression sociale de l'inertie, l'extrême droite était libre de promouvoir sa propre conception de la "révolution". C'est donc avec un discours révolutionnaire que Bolsonaro a remporté les élections. C'est avec un tel discours qu'il règne et s'octroie le droit de casser tous les consensus* » (*Le Monde,* 2 septembre 2019).

Reste que la victoire de Bolsonaro met aussi en lumière la crise qui affecte l'ensemble du camp progressiste au Brésil (Delcourt, 2018). À ce stade, aucune de ses composantes ne semble être en mesure de prendre la relève du PT et de susciter, comme le Parti des travailleurs l'a fait en son temps, une large adhésion. En témoigne, entre autres, la faible incidence politique des nombreuses mobilisations antigouvernementales organisées par les secteurs progressistes sous Bolsonaro. En février 2020, un sondage donnait encore, dans tous les cas de figure, le président d'extrême droite gagnant des élections de 2022 (*El País Brasil,* 2020a).

Gageons maintenant que son déni de la pandémie, sa gestion chaotique de la crise sanitaire et la tumultueuse démission[10], fin avril, de son populaire ministre de la justice, Sergio Moro, lui soient fatales (Conti, 2020 ; *El País Brasil,* 2020b). Déjà, gronde la rumeur d'une possible destitution. Si tel est le cas, il convient toutefois de ne pas crier trop vite victoire. C'est que les conditions qui ont favorisé son ascension sont toujours réunies. Et que les forces conservatrices qui l'ont propulsé au pouvoir – les militaires en particulier – se tiennent déjà prêtes à prendre leur tour. Qu'on se le dise, Bolsonaro est plus la créature d'un mouvement que son créateur. Sa possible destitution ne lèvera pas l'impérieuse nécessité pour la gauche brésilienne de se reconstruire, de renouer avec ses bases historiques et de proposer un nouveau projet commun, populaire, mobilisateur et porteur d'un horizon progressiste de changement.

Bibliographie

Alternatives Sud (2010), « Le Brésil de Lula : une dynamique de contradictions », vol.17, n° 1, CETRI-Syllepse.

Anderson P. (2019), *Brazil Apart : 1964-2019,* Verso Books.

BBC News Brasil (2019), « Os dados que contradizem afirmação de Bolsonaro de que não há fome no Brasil », 19 juillet, www.bbc.com/portuguese/brasil-49039151.

Brum E. (2019), *Brasil, construtor de ruínas : Um olhar sobre o país, de Lula a Bolsonaro,* Arquipélago Editorial.

Calil G. (2020), « L'astrologue qui inspire Jair Bolsonaro », *Le Monde diplomatique*, février.

Chagas-Bastos F.H. (2019), « Political realignment in Brazil : Jair Bolsonaro and the right turn », *Revista de Estudios Sociales,* n° 69.

Chirio M. (2019), « L'ascension de l'extrême droite au Brésil », *La Vie des idées,* 8 janvier, https://laviedesidees.fr/L-ascension-de-l-extreme-droite-au-Bresil.html.

Conti M.S. (2020), « Pandemonium in Brazil », *New Left Review,* n° 122 (A planetary Pandemic), mars-avril.

Delcourt L. (2015), « Un Tea Party tropical ? L'inquiétant réveil de l'ultra droite au Brésil », *Recherches internationales,* n° 102, janvier-mars.

Delcourt L. (2018), « Brésil : autopsie d'une débâcle démocratique », *La Revue nouvelle,* n° 5.

Delcourt L. (2019), « Brésil. Une présidence à haut risque », *La Revue nouvelle,* n° 1.

El País Brasil (2019), « Extrema pobreza sobe e Brasil já soma 13,5 milhões de miseráveis », 6 novembre, https://brasil.elpais.com/brasil/2019/11/06/politica/1573049315_913111.html.

10. Après plusieurs passes d'armes entre les deux hommes, Sergio Moro, considéré par une très large frange de l'électorat bolsonariste comme le « héros » de la lutte anticorruption, jette finalement l'éponge le 24 avril 2020, accusant le président d'ingérence politique dans les affaires de la justice. Jair Bolsonaro venait de limoger le responsable de la Police fédérale pour nommer à sa place un proche (l'ex-responsable de sa sécurité durant la campagne), tandis que son « clan » reste au centre de plusieurs enquêtes.

El País Brasil (2020a), « Bolsonaro lidera pesquisa para reeleição em todos os cenários, inclusive contra Lula », 12 février, https://brasil.elpais.com/brasil/2020-02-12/bolsonaro-lidera-pesquisa-para-reeleicao-em-todos-os-cenarios-inclusive-contra-lula.html.

El País Brasil (2020b), « Sergio Moro acusa Bolsonaro de interferência política na PF e deixa Governo », 24 avril, https://brasil.elpais.com/brasil/2020-04-24/sergio-moro-acusa-bolsonaro-de-interferencia-politica-na-pf-e-deixa-governo.html.

Enders A. (2016), « L'implosion de la "nouvelle république" brésilienne », *The Conversation,* 13 mai, http://theconversation.com/limplosion-de-la-nouvelle-republique-bresilienne-59360.

Fearnside Ph. et Ferrante L. (2019), « Brazil's new president and "ruralists" threaten Amazonia's environment, traditional peoples and the global climate », *Environmental Conservation,* juillet.

Furno J. (2020), « O voo do pintinho : reflexões sobre o PIB de 2019 », *Brasil de Fato,* 5 mars.

Journal GGN (2020), « Governo Bolsonaro volta a cortar recursos do Bolsa Família », 20 mars, https://jornalggn.com.br/noticia/governo-bolsonaro-volta-a-cortar-recursos-do-bolsa-familia/.

Le Tourneau Fr.-M. (2019), « O governo Bolsonaro contra os Povos Indígenas : as garantias constitucionais postas à prova », *Confins,* n° 501.

Marques R. M. (2019), « Brasil : direita, volver ! », *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política,* n° 52, janvier-avril.

Natason J. (2018), « Brasil : la nueva potencia de la derecha mutante », *Nueva Sociedad : opinión*, octobre, https://nuso.org/articulo/brasil-la-nueva-potencia-de-la-derecha-mutante/.

Nemer D. (2019), « WhatsApp radicalise la droite dans le Brésil de Bolsonaro », *HuffingtonPost,* 25 août, www.huffingtonpost.fr/entry/whatsapp-radicalise-la-droite-dans-le-bresil-de-bolsonaro_fr_5d5a6510e4b0eb875f26371c.

Safatle V. (2019), « Le Brésil, possible laboratoire mondial du néo-libéralisme autoritaire », *Le Monde,* 3 septembre.

Salama P. (2016), « Reprimarisation sans industrialisation, une crise structurelle au Brésil », *AutresBrésil,* 5, mai, www.autresbresils.net/Reprimarisation-sans-industrialisation-une-crise-structurelle-au-Bresil.

Singer A. (2018), *O Lulismo em Crise : Um quebra-cabeça do período Dilma (2011-2016),* São Paulo, Companhia das Letras.

Solano Galego E. et col., (2018), *O ôdio como política, A reinvenção das direitas no Brasil,* Boitempo.

Stefanoni P. (2018), « Biblia, buey y bal… recargados. Jair Bolsonaro, la ola conservadora en Brasil y América Latina », *Nueva Sociedad*, novembre-décembre.

Terra (2020), « Bolsonaro corta investimentos em Educação, Saúde e Segurança », 31 janvier, www.terra.com.br/economia/bolsonaro-corta-investimentos-em-educacao-saude-e-seguranca.a0c81ff72f5ab50614d67ac1bd1b057a392c245i.html.

Valor Econômico (2020), « Crise pode jogar mais 5,7 millions na pobreza extrema no país », 19 avril, https://valor.globo.com/brasil/noticia/2020/04/19/crise-pode-jogar-mais-57-milhoes-na-pobreza-extrema-no-pais.ghtml.

Points de vue du Sud

Crise de la démocratie et réveil de l’extrême droite

La politique, le marché et la morale selon l'extrême droite brésilienne

Esther Solano Gallego[1]

La victoire de Jair Bolsonaro représente davantage que le succès d'une entreprise politique individuelle. Elle exprime la résurgence d'un courant conservateur enraciné dans la société brésilienne, qui interprète la crise actuelle non pas comme une crise du néolibéralisme renforcée par l'héritage raciste et colonial, mais comme une crise de valeurs, provoquée par l'influence grandissante de la gauche, des féministes et des gays.

La vague Bolsonaro a déferlé sur la politique brésilienne avec une force à laquelle on ne s'attendait pas. Le candidat d'extrême droite a remporté les élections en passant seulement huit secondes à la télévision durant la campagne et il est parvenu à faire obtenir cinquante-deux députés à l'insignifiant Parti social libéral (PSL), contredisant ainsi les analyses des politologues, selon lesquelles sans temps de parole significatif et en l'absence d'un parti politique de poids, le candidat n'avait aucune chance d'atteindre les sommets. Comme si cela ne suffisait pas, certains des nouveaux députés ont obtenu des scores phénoménaux, à commencer par le fils du président, Eduardo Bolsonaro, devenu député fédéral avec le plus grand nombre de voix de préférence de toute l'histoire du Brésil.

Nous défendons l'idée selon laquelle Jair Bolsonaro a construit sa légitimité populaire sur la base d'éléments solidement ancrés dans la société brésilienne ou qui se sont consolidés au cours des dernières années : les logiques antisystème, antipartis, antigauchistes,

---

1. Sociologue, professeure de relations internationales à l'Université fédérale de São Paulo (Unifesp, Brésil), spécialiste des conflits politiques et des mouvements sociaux.

la pensée conservatrice, le néolibéralisme, les courants évangéliques et militariste. Nous ne sommes donc pas en train de parler d'un phénomène qui se limiterait à un individu en particulier, mais bien d'un courant idéologique profondément enraciné dans la société brésilienne : le « bolsonarisme ».

Nous allons tenter de caractériser ceux que le « bolsonarisme » a réussi à récupérer par la voie des urnes. Nous utiliserons pour cela des données empiriques recueillies entre 2015 et 2019 : il s'agit de sondages quantitatifs réalisés lors des manifestations pro-*impeachment* (de la présidente Dilma Rousseff) en 2015 et 2016 et d'une série d'entretiens en profondeur réalisés en mars 2019 à Porto Alegre, avec 24 électeurs ou sympathisants de Bolsonaro, tous issus des classes populaires.

Bolsonaro comme réponse à la crise économique : plus de néolibéralisme pour résoudre la crise néolibérale

Ce qui est au cœur de l'actuelle crise de la représentativité démocratique, c'est la crise du néolibéralisme lui-même. Crouch (2013) définit la post-démocratie comme un système démocratique apparent qui, derrière cet aspect extérieur de pure forme, est entièrement aux mains de la logique néolibérale. La démocratie est progressivement remplacée par la « corporatocratie », soit le pouvoir des multinationales. Elle tend à devenir ainsi un accessoire du néolibéralisme, qui est le véritable cœur du système. Le lieu du pouvoir décisionnel se trouve très loin de la population, dans la sphère d'influence des grandes entreprises et des oligarchies politiques.

Dans ce système, le néolibéralisme est le centre absolu. C'est à lui que tout appartient et rien ne survit en dehors de lui. Les conditions d'existence et les logiques des individus se construisent au sein de la rationalité néolibérale exclusivement (Dardot et Laval, 2017) : flexibilité, hyperproductivisme, précarité, chômage de masse, paupérisation de la classe moyenne.

Selon les données fournies par l'Institut brésilien de géographie et de statistiques, il y avait 11,2 millions de travailleurs informels en 2018 et 13,2 millions de chômeurs en 2019. Par ailleurs, 3,8 millions de Brésiliens ont pour principale source de revenus des applications comme Rappi, Uber et iFood et se trouvent dans une situation d'hyperprécarisation professionnelle absolue, dans ce qu'Achille Mbembe (2014) décrit comme l'universalisation de la « condition nègre », transformant ainsi le « Nègre » en paradigme

d'une humanité subalterne. Cette même condition provoque une insécurité existentielle qui tend à devenir permanente chez le travailleur. Lorsque le travail se dégrade, les formes de socialité se déstructurent également, provoquant un processus de désaffiliation (Castel, 2005), de désintégration et d'isolement social.

Parallèlement, les structures classiques de représentation, telles que les syndicats et la lutte collective des travailleurs, sont terriblement fragilisées, tout comme le concept de classe en tant que facteur de mobilisation. Selon des données de l'ICJBrasil[2] de 2017, à peine 29 % des Brésiliens ont confiance dans les syndicats. Tout cela a comme conséquence immédiate une souffrance psychique de la société, qui n'est pas ressentie comme collective, ni comme un des effets du capitalisme, mais qui est vécue sur un mode individuel, ce qui engendre des sentiments d'échec et de culpabilité. La méritocratie prend ainsi la place d'une politisation de la souffrance (Coelho, 2013).

Nous sommes à une époque où le chef d'entreprise considère que l'État n'est rien d'autre qu'un obstacle, où le citoyen veut avoir une arme chez lui afin de se protéger puisque l'État n'est pas capable de le faire, où les gens préfèrent s'informer par WhatsApp parce qu'ils n'ont pas confiance dans la presse et où règne la « *théologie de la prospérité* ».

La rhétorique de l'État minimal, la privatisation des services publics et la logique du *self-made-man* apparaissent comme les seules réponses aux crises économiques. Au Brésil, ces offensives du néolibéralisme se produisent parallèlement à un puissant processus de criminalisation de la politique et de l'État, qui agit selon la logique de l'opération *Lava Jato*. Celle-ci, menée par le juge d'instruction et actuel ministre de la justice de Bolsonaro, Sergio Moro, impose une stratégie anticorruption basée sur une justice-spectacle moraliste, punitive, qui traite la politique et l'État comme des ennemis (Casara, 2018). Dans la rhétorique de Moro et de Bolsonaro, si l'État est intrinsèquement corrompu et inefficace, la solution pour sortir de la crise économique, qui est aussi politique et morale, est le remplacement de l'État par l'initiative privée et le remplacement des politiques publiques par la dynamique entrepreneuriale.

---

2. L'Indice de confiance envers la justice (ICJBrasil) est un sondage qualitatif périodique effectué dans sept États brésiliens ainsi que le district fédéral par l'Escola de direito de São Paulo, en vue de mesurer le sentiment de la population brésilienne à l'égard du système judiciaire.

« *Le travailleur pauvre arrive toujours à changer de vie, c'est sûr. Il va essuyer beaucoup de refus, mais il y arrivera. Travailler dur, dans la vie, il n'y a que ça. Il y a beaucoup de pauvres qui ne veulent pas travailler* », nous a expliqué une personne à revenu modeste lors d'un entretien à Porto Alegre en 2019. « *L'État est corrompu et inefficace, les politiciens ne sont là que pour leurs privilèges. On n'a qu'à tout privatiser, l'éducation, la santé. Il n'y a que le privé, comme les entreprises, qui fonctionne* », nous a confié une autre personne à revenu modeste lors de notre enquête à Porto Alegre.

Bolsonaro comme réponse à la crise politique : antisystème, antipartis…

Comme d'autres hommes politiques d'extrême droite, Bolsonaro a construit sa stratégie électorale sur la logique du bouc émissaire, en transformant la peur, l'insécurité, la colère, la frustration que vivent les plus démunis, mais aussi les classes moyennes en voie de paupérisation, en haine de la politique. Celle-ci est devenue l'ennemie. Les maux dont nous souffrons, c'est la faute du PT, du marxisme culturel, des professeurs qui endoctrinent les élèves, des féministes ou des LGBT qui veulent changer notre manière de vivre, c'est la faute des Noirs de la banlieue. Le mythe d'un passé offrant plus de sécurité existentielle, celui où les anciennes hiérarchies sociales régissaient le monde, fait partie de tout ce processus. C'est la politique de l'inimitié (Mbembe, 2018).

Une des raisons mentionnées le plus fréquemment dans les entretiens lorsqu'il s'agit de légitimer le vote en faveur de Bolsonaro, c'est que le candidat serait « quelqu'un de différent », un *outsider,* voire un antisystème, quelqu'un qui est capable de faire face à un fonctionnement politique totalement corrompu. Les mots « *espoir* » ou « *changement* » attachés à la figure de Bolsonaro se sont retrouvés dans tous les entretiens.

Bolsonaro serait un homme politique différent parce qu'il serait honnête et authentique, suffisamment tenace pour ne pas se laisser entraîner par la vieille politique, il serait une figure « *anti-mainstream* », capable de capter le vote de protestation, de frustration et de colère qui s'oppose au système politique. Quant aux partis traditionnels, ils apparaissent comme indifférenciés, sans principes, guidés par la seule préservation de leurs privilèges. C'est la conception binaire de l'ancien face au nouveau, poussée à son

extrême. L'ancienneté est diabolisée alors que la nouveauté est devenue une valeur en soi.

La corruption se situe au cœur des arguments avancés pour discréditer le système. Non seulement les politiciens ne peuvent être que « *sales* » et corrompus, mais en outre, l'exercice de la politique lui-même éveille des sentiments négatifs et le rejet. Dans nos entretiens, le juge Sergio Moro est qualifié de héros, de sauveur ; il est décrit comme quelqu'un qui a « *une mission à accomplir* », comme un « *messie* », et même comme quelqu'un qui va « *nettoyer le Brésil* » des politiciens corrompus, lesquels, en vertu d'une conception moraliste et dualiste de la justice, représentent le mal, l'ennemi à abattre, un « cancer ». Dans les entretiens, l'idée de « *nettoyer* » apparaît beaucoup plus que celle de « *rendre justice* ». Une justice messianique, militante, qui criminalise et fait croître le sentiment collectif suivant lequel la politique et les partis sont méprisables.

« *Ils sont tous les mêmes : PT, PSDB. Le pouvoir pour le pouvoir. Ils n'en ont rien à faire de nous. Tout est corrompu, tout… Moi, je ne vote ni pour la gauche, ni pour la droite, je vote pour une personne. Ah, je pense que Bolsonaro est différent et peut changer tout ça. On croit en lui. On a foi en lui, on pense qu'il va améliorer les choses* », m'a-t-on également expliqué lors de mes entretiens à Porto Alegre en 2019.

Rétrospectivement, on se rend compte que la « bolsonarisation » des esprits était déjà en marche pendant les manifestations en faveur de l'*impeachment* de Dilma Rousseff tout au long de l'année 2015, à l'occasion desquelles nous avons réalisé des entretiens de manifestants avec Pablo Ortellado et Lucia Nader. Lors de la manifestation contre le PT du 16 août 2015 sur l'avenue Paulista, 96 % des manifestants ont déclaré qu'ils n'étaient pas satisfaits du système politique, 73 % affirmaient qu'ils n'avaient plus confiance dans les partis. L'opposition aux partis politiques et le rejet de la figure du politicien traditionnel s'affirmaient avec force.

Quand nous avons demandé qui inspirait le plus confiance, le nom de Bolsonaro était déjà le plus cité : 19,4 % des interviewés lui faisaient largement confiance. Dans cette même manifestation, à peine 11 % des personnes présentes ont dit faire confiance au PSDB (parti pour lequel ils avaient majoritairement voté précédemment) et 1 % au PMDB (parti qui allait occuper la présidence de la république si l'*impeachment* réclamé par les manifestants avait lieu).

Nous avons également formulé une série de possibilités en réponse à la question « *Qui pourrait résoudre la crise brésilienne ?* » Par rapport aux options proposées par notre équipe d'enquêteurs, 56 % étaient totalement ou partiellement d'accord avec la proposition « *en confiant le pouvoir à quelqu'un d'extérieur à la sphère politique* », 64 % ont choisi l'option d'« *un juge honnête* », et 88 % celle d'un « *politicien honnête* ». On a assisté à la construction progressive de la figure de sauveur de la nation associée à Bolsonaro (l'*outsider* tenu pour honnête) et au juge Sergio Moro. La solution devait venir de l'extérieur du système.

Dans un contexte où domine le sentiment de voir augmenter la corruption politique, l'honnêteté et l'éthique sont apparues comme des valeurs indispensables au nouveau modèle politique attendu. Le désaveu de la politique, du collectif et des politiciens s'accompagne d'un retour de la logique de la sphère privée, de l'intime, des relations personnelles – c'est par l'effort individuel qu'on fait son chemin, tandis que la famille et la religion réapparaissent comme les principaux lieux de socialité et de résolution de problèmes.

L'antigauchisme est la pointe avancée de la négation de la politique comme activité collective, un des éléments les plus exploités par Bolsonaro lors de sa campagne. D'un point de vue symbolique, la campagne a été le théâtre de la résurgence de l'anticommunisme dans la propagande électorale. L'« antipétisme[3] » si présent lors des manifestations pro-*impeachment* de 2015 et 2016 se confond avec la rage antigauchiste lors des élections de 2018.

La professeure Mara Telles et son équipe de recherche ont étudié ce phénomène lors de la manifestation pro-*impeachment* du 12 mars 2015 à Belo Horizonte (Telles, 2017). Les participants à celle-ci ont affirmé qu'ils voulaient manifester leur indignation face à la corruption (36 %), leur insatisfaction par rapport à la politique (18 %) et aussi leur souhait de voir la présidente Dilma Rousseff, de même que le PT, quitter le pouvoir (16 %).

Cependant, plus encore que la corruption, le thème que l'on retrouvait le plus souvent était l'« antipétisme ». Pour ces manifestants, les principaux maux qui affectent le Brésil sont imputables aux gouvernants identifiés comme « pétistes ». 91 % ont déclaré que le PT avait fait beaucoup de mal au pays et 82 % ont donné une note

3. Pétisme (*petismo*) est un terme désignant l'administration du Parti des travailleurs et, par extension, tout ce que le locuteur associe à ce parti.

de 0 au PT. L'antipétisme transparaît encore dans les jugements formulés à l'encontre de ses cadres : 81 % considèrent que Lula est un des plus grands malfaiteurs du pays et 82 % utilisent le même terme pour qualifier Dilma Rousseff.

La professeure Telles affirme que l'antipétisme repose sur un puissant facteur de classe et un anti-égalitarisme profond. La plupart des interviewés sont en désaccord avec les politiques gouvernementales d'inclusion sociale, telles que le programme « Bolsa Familia » (77,8 %) parce que, selon eux, les personnes assistées par ces programmes risquent de « *devenir plus paresseuses* ». 37 % des manifestants ont déclaré que les minorités – Noirs, femmes et homosexuels – ont trop de droits au Brésil et les quotas raciaux instaurés pour l'accès à l'université sont contestés par la majorité d'entre eux : 70,1 % ont déclaré qu'ils devaient être supprimés.

La présence de médecins cubains dans les programmes de soins de santé primaires mis en place dans les régions les plus pauvres du pays, où de nombreux médecins brésiliens refusent d'aller, est aussi contestée par 70,7 % des répondants. Une majorité d'entre eux (75,6 %) ont déclaré que les pauvres étaient mal informés à l'heure de prendre des décisions politiques et que les Nordestins sont dotés de moins de conscience électorale que les habitants des autres régions du pays (59,3 %).

Antipétisme, antigauchisme, anticommunisme. Lors de la première émission de télévision concédée du second tour, la propagande électorale de Bolsonaro dévoilait de prétendus obscurs liens entre le PT et le Forum de São Paulo, en faisant entendre un enregistrement de l'ex-président Lula au sujet de la création du Forum, qui, selon la propagande électorale, était « *un groupe politique avec une idéologie communiste de gauche dirigé par Lula et Fidel Castro* », créé en Amérique latine alors que l'« *Europe se libérait de l'emprise du communisme* ». Parallèlement à cette vidéo, il mentionnait à nouveau le lien du PT avec le Venezuela et les pays « *bolivariens* », ainsi que le danger de « *venezuelisation* » du Brésil si le PT gagnait les élections. La vieille rhétorique du péril rouge.

Mais l'opposition des manifestants n'était pas seulement dirigée contre le PT. Pendant la campagne de Bolsonaro, la figure de l'ennemi à abattre s'est étendue à tout le camp progressiste. Le conservatisme de Bolsonaro, basé sur la défense des valeurs religieuses, sur la « romantisation » d'un passé où régnait l'ordre, sur la famille traditionnelle et sur des relations affectives hétéronormatives, n'a

cessé de faire appel à une logique binaire, avec d'un côté la figure du bon citoyen, pétri de conservatisme et de méritocratie, et de l'autre, celle du bandit, à laquelle sont ramenés tous ceux qui se démarquent de la première. Les féministes sont tenues pour radicales et « *anti-famille* », les personnes LGBT pour obscènes, les manifestants de gauche pour une « *bande de clochards* ».

« *Le bon citoyen, c'est celui qui travaille, qui paie des impôts, qui mène une vie décente et qui est vulnérable. Où sont les droits fondamentaux de la victime ? Les droits fondamentaux, ça ne ressemble plus à rien, parce que c'est pour les bandits, comme cette histoire d'allocation aux prisonniers. C'est pour quand un bandit tue un policier ? C'est ça, les droits humains ?* », ai-je aussi entendu à Porto Alegre lors de mes entretiens en 2019.

La crise qui dévaste le Brésil n'est pas perçue comme une crise du néolibéralisme renforcée par un contexte d'inégalité brutale et par l'héritage raciste et colonial : c'est fondamentalement une crise de valeurs où les gauchistes, les féministes et les gays sont les « catégories dangereuses ». C'est la stratégie des guerres culturelles, de la moralisation de la politique, où la diabolisation éthique des adversaires, transformés en ennemis, joue un rôle essentiel.

Bolsonaro comme réponse à la crise morale : christianisation et militarisation de la politique

La politologue états-unienne Wendy Brown (2006) a mis en évidence l'apparition ces dernières décennies d'un phénomène nouveau : la convergence entre néolibéralisme et néoconservatisme. Pour s'imposer en tant que force régulatrice de la vie des individus et de la vie collective, le néolibéralisme a besoin d'un ensemble de valeurs et de principes éthiques susceptible de réinterpréter la crise économique en crise morale, liée à la perte des valeurs traditionnelles. C'est ici qu'intervient la religion, dont le rôle consiste à légitimer d'un point de vue moral le néolibéralisme, à travers le modèle méritocratique de la « théologie de la prospérité » et de la logique du sacrifice.

Face à la désagrégation du tissu social par les mesures d'austérité, au chômage de longue durée, à la précarisation, à la concurrence de tous avec tous, à la paupérisation, la famille traditionnelle, patriarcale et hétéronormative est présentée comme le principal noyau social. Le retour à la figure de la femme comme « jolie fée du logis » est pratique si l'État ne parvient plus à payer les retraites,

ni à s'occuper des enfants et des personnes âgées. C'est ici aussi qu'entre en jeu la résurgence du nationalisme et de la figure de l'« homme de bien » (*homem de bem*), comme forme de cohésion sociale fondée sur le sentiment d'unité face à un « autre » menaçant, désigné comme l'ennemi/le bouc émissaire responsable de la militarisation de l'espace politique et public qui doit maintenir le droit et l'ordre nécessaires au fonctionnement du marché.

Nancy Fraser (2017) interprète l'avancée des mouvements et des gouvernements de droite dans le monde comme la fin de ce qu'elle appelle le « *néolibéralisme progressiste* », une alliance entre certaines formes de néolibéralisme et d'émancipation (féminisme, antiracisme, droits des personnes LGBTQ) que les électeurs d'aujourd'hui rejettent. C'est ainsi qu'au sein du gouvernement Bolsonaro, qui représente cette alliance entre néolibéralisme et néoconservatisme, on trouve comme ministre de l'économie, le *Chicago boy* Paulo Guedes, ultralibéral et défenseur de l'État minimum, et comme ministre de la famille, de la femme et des droits de l'homme, une pasteure chrétienne fondamentaliste, Damares Alves, pour qui les femmes devraient rester à la maison ; ou encore comme ministre des affaires extérieures, Ernesto Araújo, pour qui le marxisme culturel est responsable de la « *mondialisation* » et coupable d'avoir retiré à Dieu son rôle dans l'Histoire.

Par la faute d'un gouvernement progressiste (taxé de communiste) et de ses avancées, appelées « mesures identitaires », le Brésil connaît une crise économique, une crise politique, mais aussi et plus fondamentalement une profonde crise de valeurs, qui met en danger le mode de vie traditionnel. « *Et avec la "loi Maria da Penha", il fait quoi, l'homme ? Et avec l'homophobie, pour eux, c'est bien, mais pour nous ? Nous, on est normaux, on n'est pas comme ça… Si on traite un pédé de "pédé", il se sent offensé et il va se défendre et nous on ne peut rien faire. Et si on traite un Noir de "noir", pareil. Si on touche à une femme, elle a Maria da Penha, elle. On fait quoi, nous ? C'est pas les mêmes droits ? La corde cède toujours du côté des plus faibles et les plus faibles, c'est nous. Il faudrait aussi une loi pour nous protéger* » (entretien, Porto Alegre).

Les mouvements identitaires sont ici les principales cibles. Aux dires de ses électeurs, Bolsonaro ne serait ni misogyne, ni raciste, ni homophobe, il ne fait que réagir naturellement et parle sans pudeur, en réaction à la dictature du « politiquement correct » exercée par les mouvements identitaires qui sont les principaux responsables

du chaos moral de la société. Pointe également un mépris de la lutte collective, qui ne garantit pas la conquête de nouveaux droits favorisant l'effort personnel et la méritocratie.

« *Cette histoire d'homophobie, ça n'existait pas avant. Maintenant, il y a de l'homophobie partout. Avant, il n'y avait pas autant de violence contre les gays, mais maintenant, on dirait qu'ils se montrent plus* » (entendu à Porto Alegre en 2019). « *Je suis contre les quotas raciaux. Et les Blancs pauvres ? Il y a aussi des Noirs riches. Il y a du racisme, mais davantage d'égalité des chances. Il y a des gens qui abusent du fait d'être noir et qui veulent en profiter. L'esclavage, c'était il y a longtemps, ce n'est pas la peine de reparler de ça. Il y a du racisme des deux côtés* » (*idem*).

Lors de ses apparitions, Bolsonaro cite souvent le verset 8:32 de l'Évangile selon Saint-Jean : « *Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous affranchira.* » Bien que catholique, il a été baptisé le 12 mai 2016 dans les eaux du Jourdain par le pasteur évangélique Everaldo, président du Parti social chrétien (PSC). Le mot « Dieu » a été un des plus utilisés durant sa campagne, de même que lors de son discours d'investiture le 1er janvier 2019 à Brasília.

Une enquête de l'Institut Datafolha du 25 octobre 2018 a estimé le nombre de votes valides en faveur de Bolsonaro dans chaque groupe religieux : 29,9 % de catholiques, 21,7 % d'évangéliques contre 28,7 % de catholiques et 9,7 % d'évangéliques en faveur de Fernando Haddad. Le monde évangélique s'est largement prononcé en faveur de Bolsonaro, après que celui-ci eut reçu le soutien public de l'évêque Edir Macedo, le puissant chef de l'Église universelle du royaume de Dieu, ancien allié du PT jusqu'à l'*impeachment*, et celui de l'évêque Silas Malafaia, le tout aussi puissant chef de l'Église de l'Assemblée de Dieu.

Le néoconservatisme évangélique est entré en force en politique en 2002, en assénant que la famille traditionnelle était menacée et en réactivant le débat anticommuniste. Le Front parlementaire évangélique (FPE) a été créé en 2003. Depuis lors, sous les gouvernements PT, son influence et son importance n'ont cessé de croître. Valle explique dans sa thèse de doctorat (2018) que, bien qu'il existe des divergences entre le PT et divers groupes évangéliques, principalement les pentecôtistes et les néopentecôtistes, la nouveauté, déjà présente lors des élections présidentielles de 2014, mais qui gagne en force lors des municipales de 2016 et se consolide encore en 2018, c'est que les pasteurs sont disposés à tenir un discours

d'affrontement du PT au sein de leurs églises. Dans son enquête sur l'Assemblée de Dieu (Ministère de Belém à Campo Limpo, São Paulo), il affirme qu'à partir de 2014, l'expression d'« antipétisme » au sein de l'église commence à être virulente, en réaction aux développements concernant les LGBT et la corruption.

A partir de 2014, ce changement est non seulement perceptible chez les dirigeants, mais aussi chez les fidèles, y compris ceux qui avaient voté pour le PT. Chez ceux-ci s'observe un changement d'orientation politique, lié à un sentiment de déception croissante par rapport au gouvernement de Dilma Rousseff, en raison de la détérioration de la situation économique, de la place centrale occupée par le discours anticorruption et d'une rhétorique qui fait l'apologie de la famille et des valeurs chrétiennes. Le 6 avril 2016, le Front parlementaire évangélique annonçait son soutien à l'*impeachment* de Dilma Rousseff. Sur les 81 députés qui composent ce « banc évangélique », ou « banc de la Bible », 75 ont voté en faveur de l'admissibilité de l'*impeachment.*

En 2014, soixante-quinze députés fédéraux adeptes de la doctrine évangélique étaient membres de dix-huit partis. En 2018, quatre-vingt-quatre députés fédéraux connus pour leur obédience évangélique ont été élus. Leur activité législative la plus significative a consisté en un projet de loi pour la criminalisation de l'avortement et en l'opposition à l'approbation de projets de loi contre l'homophobie (122/2006) ou pour la reconnaissance légale des unions entre personnes de même sexe (612/211).

« *Je vote pour Bolsonaro parce qu'il défend la famille, il est du côté religieux. Le PT voulait faire le "*kit gay*", il allait libérer les prisonniers et aussi cette histoire de laisser les enfants choisir officiellement s'ils veulent être garçon ou fille. Ça allait être la fin de la famille. Une pagaille. Jusqu'à cette histoire de bible gay. Encore heureux que ce soit Bolsonaro qui ait gagné parce qu'ils étaient en train d'arriver avec tout ça, les enfants en train de devenir gays*. […] *Ces gens-là ne pensent qu'au sexe, à la prostitution, aux orgies*. […] *Bolsonaro a réagi, il a eu du courage*. […] *Nous sommes dans une bataille de Dieu contre les démons* » (extrait d'un entretien avec un « évangélique » lors de mon étude à Porto Alegre).

Pour les partisans de Bolsonaro, le rôle de régulateur de la vie sociale joué par la religion est indispensable : une des principales raisons pour lesquelles nous connaissons une crise des valeurs, c'est l'abandon des principes éthiques religieux. Le retour de la

religiosité comme vecteur moral de la société devrait être fondamental, notamment en valorisant fortement l'enseignement obligatoire de la religion dans les écoles. « *Ce qu'on a aujourd'hui, c'est une crise des valeurs totale. Tout est à l'envers. Tout va mal. La télévision qui apprend à être gay. Les enfants n'ont plus les valeurs qu'on avait, nous*. […] *Il faudrait qu'il y ait un enseignement religieux dans les écoles, oui, pour apprendre des principes, pour savoir ce qui est bien et ce qui est mal* » (entretien à Porto Alegre, 2019).

Parallèlement à cette valorisation du religieux, la vision militariste est plébiscitée par les partisans de Bolsonaro. Dans le contexte de chaos éthique et moral, ce qui manque, c'est la discipline, l'autorité, le respect et la hiérarchie. « *Ce qui manque, c'est l'ordre* », voilà une des phrases les plus entendues dans les entretiens. La gauche est responsable de cette situation de désordre, de chaos, de pagaille, dont on ne peut sortir si on ne reprend pas les valeurs militaires comme fondement de la vie sociale.

« *Les enfants d'aujourd'hui n'écoutent plus. Avant, on était élevés dans la discipline, à la maison et à l'école. C'était "oui, Monsieur", c'était le respect, c'était l'autorité. Les enfants savaient qu'un adulte, c'est un adulte*. […] *Je suis en faveur de l'école militaire, oui, chanter l'hymne national, le drapeau, parce qu'on doit enseigner aux enfants à être responsables, disciplinés, sinon voilà ce qui arrive, la pagaille qu'on a aujourd'hui. Les enfants disent à leur père qu'ils vont faire appel au Conseil tutélaire !* » (entretien, Porto Alegre).

Selon l'Institut Datafolha, en 2018, presque sept Brésiliens sur dix (68 %) déclaraient ne pas avoir confiance dans les partis politiques, 67 % déclaraient ne pas avoir confiance dans le Congrès national (il s'agit là du pire indice de l'histoire du pays) et 64 % dans la présidence de la République. En contrepartie, les forces armées étaient considérées comme l'institution la plus fiable du Brésil par une majorité de la population. Huit Brésiliens sur dix (78 %) ont déclaré qu'ils leur faisaient confiance. Parallèlement au discours antipartis et au discours de rejet de la politique traditionnelle, les forces armées ont gagné en crédibilité dans l'espace public brésilien.

Avec Bolsonaro et son vice-président, le général Hamilton Mourão, la présence militaire au palais du Planalto a atteint des sommets historiques. Des représentants de l'armée occupent de nouveaux portefeuilles ministériels, dont certains sont d'une importance cruciale, comme le secrétariat du gouvernement (général Carlos Alberto dos Santos Cruz), le secrétariat général de la

présidence (général Floriano Peixoto Vieira) ou le cabinet de la sécurité institutionnelle (général Augusto Heleno).

Outre cette présence militaire au sein du gouvernement, il faut mentionner la rhétorique militariste de Bolsonaro, présente durant toute la campagne. Il affirme en effet dans ses discours que la « main de fer » est la seule manière de lutter contre le crime. Les seules mesures de son programme électoral qui concernaient la sécurité publique ont été l'assouplissement des conditions du port d'armes, le durcissement du Code pénal, la réduction de la majorité pénale de dix-huit à seize ans et une tolérance aux homicides dus à la police. Le Congrès national est également touché par le processus de militarisation de la vie politique. Comme nous l'avons rappelé précédemment, les politiciens évangéliques s'organisent au Brésil autour du Front parlementaire évangélique, le « banc de la Bible ».

Dans la sécurité publique, c'est pareil : des ex-militaires, des policiers, des pompiers intègrent le front parlementaire de la sécurité publique, appelé aussi « banc de la balle », porteur d'une idéologie punitive et de projets tels que la défense de la révocation du statut de désarmement, la réduction de la majorité pénale, le durcissement pénal, tout cela avec l'appui de l'industrie de l'armement, notamment de l'entreprise Taurus et de la Companhia Brasileira de Cartuchos (Société brésilienne des cartouches). Selon le recensement du Congrès de 2019, ce « banc » est passé de 36 à 102 parlementaires nationaux, avec 93 députés et 18 sénateurs (il n'y en avait aucun en 2014), la plupart membres du Parti social libéral. Sur l'ensemble des parlementaires des États fédérés, 73 policiers et militaires se sont vus attribuer des charges législatives en 2018, contre 18 en 2014.

Traduction du brésilien : Christian Pirlet

Bibliographie

Almeida R. (2017), « A onda quebrada – evangélicos e conservadorismo », *Cadernos Pagu,* n° 50, juin.

Azevedo R. (2008), *O pais dos petralhas,* Rio de Janeiro, Record.

Brown W. (2016), « American Nightmare : Neoliberalism, Neoconservatism, and Democratization », *Political Theory,* vol. 34, n° 6.

Castel R. (2005), *A insegurança social : o que é ser protegido ?,* Petrópolis, Vozes.

Coelho R. (2013), *Por um fio : o sofrimento do trabalhador na era do capitalismo flexível,* Jundiaí, Paco Editorial.

Crouch C. (2013), *Post-démocratie,* Zurique, Diaphane.

Laval C. et Dardot P. (2016), *A nova razão do mundo. Ensaio sobre a sociedade neoliberal,* São Paulo, Boitempo.

Mbembe A. (2014), *Crítica da razão negra,* Lisbonne, Antígona.

Pierucci A. F. (2011), « Eleição 2010 : desmoralização eleitoral do moralismo religioso », *Novos estududos CEBRAP,* n° 89, São Paulo.

Telles M. (2017), « Corrupção, Legitimidade Democrática e Protestos : O Boom da Direita na Política Nacional ? », *Interesse Nacional*, 8e année, n° 30.

Valle V. (2018), *Religião, Lulismo e voto : A atuação política de uma Assembleia de Deus e seus fiéis em São Paulo (2014-2016),* thèse de doctorat, Universidade Federal de São Paulo.

La nouvelle droite et la crise de la démocratie brésilienne[1]

Luís Felipe Miguel[2]

Les années du Parti des travailleurs au pouvoir ont été le théâtre d'une reconfiguration de la droite brésilienne, avec l'essor du libertarianisme, du conservatisme religieux et de l'anticommunisme. Ces radicalités ont pris le débat public en otage et détruit le consensus démocratique fondé sur la Constitution de 1988. Leur emprise sur les classes moyennes n'est pas sans rapport avec l'anxiété née de la réduction des distances sociales avec les classes populaires.

Avec l'élection de Jair Bolsonaro en 2018, le Brésil a eu le douteux privilège de confier sa direction au plus extrémiste des radicaux de droite arrivés au pouvoir dans le monde. Ex-militaire écarté de l'armée après avoir été accusé de participation à un projet d'attentat à la bombe dans les casernes[3], Bolsonaro a été durant trois décennies un parlementaire peu actif. Il se contentait de relayer les revendications corporatistes de ses anciens collègues de l'armée, ce qui lui permettait d'être réélu, et de faire des déclarations outrancières – homophobes, misogynes, racistes, en défense de

1. Des extraits de ce texte sont parus dans les articles « Da "doutrinação marxista" à "ideologia de gênero" » (*Direito e Práxis,* nº15, 2016), « Une criminalisation de l'éducation au Brésil ? » (Brésil(s), nº14, 2018) et « A reemergência da direita brasileira » (Esther Solano Gallego, dir., *O ódio como política,* São Paulo, Boitempo, 2018).
2. Professeur de sciences politiques à l'Université de Brasília, coordinateur du Grupo de Pesquisa sobre Democracia e Desigualdades, auteur de multiples ouvrages dont *O colapso da democracia no Brasil : da Constituição ao golpe de 2016*, São Paulo, Expressão Popular, Fundação Rosa Luxemburgo, 2019.
3. En guise de protestation contre le niveau de la solde des officiers.

la dictature militaire et de l'usage de la violence politique – pour attirer l'attention sur lui. Quand il annonça sa candidature à la présidence, beaucoup pensèrent qu'il bluffait. Non seulement il la maintint, mais il remporta le scrutin en exploitant le virage à droite que prenait le débat politique brésilien.

Anticommuniste féroce, Bolsonaro s'était rapproché tactiquement du fondamentalisme chrétien et de l'ultralibéralisme. Il incarna de cette manière le processus de reconfiguration de la droite brésilienne, sous la poussée de ces trois courants qui ont en commun de contester, depuis deux décennies, les valeurs et le consensus qui balisent la politique brésilienne depuis la « redémocratisation » et la promulgation de la Constitution de 1988. Cette assertivité croissante de groupes assumant des positions ouvertement réactionnaires n'est pas un phénomène brésilien. Elle est associée à des facteurs tels que la crise de la démocratie libérale et de l'État social, les difficultés de reproduction de l'économie capitaliste, l'émergence de nouveaux espaces de débat public sur Internet et la fonction de gardien du système progressivement jouée par la social-démocratie. Au Brésil, c'est le Parti des travailleurs (PT) qui a joué ce rôle. Autrefois tenu pour « radical », il est arrivé au pouvoir avec un projet modéré et conciliateur.

La stratégie du PT, qui consistait à éviter les confrontations, a ménagé pendant longtemps la fraction majoritaire de la classe politique brésilienne, dont l'unique programme est l'obtention d'avantages pour elle-même. La relation entre l'exécutif « pétiste[4] » et cette classe politique habituée à se concerter avec des dirigeants conservateurs s'est néanmoins régulièrement tendue. L'oligarchie politique continuait à suspecter le Parti des travailleurs de planifier des transformations sociales qui finiraient par porter préjudice à ses intérêts. Qui plus est, ces nouveaux occupants du pouvoir la dérangeaient tout simplement parce qu'ils n'étaient pas du sérail. Pour autant la logique dominante s'est longtemps maintenue : s'arranger avec celui qui est au gouvernement pour ne pas courir le risque de perdre ses prébendes.

Mais certains groupes n'étaient pas enclins à s'accommoder de la nouvelle situation. Ceux qui aspiraient à occuper le centre du pouvoir refusèrent d'occuper des positions de second rang dans le gouvernement des autres : les leaders du Parti de la social-démocratie

4. « Pétiste » est utilisé comme adjectif pour « du PT », « du Parti des travailleurs ».

brésilienne (PSDB) se rangèrent naturellement du côté de l'opposition[5]. Quant aux groupes proches de l'extrême droite du spectre politique, la présence du PT au pouvoir, malgré toute sa modération, leur était tout simplement insupportable. Il s'agit des anticommunistes invétérés, des nostalgiques de la dictature militaire, de quelques fondamentalistes religieux et d'une poignée d'ultralibéraux pour lesquels toute forme de politique sociale était inacceptable et le PT était dangereusement interventionniste.

Durant les treize années de gouvernement du PT, le PSDB a eu le leadership de l'opposition de droite. Mais lors de la campagne pour la chute du gouvernement, soit la mobilisation populaire qui a rendu possible le coup d'État de 2016, ce parti se vit menacé dans cette opposition par l'essor des groupes extrémistes. Aux élections de 2018, malgré l'appui de plusieurs partis, la sympathie de la presse et de la plus grande partie du monde des affaires, son candidat n'a pas atteint 5 % des votes. La droite brésilienne avait pris un nouveau visage, beaucoup plus intolérant et violent.

Dans la première partie de cet article, nous analysons les trois axes de cette nouvelle droite – fondamentalisme religieux, fondamentalisme du marché et anticommunisme – et la façon dont ils s'articulent. Dans la deuxième, nous abordons les conséquences de l'ascension de cette droite pour le débat public brésilien. Dans la conclusion nous discutons les perspectives de la démocratie brésilienne, fracturée par le coup d'État de 2016 et livrée aujourd'hui à des tendances autoritaires inédites.

Les trois axes de l'extrême droite brésilienne

Les années du PT au pouvoir ont correspondu au développement de deux phénomènes parallèles : le PSDB a compris qu'il avait vocation à prendre la direction de la droite et la droite a compris qu'il y avait un espace pour radicaliser son discours. Mais l'utilisation du terme de « droite » doit elle-même être relativisée. Il y a plutôt une convergence de groupes divers, dont l'union est avant tout

5. Les noms des partis brésiliens ne renvoient pas nécessairement à des orientations de programme. Même à ses débuts, le PSDB n'a jamais été un parti social-démocrate. Il avait pour ambition de représenter l'aile progressiste de la bourgeoisie brésilienne, avec un projet « civilisateur » qui garantirait le respect de l'État de droit et des libertés libérales. Forcé à des alliances avec les oligarchies traditionnelles pour arriver au pouvoir (il a occupé l'exécutif de 1995 à 2002, soit durant les deux mandats présidentiels du sociologue Fernando Henrique Cardoso), il s'est déplacé vers le centre-droit.

pragmatique et mue par la perception d'un ennemi commun. Les secteurs les plus extrêmes sont composés de trois courants principaux, qui sont le « libertarianisme », le fondamentalisme religieux et le recyclage de l'ancien anticommunisme.

L'idéologie « libertarienne », descendante de l'« école économique autrichienne » et influente dans certains milieux activistes des États-Unis, prône le moins d'État possible et affirme que toute situation née des mécanismes du marché est par définition juste, aussi inégale soit-elle. Elle est qualifiée d'ultralibérale, bien que sa relation avec le libéralisme classique ne soit pas simple. Le libertarianisme se fonde sur la sacralisation des contrats « librement » établis, réduit tous les droits au droit de propriété et est allergique à tout lien de solidarité sociale. Pour les libéraux plus classiques, cette doctrine n'est pas tant libérale que « néoféodale » – « *Comme le féodalisme, le libertarianisme conçoit le pouvoir politique légitime comme fondé sur un réseau de contrats privés* » (Freeman, 2002).

Présenté comme une théorie sophistiquée, capable d'affronter la prétendue hégémonie de la pensée progressiste dans les milieux universitaires, ce néoféodalisme est activement promu par des fondations privées, qui forment des vulgarisateurs et les entraînent à intervenir dans le débat public en stigmatisant les positions de gauche, présentées comme dépassées, illusoires et autoritaires. Dans le cas du Brésil, ces fondations, en particulier l'Atlas Network, sont à l'origine du renforcement des courants de droite au sein du mouvement étudiant et de l'apparition subite d'organisations militantes comme le mouvement Brasil Livre. Une étude dresse la liste des dizaines de *think tanks* actifs au Brésil en vue de nourrir une opinion publique ultralibérale inspirée des idées d'auteurs comme Ludwig von Mises et Ayn Rand (Rocha, 2019). Notons aussi la création, par des cadres de la banque Itaú, du Partido Novo, destiné à prêcher l'évangile ultralibéral dans sa forme la plus pure au sein de l'espace politique brésilien.

La « liberté » est affichée comme la valeur centrale par les organisations libertariennes. Ses porte-parole s'efforcent de radicaliser un thème déjà présent, de forme plus nuancée, dans la tradition libérale depuis le 18e siècle : l'opposition immanente entre la liberté et l'égalité. Cette opposition supposée se reflète dans la distinction entre la gauche, défenderesse de l'égalité, et la droite, qui revêt les couleurs de la liberté. L'État, agent caractérisé par la capacité à imposer ses décisions de manière coercitive, est opposé au marché,

terrain des échanges volontaires – le « libre » marché, où se réalise la « liberté économique ». La séparation entre la politique et l'économie est réifiée. L'État, la gauche, la coercition et l'égalité composent un univers de sens, tandis que la liberté, le marché et la droite en composent un autre.

Cette conception de la « liberté », qui se résume à l'absence d'interférence externe, est présentée comme une évidence n'exigeant aucune problématisation. Les traditions philosophiques différentes, qui ne reposent pas sur la dichotomie liberté/égalité, mais sur la dichotomie liberté/domination (pour laquelle le problème n'est pas l'interférence externe à l'action individuelle, mais son caractère arbitraire éventuel) ou liberté/besoin (qui introduit le problème de la privation matérielle comme obstacle à l'exercice de l'autonomie humaine), sont ignorées. Pour ces traditions, l'égalité n'est pas l'ennemie de la liberté. Au contraire, l'égalité d'influence politique et l'égalité de ressources sont nécessaires à la liberté de tous ; sans elles, non seulement la « liberté » devient un drapeau vide de sens, mais elle sert à recouvrir des formes d'oppression.

De par sa radicalité, la doctrine libertarienne a peu de chance de devenir populaire. Bien que la représentation de l'État comme entité inefficace soit répandue, la perception selon laquelle un ensemble d'obligations sont collectives demeure enracinée. Une recherche parmi les participants aux manifestations pour l'*impeachment* de Dilma Rousseff, soit parmi la base sociale de la droite brésilienne, a montré que plus de 95 % de ceux-ci adhéraient à l'idée selon laquelle l'éducation et la santé devaient être publiques et gratuites (Ortellado et Solano, 2016). La cible de ce courant est dès lors constituée des faiseurs d'opinion, des gestionnaires publics et des dirigeants d'entreprises. Proposant un programme maximaliste qu'ils savent inatteignable, les libertariens exercent une pression pour que l'État réduise son action régulatrice.

Le libertarianisme original, par sa conviction que l'autonomie individuelle devait toujours être respectée, a suscité des positions avancées dans les domaines de la consommation de drogues, des droits reproductifs et des libertés sexuelles. Néanmoins aux États-Unis même, ces positions sont davantage présentes dans les textes dogmatiques que dans l'action politique. Ses principaux alliés sont les fondamentalistes chrétiens et son discours présente le renforcement de la famille traditionnelle comme une compensation du retrait de l'État des missions de protection sociale. L'État est l'ennemi

commun, soit en tant que régulateur des relations économiques, soit parce qu'il réduit l'autorité paternelle en dotant les autres membres du noyau familial de droits. C'est la confluence entre la « moralité traditionnelle » et le néolibéralisme (Brown, 2019). Une alliance similaire s'est produite au Brésil.

Les *think tanks* ultralibéraux se défendent bien de porter des bannières conservatrices, comme la prohibition de l'avortement ou le projet « Escola Sem Partido[6] », opposé à la liberté d'expression dans les institutions éducatives. Les courants ultralibéraux et conservateurs ont donc des positions contradictoires – et irréconciliables – sur certains enjeux. Le dilemme est le suivant : les positions les plus archaïques de l'« agenda moral » sont nécessaires pour gagner de la crédibilité parmi une certaine base sociale, parallèlement aux environnements intellectuels auxquels le prêche libertarien plus sophistiqué s'adresse. Pour la mise en place de leur programme économique, les chrétiens conservateurs sont des alliés indispensables aux libertariens.

Le fondamentalisme religieux est devenu une force politique au Brésil durant les années 1990, lorsque des pasteurs sont entrés en politique et ont mobilisé électoralement les églises « néopentecôtistes » (Machado, 2006). On parle parfois du groupe parlementaire évangélique (*bancada evangélica*), mais l'expression ignore les différences entre les dénominations protestantes, cache l'existence d'une minorité d'évangélistes ayant une vision plus progressiste et laisse erronément penser qu'il n'y a pas de secteur conservateur au sein de l'Église catholique.

Le fondamentalisme se définit par la perception qu'il existe une vérité révélée qui annule toute possibilité de débat. Actifs dans l'opposition au droit à l'avortement, aux conceptions pluralistes de la famille et aux politiques de lutte contre l'homophobie, entre autres thèmes, les parlementaires fondamentalistes s'allient à différentes forces conservatrices au Congrès, dans le cadre d'une action conjointe qui les renforce tous. En dehors du parlement, les pasteurs ayant une forte présence dans les méga-églises, les médias et les réseaux sociaux donnent de la voix à leur agenda. Mais le

6. « *Escola Sem Partido* » (École sans parti) est à la fois une organisation fondée par un entrepreneur libéral et un projet de loi visant à interdire toute forme de « propagande politique » dans l'enseignement public. Ses partisans ciblent le prétendu « marxisme culturel » prétendument hégémonique chez les enseignants brésiliens, ainsi que certaines matières comme la théorie du genre.

fondamentalisme n'est pas synonyme de fanatisme. Il s'agit d'un discours utilisé en fonction des circonstances par ses leaders : il contribue à maintenir le troupeau discipliné, à le vacciner contre les discours contraires et à constituer une base électorale négociable sur le marché politique. Le contrôle des chaînes de radio et de télévision complète le tableau. Les leaders religieux jouent en quelque sorte le rôle de nouveaux *coroneis*[7] de la politique brésilienne.

L'influence religieuse n'est pas nouvelle en politique. Auparavant néanmoins, les partis et candidats courtisaient uniquement l'Église catholique, aujourd'hui il faut attirer également les autres enseignes. Qui plus est, il ne s'agit plus seulement d'une influence extérieure, car les leaders religieux sont rentrés dans la compétition pour les positions au sein du champ politique. Le PT a compris cette évolution et s'est efforcé de construire des ponts avec les organisations religieuses, avec succès dans certains cas. L'Église universelle, qui auparavant présentait le parti comme une création de Satan, a gagné de l'influence au sein des ministères, ainsi que des soutiens pour la croissance de ces émissions télévisées.

D'autres groupes sont néanmoins restés dans l'opposition, radicalisant leur discours contre les administrations pétistes. L'accent sur l'« agenda moral » conservateur leur a servi de levier pour la reconquête de ces couches populaires qu'ils avaient perdues suite aux politiques de lutte contre la pauvreté associées au PT. Cette ambiguïté a favorisé ceux qui vendaient leur appui au gouvernement. Cependant cette alliance avec les groupes défendant un agenda moral conservateur a exigé de mettre un frein aux initiatives pour l'extension des droits. Et, quand le gouvernement a commencé à s'effondrer, c'est sans état d'âme que ces groupes ont changé de camp pour aller renforcer le mouvement favorable à l'*impeachment* de Dilma Rousseff.

Le troisième courant de la droite radicale se distingue par son anticommunisme. Celui-ci aurait pu disparaître avec la fin de la Guerre froide, mais il a trouvé une seconde jeunesse en Amérique latine et au Brésil. La nouvelle menace a pris la forme du « bolivarianisme » vénézuélien et du Forum de São Paulo, la conférence des partis latino-américains de gauche et d'extrême gauche, devenue

7. Le « coronélisme » a prévalu au Brésil sous la Vieille République (1888-1930). Il renvoie à un système politique clientéliste reposant sur l'influence locale des propriétaires terriens (les *coroneis*), qui contrôlaient le vote des paysans.

dans cette narration une conspiration visant à dominer le sous-continent. Malgré le recentrage de son discours et la modération de ses pratiques une fois au pouvoir, le PT en est venu à constituer l'incarnation du communisme au Brésil. L'anticommunisme s'était mué en « antipétisme ».

Ces trois courants ne sont pas indépendants les uns des autres. Il existe en particulier des tendances convergentes entre l'anticommunisme et le conservatisme moral, qui se rejoignent dans la dénonciation du « marxisme culturel », moyennant une relecture fantaisiste de l'œuvre d'Antonio Gramsci. La notion suivant laquelle la lutte politique a pour moment central le conflit entre projets et visions du monde est devenue, dans les mains de ses détracteurs de droite, une stratégie machiavélique de manipulation des mentalités visant à saper le consensus permettant le fonctionnement de la société.

Dans cette lecture, l'étape fondamentale pour la défaite du capitalisme et de la « civilisation occidentale » qui lui est associée est la dissolution de la morale sexuelle conventionnelle et de la structure familiale traditionnelle. Au final, comme disent les vieux manuels d'éducation civique, « la famille est la cellule-mère de la société ». Si on la détruit, c'est tout l'édifice qui s'effondre. Le raisonnement est exposé par des parlementaires d'extrême droite comme argument contre toute initiative visant à réduire les inégalités de genre, et se manifeste dans les réseaux sociaux sous la forme de dénonciations contre la « dictature communiste gay » émergente.

Le recadrage du débat

Grâce à la visibilité qu'elle a acquise, résultat de sa capacité à utiliser les nouveaux outils technologiques et de l'espace concédé dans les moyens de communication traditionnels, la droite extrême, dans ses différents courants, a contribué à redéfinir les termes du débat public au Brésil, détruisant des consensus qui paraissaient établis depuis la fin de la dictature militaire. Bien qu'il existait des voix dissidentes et que l'adhésion était souvent superficielle, le discours politique acceptable ne pouvait contester la démocratie, les droits humains et la lutte contre l'inégalité sociale. La mobilisation de la droite radicale a rompu ce consensus.

Les dénonciations de l'incompétence, de l'ignorance ou de la vénalité de l'électorat le plus pauvre se sont banalisées après la victoire du PT, pour déboucher sur la défense ouverte du rejet des

résultats électoraux quand ceux-ci défient ce que l'on présente comme une rationalité supérieure. Le discours suivant lequel les « droits humains » protègent les bandits ne s'est plus cantonné aux marges de l'espace politique, en témoigne la campagne pour l'abaissement de la majorité pénale en particulier. Et les critiques ponctuelles contre les programmes sociaux, qui stimuleraient la paresse et stériliseraient l'esprit d'initiative, se sont généralisées sous la forme d'un discours méritocratique présentant l'inégalité comme la juste rétribution des différences entre les individus.

Le Brésil est le théâtre du déploiement d'une perception atomiste de la société, qui méprise toute forme de solidarité et considère le droit comme un privilège inacceptable dans un monde qui se réduit à une compétition entre les gens. Dès lors, le seul droit qui peut être évoqué est un droit strictement individuel, utilisé contre la mobilisation collective : le droit de l'étudiant qui veut suivre les cours contre ceux qui occupent l'école, le droit de l'automobiliste contre la manifestation de rue, le droit de l'usager contre les agents publics en grève.

Des inflexions dans les visions du monde qui prédominent dans différents espaces sociaux ont contribué à l'émergence de ce consensus. Les prêches dans un nombre grandissant d'églises chrétiennes ont abandonné le registre de la charité ou de la frugalité en faveur de la « théologie de la prospérité », dans laquelle la foi est un investissement devant être rétribué par Dieu sous la forme d'avantages matériels. Parmi les travailleurs, le déclin de l'activité syndicale a été accompagné par la pénétration du discours de l'« entrepreneuriat », fait sur mesure pour dissoudre la solidarité de classe. Le travailleur, en particulier le travailleur précarisé, est invité à voir en lui un capitaliste en devenir. L'option préférentielle des gouvernements pétistes pour l'inclusion à travers l'accès à la consommation, soit par la mobilité sociale individuelle, a certainement contribué à la pénétration de cette vision du monde.

Le discours rénové de la méritocratie a surtout séduit les classes moyennes, anxieuses de perdre ce qui les différencie des classes populaires. Il s'agit de quelque chose de plus profond que l'expression utilisée par les secteurs de la gauche, selon laquelle la classe moyenne est dérangée par les « aéroports remplis de pauvres ». Les effets symboliques et matériels de la réduction des distances sociales ne se réduisent pas à cela. La recherche de distinction sociale est une composante centrale de la dynamique des sociétés

contemporaines et l'accès à la consommation une des principales formes d'expression de cette distinction. L'effet « symbolique » est un effet sur la perception de sa propre position sociale dans la hiérarchie sociale et donc sur sa réussite ou son échec en tant qu'individu.

Les effets matériels sont palpables également. La réduction de la vulnérabilité des plus pauvres a eu un effet sur le marché du travail, en réduisant la masse de main-d'œuvre disponible à vil prix. Il est devenu plus difficile pour la classe moyenne d'avoir son employée domestique, son jardinier, sa coiffeuse, etc. Même modestes, les programmes de transfert de revenu ont placé les plus pauvres dans une position plus favorable pour négocier leurs contrats de travail. Les politiques de qualification professionnelle et la réduction du taux de chômage ont permis à de nombreuses travailleuses domestiques de migrer vers des emplois dans le commerce ou les services, qui offrent des relations de travail mieux encadrées et davantage de considération sociale. L'extension des droits du travail des employées domestiques sous le gouvernement de Dilma Rousseff, fortement condamnée par les représentantes des « patronnes », a également rehaussé le coût d'utilisation de cette main-d'œuvre.

La démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, que les gouvernements du PT ont promu à travers l'expansion du réseau d'universités fédérales, l'instauration de quotas sociaux et raciaux et l'énorme augmentation du crédit pour les étudiants de facultés privées, a eu un impact négatif sur la classe moyenne. Un des avantages comparatifs qu'elle imaginait léguer à ses fils – le « diplôme » –, risquait de perdre de sa valeur sociale.

Le mécontentement de la classe moyenne a été canalisé, en premier lieu, par la répulsion de la corruption. Il y a indubitablement eu une poussée de frustration suite à la découverte que des personnalités du PT étaient loin de correspondre à la probité que le parti prêchait. Mais pourquoi le récit de la « décadence morale », qui a sa pertinence, s'est-il concentré sur le PT comme unique responsable des déviances éthiques de la politique brésilienne ? Il y a ici une convergence entre l'inconfort suscité par la (petite) ascension sociale des plus pauvres, le discours propagé par la presse et l'action de l'opposition de droite. Un nœud s'est formé entre la perception de la corruption du PT et les préjugés de classe.

Après 2006, à chaque échéance électorale, les analystes penchés sur les cartes électorales ont invariablement constaté que

l'avantage électoral du PT provenait des régions les plus pauvres du pays, en particulier du Nordeste. Certains y virent le symptôme de la désinformation de l'électorat pauvre, voire de son manque d'éthique, disposé qu'il était à voter pour des « voleurs » dès lors que ceux-ci lui offraient des avantages, comme les programmes de garantie de revenu. Sur les réseaux sociaux, les victoires du PT étaient accompagnées de manifestations toujours plus exaltées de xénophobie anti-nordestine.

La révolte contre la corruption a été marquée par la sélectivité, mais aussi par le manichéisme. La corruption n'est pas comprise comme un produit des rapports du pouvoir politique avec le pouvoir économique, mais comme le dévoiement de personnes sans caractère. La réponse peut passer par des réformes ponctuelles, mais surtout par la punition des accusés. La sélectivité et le manichéisme n'ont pas seulement marqué la mentalité de la classe moyenne, mais aussi – ce qui ne constitue bien sûr pas une coïncidence – la couverture journalistique et l'action de l'appareil répressif de l'État.

Les reportages dans les journaux et les programmes télévisés, les poursuites en justice, les enquêtes policières et les bruits propagés sur Internet se sont alimentés mutuellement, générant un nuage d'informations véridiques, douteuses et indiscutablement fausses, stigmatisant le PT, et par extension toute la gauche, en tant qu'incarnation de la malhonnêteté et du mal politique. Entre les rumeurs les plus absurdes fabriquées et disséminées sur Internet et la couverture médiatique, il n'y a pas une frontière mais un continuum. La plupart des titres de la presse conventionnelle ne relayaient pas les rumeurs les plus risibles, mais le cadrage médiatique alimentait la vision manichéenne du public, et de la sorte consolidait un univers de sens au sein duquel les falsifications les plus éhontées trouvèrent leur audience.

Les enquêtes réalisées dans les grandes manifestations pour l'*impeachment* de Dilma Rousseff montrèrent que la majorité des participants donnaient foi aux affirmations suivant lesquelles les chefs du PT étaient les propriétaires occultes des plus grandes entreprises du pays, que la bande criminelle du « Primeiro Comando da Capital » était le bras armé du PT ou que le gouvernement avait facilité l'immigration de milliers d'Haïtiens pour fausser les élections brésiliennes[8].

---

8. Des résultats similaires ont été obtenus dans plusieurs enquêtes, mais je me réfère ici

Le crédit accordé à ces fantasmagories est révélateur du degré d'irrationalité du débat politique. Plus grave cependant est le fait que l'élargissement progressif du dicible politiquement, suite à l'émergence de discours contraires à la solidarité sociale propagés par l'extrême droite, a conduit à ce que des fractions importantes de la classe moyenne assument d'être dérangées par la réduction de la distance sociale qui les séparait des pauvres.

Les grandes manifestations pour l'*impeachment* de 2015 et 2016 ont eu pour axes discursifs la défense de la « méritocratie », la dénonciation des « *vagabundos*[9] » et une forme de nostalgie (« je veux retrouver mon pays ») – autant d'expressions de répulsion des programmes d'inclusion sociale. Dès le début, ces contenus ont occupé une place centrale dans les discours des leaders des mobilisations, en ce compris des journalistes de l'audiovisuel et certains parlementaires. La possibilité de mobilisation politique de ce dérangement face à l'égalité a été rendue possible par la démolition de la notion de solidarité sociale, qui fondait le consensus formel sur la nécessité de construire un pays plus juste. C'est là le résultat du profond travail idéologique mené par la droite ces dernières années.

Conclusion

Les défis auxquels fait face la démocratie brésilienne sont immenses. La rupture de 2016 a montré que les institutions conçues par la Constitution de 1988 pour la protéger ne fonctionnaient pas correctement (Miguel, 2019). Le gouvernement actuel ne cache pas ses penchants autoritaires. Le zèle avec lequel il met en œuvre l'agenda de la réduction de l'État, la dénationalisation de l'économie et la suppression des droits de la classe travailleuse lui garantit la complicité active de la bourgeoisie.

Pour les groupes les plus attachés à la démocratie, le défi est immense. Il est tout d'abord nécessaire de produire une nouvelle alternative institutionnelle, plus robuste dans la protection d'un ordre démocratique et inclusif, car l'idée selon laquelle il sera possible de simplement reconstituer l'arrangement aujourd'hui menacé

à la recherche sur les participants à la manifestation du 12 avril 2015 intitulée « Pesquisa com os participantes da manifestação do dia 12 de abril de 2015 sobre confiança no sistema político e fontes de informação », coordonnée par Esther Solano et Pablo Ortellado et disponible à l'adresse https://gpopai.usp.br/pesquisa/120415/ (consulté le 3 février 2017).

9. « *Vagabundos* » est une insulte à connotation sociale. Dans ce contexte, elle est utilisée pour disqualifier socialement les pauvres, assimilés à des « gueux ».

est illusoire. Il faut ensuite retrouver la voie du débat public. Les nouvelles technologies génèrent à la fois la fragmentation du débat public en « bulles » séparées, ce qui réduit radicalement l'espace commun dans lequel la discussion peut être menée, et le déploiement d'une configuration « post-vérité », dans laquelle il n'y a plus d'éléments de réalité partagés et tous les systèmes de validation de discours sont considérés suspects.

La présence forte d'un discours d'extrême droite renouvelé, qui fusionne des thèmes moraux et économiques à première vue peu congruents, est un aspect important de ce scénario. Il naît dans les bulles d'opinion et contribue à les renforcer. Il se combine souvent à des visions conspiratrices, qui ramènent l'université, la science et même la presse (majoritairement de centre-droit au Brésil) à des institutions au service du communisme et/ou de la dissolution des principes chrétiens. Dans cet environnement, il est redevenu nécessaire de lutter pour les valeurs essentielles – la société, qui n'est pas qu'une arène où les individus se livrent concurrence, inclut des liens de solidarité ; l'égalité est bénéfique ; les différences doivent être respectées ; les conflits ne trouvent pas de solution dans la violence ; la religion et l'État doivent demeurer séparés. Un long travail de persuasion sera nécessaire pour restaurer les conditions d'une vie en commun démocratique au Brésil.

Traduction du brésilien : François Polet

Bibliographie

Brown W. (2019), *In the ruins of neoliberalism : the rise of antidemocratic politics in the West,* New York, Columbia University Press.

Freeman S. (2002), « Illiberal libertarian », *Philosophy & Public Affairs,* vol. 30, nº 2.

Machado M. das D. C. (2006), *Política e religião,* Rio de Janeiro, Editora FGV.

Miguel L. F. (2017), *Consenso e conflito na democracia contemporânea,* São Paulo, Editora Unesp.

Miguel L. F. (2019), *O colapso da democracia no Brasil,* São Paulo, Expressão Popular.

Ortellado P. et Solano E. (2016), « Nova direita nas ruas ? », *Perseu,* nº 11.

Rocha C. (2019), « "Imposto é roubo !" A formação de um contrapúblico ultraliberal e os protestos pró-impeachment de Dilma Rousseff », dans E. Solano et C. Rocha (dir.), *As direitas nas redes e nas ruas,* São Paulo, Expressão Popular.

Illusions du « jamais plus », divisions du camp démocratique et victoire de Bolsonaro

Armelle Enders[1]

La succession de scandales de corruption et le dérèglement de la vie politique ont ouvert un boulevard à l'extrême droite brésilienne. Associés à l'absence de mémoire historique, ils ont aussi hypothéqué la possibilité d'un front commun contre Jair Bolsonaro. Apologiste de la dictature militaire, incarnation du « système » et de la classe politique, le nouveau président a réussi le tour de force de se transformer en porte-drapeau du « dégagisme ».

Le 30 mars 2020, quatre personnalités majeures de la gauche brésilienne, appartenant aux quatre plus grands partis de cette famille politique, Fernando Haddad (Parti des travailleurs, PT), Ciro Gomes (Parti démocratique travailliste, PDT), Guilherme Boulos (Parti socialisme et liberté, PSOL) et Flávio Dino (Parti communiste du Brésil, PCdoB) ont publié un manifeste commun. Dans celui-ci, ils exigent un plan d'action apte à répondre à la crise sanitaire et économique provoquée par le coronavirus et appellent le président Bolsonaro, incapable à leurs yeux de faire face à ce défi, à démissionner (Istoé, 2020). Ce que la menace de l'arrivée au pouvoir de l'ancien capitaine, thuriféraire de la dictature militaire (1964-1985) dans ses aspects les plus sinistres, n'avait pas réussi à faire, une pandémie l'a réalisé : une esquisse d'union de la gauche.

---

1. Historienne du Brésil contemporain, professeure à l'Université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis et chercheuse à l'Institut d'histoire du temps présent, autrice notamment de *Histoire du Brésil* (Chandeigne, 2016 et 2019).

Fernando Haddad, adversaire de Jair Bolsonaro au second tour des élections, le 28 octobre 2018, n'a pas bénéficié, en effet, du soutien explicite de la totalité de la gauche et encore moins d'une alliance transcendant les clivages dans un élan de défense des institutions et des valeurs de la « Nouvelle République[2] ». Ciro Gomes, candidat du PDT, et pourtant adversaire résolu de Jair Bolsonaro, a passé la campagne de l'entre-deux tours à l'étranger, quand il ne diffusait pas de remarques assassines à l'encontre des dirigeants du PT. Personnalité influente, l'ancien président (1995-2002) Fernando Henrique Cardoso, sociologue exilé pendant la dictature, jouissant à l'étranger de la réputation d'intellectuel éclairé, s'est refusé à appeler à voter pour Fernando Haddad.

Les résultats sont éloquents : non seulement Jair Bolsonaro (55,13 % et 58 millions des suffrages exprimés) l'emporte avec plus de 10 millions de voix d'avance sur Fernando Haddad (44,87 %, 47 millions des suffrages exprimés), mais les quelque 40 millions de citoyens ayant refusé de choisir entre les deux candidats, par l'abstention (21,30 % des inscrits)[3], le vote blanc ou nul (9,57 %) attestent le manque de mobilisation contre l'extrême droite (Globo, 2018).

L'absence d'un « front républicain » transpartisan, pour emprunter une expression propre à la vie politique française, trente ans après le rétablissement de la démocratie au Brésil, n'a pas manqué d'intriguer à l'étranger et particulièrement en Europe occidentale. Ce qui a surpris, dans la victoire de Jair Bolsonaro, c'est que la société brésilienne, malgré l'expérience des vingt et un ans de dictature militaire (1964-1985), n'ait pas sécrété, comme l'Argentine voisine, suffisamment d'anticorps démocratiques pour résister à la vague mondiale des conservatismes nationalistes et autoritaires, génériquement qualifiés de « populismes ».

Incrédulité, déni et sidération

« La candidature Bolsonaro va se dégonfler »

L'une des premières explications de l'apathie qui a saisi les démocrates brésiliens est la sous-estimation du danger. L'hypothèse qu'un personnage aussi outrancier, qu'un obscur politicien local,

2. La « Nouvelle République » est le régime actuel qui a succédé à la dictature militaire (1964-1985) et est régie par la Constitution de 1988.
3. Le taux d'abstention à la présidentielle de 2018 n'est pas exceptionnel, mais il étonne dans le cadre d'une élection où les enjeux sont si importants et souligne d'autant le manque de mobilisation.

excentrique, sans coalition électorale digne de ce nom et doté d'un temps de télévision réduit à huit secondes par programme de propagande officielle, puisse être élu président du Brésil a été longtemps écartée, consciemment ou inconsciemment. Et ce, malgré les surprises récentes du référendum britannique sur le Brexit, puis du succès de Donald Trump aux États-Unis.

Ce dernier exemple n'était pas transposable au Brésil, se rassurait-on. Le système américain si particulier des grands électeurs avait permis au républicain de gagner avec deux millions de voix de moins que son adversaire démocrate, Hillary Clinton. L'élection brésilienne se jouerait au suffrage universel direct et excluait ce genre de mécanisme. Jusqu'en septembre 2018, certains se rassuraient en prédisant que la candidature Bolsonaro finirait par se dégonfler et que les électeurs retrouveraient leurs vieux réflexes. Ces illusions ont été confortées par les sondages et le déroulement de cette campagne électorale sans pareille.

La large victoire de Jair Bolsonaro a fait en effet oublier combien celle-ci s'était dessinée au cours du dernier mois avant l'élection et même pendant les deux dernières semaines. Au début de septembre 2018, associer le mot président à ce nom relevait encore, pour la gauche brésilienne, d'une œuvre d'imagination improbable et cauchemardesque. Deux semaines avant le premier tour, l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010) était apparemment en passe de réussir un exploit historique. De sa prison de Curitiba où il était incarcéré depuis le 7 avril, interdit de parole et d'interview par la justice[4], Lula semblait en mesure de gagner, par la personne de Fernando Haddad interposée, la cinquième élection présidentielle consécutive pour le PT !

Lula, visé par la très controversée et très politisée opération judiciaire *Lava Jato*, avait maintenu sa candidature jusqu'à la confirmation de son inéligibilité par le Tribunal supérieur électoral. Il ne cède la place que le 11 septembre, moins d'un mois avant le scrutin, à son colistier, Fernando Haddad, professeur au département de sciences politiques de l'Université de São Paulo et ancien maire

4. Le média indépendant *The Intercept* a publié en 2019 des conversations prouvant sans ambiguïté aucune la partialité des magistrats et leurs intrusions répétées dans le processus politique brésilien. Pendant la campagne de 2018, les juges se sont efforcés autant que faire se peut d'empêcher Lula de peser sur la campagne (https://theintercept.com/2019/06/09/brazil-car-wash-prosecutors-workers-party-lula/).

de São Paulo, quelques jours après l'attentat dont est victime Jair Bolsonaro, le coup de théâtre qui fait basculer la campagne[5].

Lors de la dernière enquête d'opinion avant son retrait, Lula bénéficiait des faveurs de 39 % des intentions de vote au premier tour. Jair Bolsonaro, qui portait alors les couleurs du Parti social libéral (PSL)[6], le suivait de loin en attirant 19 % des sondés. Haddad, dont la notoriété est faible en dehors du sud-est du pays, est loin d'atteindre un tel niveau, mais deux semaines avant le premier tour, en deuxième position, avec 22 % des intentions de vote, il grignote peu à peu l'écart qui le sépare du député de Rio de Janeiro (28 %). Surtout, les projections du second tour indiquent la défaite de Jair Bolsonaro contre la plupart des candidats, comme Ciro Gomes (PDT) ou Geraldo Alckmin (Parti de la social-démocratie brésilienne, PSDB). C'est contre Fernando Haddad que la marge est la plus étroite (43 % pour Haddad contre 37 % pour Bolsonaro).

Mais le candidat du PT semble dans une dynamique ascendante et Bolsonaro est donné perdant dans presque tous les cas de figure, confirmant ainsi le fort taux de rejet dont les deux candidats font l'objet dans la population. L'illusion, jusqu'à la deuxième quinzaine de septembre, que Bolsonaro ne pouvait pas l'emporter reposait en partie sur le fait que, de manière constante, 50 % des électeurs exprimaient leur détestation du personnage et de ses idées, sans considérer que le candidat du PT suscitait une allergie à des niveaux comparables, voire légèrement supérieurs[7].

Bolsonaro, un outsider sous-estimé

Pendant toute la campagne, jusqu'au fatal attentat un mois presque jour pour jour avant le premier tour, la possibilité d'une

5. Le 6 septembre, en déplacement, Bolsonaro est poignardé par Adélio Bispo que les expertises psychiatriques ont jugé irresponsable de son acte. Cet attentat, qui a failli coûter la vie au candidat et lui a valu plusieurs graves opérations, est jugé décisif dans son ascension. Pendant plusieurs jours, il a occupé les écrans de télévision, attiré la sympathie du public et pu, ensuite, fuir tous les débats avec les autres candidats sous prétexte de convalescence. Avant l'attentat, Bolsonaro ne s'était pas tiré à son avantage de la confrontation avec ses adversaires et avait reculé dans les sondages. Cet attentat a eu des effets tellement providentiels que toutes sortes de rumeurs complotistes circulent à son sujet.

6. Bolsonaro n'a fait qu'un rapide passage au sein de ce petit parti de droite, qu'il a rejoint en janvier 2018 et quitté en novembre 2019. Il est actuellement « sans parti ».

7. Voir André Singer et Gustavo Ventura, « Sismografia de um terramoto eleitoral », dans *Democracia em risco ? 22 ensaios sobre o Brasil de hoje,* São Paulo, Cia Das Letras, 2019, p. 361.

victoire de Jair Bolsonaro rencontre beaucoup d'incrédulité dans les milieux intellectuels et dans la classe politique. Par sa vulgarité, son phrasé et sa rhétorique de caserne, il est considéré comme le cousin inconvenant qui s'invite au barbecue du dimanche et dont il faut endurer les blagues graveleuses. Politiquement, Bolsonaro n'est pas grand-chose. Isolé, il est le candidat d'un parti microscopique, qu'il vient de rallier, et a eu toutes les peines du monde à s'adjoindre un colistier pour briguer la vice-présidence à ses côtés. Début août 2018, c'est finalement le général Hamilton Mourão, marqué à l'extrême droite, qui accepte son invitation.

Le passé de Jair Bolsonaro ne plaide pas non plus en sa faveur. Cet officier subalterne a échappé de peu à une expulsion déshonorante de l'armée avant de faire une carrière politique terne, à Rio de Janeiro, au service des intérêts corporatistes des nombreux militaires de sa circonscription, puis à Brasília, à la chambre fédérale des députés. Il est difficile d'imaginer que ce parlementaire de base, appartenant à ce que l'on désigne au Brésil comme le « bas clergé », ayant siégé pendant vingt-sept ans au Congrès sans attacher son nom au moindre projet notable, puisse représenter le rejet du « système » et de la classe politique. Paradoxalement, un personnage incarnant parfaitement ce que la masse des Brésiliens déteste le plus dans leur vie politique, le député combinard et clientéliste, s'est transformé en porte-drapeau du « dégagisme ».

Dans les milieux « pétistes », on peine à croire qu'une partie des fidèles de Lula, gagné à l'ancien président par sa politique de redistribution, se reporte, en l'absence de celui-ci, sur son antithèse. La sociologie populaire du « lulisme[8] », semble exclure le ralliement au candidat de l'extrême droite, qui s'est toujours opposé à toute législation sociale, fait campagne contre le droit du travail, ne générant, selon lui, que du chômage, et ne tient aucun discours protecteur de type « populiste ». Contre toute attente, c'est pourtant ce qui s'est passé en octobre 2018.

Même si Fernando Haddad devance finalement Bolsonaro dans les catégories sociales les plus déshéritées et dans la région du Nord-Est, qui demeure le bastion électoral de la gauche et du PT, une partie de l'électorat populaire, principalement en zone urbaine

8. Le politiste André Singer distingue le « pétisme » du « lulisme », né de l'exercice du pouvoir sous son premier mandat. Le lulisme attire au PT un électorat beaucoup plus populaire que l'électorat traditionnel du parti.

et périurbaine, a voté « 17 », le numéro attribué à Bolsonaro. Mais le phénomène majeur, moins surprenant et beaucoup plus massif, est le basculement de la droite traditionnelle en faveur de l'extrême droite. Le PSDB, parti qui avait la préférence des suffrages conservateurs depuis les années 2000, s'est littéralement volatilisé au moment des élections de 2018.

Les effets délétères de la crise politique

Le bolsonarisme s'est alimenté de la crise du système politique, dont les fissures deviennent visibles au moment des mobilisations de juin 2013, même si les premières manifestations contre la corruption remontent aux années du scandale du « *mensalão*[9] ». La crise a connu l'un de ses points culminants avec le coup d'État institutionnel[10] qui a destitué Dilma Rousseff et continue à laisser traîner derrière lui son sillage toxique. Le dérèglement de la vie politique a non seulement ouvert un boulevard à l'extrême droite, mais a également hypothéqué la possibilité d'un front commun contre Jair Bolsonaro. Il s'agit moins ici de refaire l'histoire tumultueuse du coup d'État, du gouvernement Temer qui a suivi l'éviction du PT du pouvoir, de la condamnation puis de l'incarcération de Lula, que de comprendre pourquoi les forces politiques brésiliennes n'ont pas su ériger de digue contre l'extrême droite.

Une polarisation extrême

En juin 2013, la popularité de la présidente Dilma Rousseff, alors à son zénith (65 % d'approbation), chute brutalement de moitié et les droites brésiliennes font un retour de plus en plus tonitruant

9. Le « scandale des mensualités » (ou, pour mieux rendre la tonalité de l'expression brésilienne, le scandale des « gros chèques ») a éclaté en 2005 et trouvé son épilogue en 2013 avec la condamnation à de la prison ferme de proches de dirigeants du PT et de collaborateurs directs de Lula. Il était apparu que le gouvernement salariait en quelque sorte des députés pour faire voter ses projets à la chambre. Sur l'évolution des manifestations au Brésil entre 2011 et 2016, voir Tatagiba L. et Galvao A. (2019).

10. Lors d'une entrevue au programme télévisé Roda Viva en septembre 2019, Michel Temer, le vice-président qui a activement participé à la conspiration et s'est installé dans le fauteuil de la présidente, utilise lui-même, dans un demi-lapsus, le mot *golpe* pour parler de la destitution de Dilma Rousseff. La qualification de celle-ci est un des enjeux rhétoriques de la crise politique et de la bataille du récit : d'un côté, le camp de l'*impeachment* prétend que le processus a suivi à la lettre le « rituel » et les dispositions constitutionnelles ; de l'autre, le camp du « coup d'État » affirme que la présidente a été victime d'un procès politique et n'a jamais commis le « crime de responsabilité ». Avec le recul du temps, la balance tend à pencher en faveur de ce dernier.

dans l'espace public d'où elles avaient disparu depuis une trentaine d'années[11]. En quelques mois, la vie politique brésilienne se trouve totalement déstabilisée. Depuis les années 1990, celle-ci donnait la fausse impression d'un bipartisme, rendant possible les alternances sous l'égide de la Constitution de 1988, sous réserve, depuis 2002, de respecter les engagements internationaux (principalement financiers) du Brésil. C'est ainsi que Lula (PT) a succédé à Fernando Henrique Cardoso (PSDB) le 1er janvier 2003 et que cette tranquille passation des pouvoirs entre adversaires politiques a été perçue et interprétée comme le signe de l'apaisement et de la consolidation de la démocratie brésilienne.

Mais le bipartisme n'est qu'apparent. En réalité, le régime politique brésilien est défini comme un « présidentialisme de coalition ». Pour concourir aux élections générales, le PSDB et le PT doivent prendre la tête d'alliances hétéroclites, qui défient parfois la logique et la morale et que le fédéralisme brésilien complique encore. Le Parti du mouvement de la démocratie brésilienne (PMDB, redevenu MDB), grosse machine électorale qui compte un grand nombre d'élus à tous les niveaux, mais ne parvient jamais à hisser l'un des siens à la tête de l'État par le suffrage direct, est un pivot essentiel, mais non suffisant de toute majorité.

Les accords électoraux au niveau des États brouillent souvent la ligne nationale. Une fois investi, le pouvoir exécutif doit composer avec la grande fragmentation de l'échiquier politique, qui s'est dramatiquement accentuée, et construire en permanence des majorités avec de petites formations qui monnaient chèrement leur soutien, alimentent la corruption systémique et freinent le travail législatif, au risque de paralyser l'action gouvernementale.

Le balancier qui ordonne la vie politique depuis le premier mandat de Fernando Henrique Cardoso (1994-1998) cesse de fonctionner en 2014, lors de l'élection présidentielle. Pour le PSDB, qui ronge son frein dans l'opposition depuis 2002, et son candidat Aécio Neves, c'est l'occasion de prendre une revanche sur le PT, usé par douze ans d'exercice du pouvoir. La campagne électorale est très tendue et au sein de la société, la polarisation va croissant. Le PT et

---

11. En 2008 encore, l'historien américain Bryan McCann pouvait affirmer qu'aucun politicien d'envergure nationale ne prenait le risque de s'afficher comme un homme de droite (McCann, 2008).

le PSDB livrent, en effet, leur quatrième duel consécutif sur le mode de l'affrontement pour mobiliser leur camp respectif.

Malgré une belle remontée dans l'entre-deux tours, Aécio Neves perd avec 48,4 % des suffrages contre 52,4 % à Dilma Rousseff. Il conteste immédiatement le résultat, demande le recomptage des voix, dépose des recours devant le Tribunal supérieur électoral et jette le discrédit sur la légitimité de l'élue. Le PSDB et ses électeurs jouent un rôle actif dans la déstabilisation de Dilma Rousseff et le parti entre dans la nouvelle majorité du gouvernement Temer.

De la diabolisation du « système lulo-pétiste » à la théorie des deux extrémismes

Le PSDB alimente, dès avant la campagne, la thèse d'un « système lulo-pétiste », où la corruption serait utilisée afin de perpétuer au pouvoir un gouvernement autoritaire et malhonnête. Selon cette version, martelée avec de plus en plus de vigueur au cours de l'année 2014, le PT noyauterait l'État, rançonnerait les entreprises publiques, investirait des sommes colossales, au mépris de la loi, dans des campagnes électorales millionnaires par le biais de caisses noires. Quant à la politique de redistribution sociale, elle ne viserait qu'à une démagogie clientéliste sous couvert de lutte contre la pauvreté.

Ce récit, sans cesse reprisé, corrobore la masse de scandales qui éclatent jour après jour à partir de l'installation, en mars 2014, de l'opération judiciaire fédérale *Lava Jato,* qui instruit les affaires de détournements de fonds et de circuits financiers occultes autour de la compagnie pétrolière nationale Petrobras. Le visage du juge de première instance Sérgio Moro devient bientôt familier du grand public et finit par incarner à lui seul cette brigade financière, dont les grands médias, pour la plupart sympathiques à la cause du PSDB et hostiles au PT, relaient et amplifient la communication, à coups de manchettes et de « dernières minutes » sensationnelles.

La dénonciation du « système lulo-pétiste » est vite noyée sous la vague moralisatrice qui assimile le PT, puis la gauche et bientôt toute la classe politique, à la corruption (voir Solano, 2019). C'est la politique et la politique comme métier qui sont les victimes centrales de la révolution en cours, au profit des corporations considérées comme apolitiques : les juges, les militaires, les pasteurs évangéliques.

À ce jeu, le PSDB et ses dirigeants (particulièrement Aécio Neves), compromis par leur participation au très impopulaire gouvernement Temer et englués eux aussi dans des scandales retentissants, bénéficient peut-être de la clémence de la Justice, mais pas de celle du tribunal de l'opinion. Les classes moyennes et supérieures qui avaient assuré les succès du PSDB, notamment dans l'État de São Paulo, son berceau et bastion, désertent le parti et ses candidats en 2018. Son prétendant à la présidence de la République, Geraldo Alckmin, figure notable et installée de la vie politique, disposant de tous les atouts maîtres qui garantissent la victoire dans une élection brésilienne classique, ne décolle jamais dans les sondages et récolte in fine 4,8 % des voix.

Eliminé sans appel dès le premier tour, lâché par sa base au profit de Bolsonaro, le PSDB choisit de ne pas choisir ouvertement entre ce dernier et Haddad. Devant l'ascension de l'extrême droite et la persistance de la force électorale du PT, le PSDB avait plaidé qu'il dessinait une voie moyenne et raisonnable entre deux « extrémismes », renvoyant dos-à-dos l'autoritarisme supposé du PT et le radicalisme transgressif de l'ancien capitaine. Entre les deux tours, la ligne ne dévie pas. La droite traditionnelle entonne le refrain de l'« impossible choix » entre Fernando Haddad et Jair Bolsonaro, qui ne rate jamais une occasion d'exalter les dictateurs et les tortionnaires. Cette ligne s'appuie sur l'hypothèse d'un PT bien plus intransigeant au cas où il viendrait à revenir aux affaires.

Une interview de l'ancien bras droit de Lula, José Dirceu, condamné à trente ans de prison dans l'affaire du Mensalão, dans le quotidien *El País* daté du 26 septembre 2018, a causé un vif émoi. Outre qu'il y exprime sa confiance dans le résultat des élections à venir une douzaine de jours plus tard, il déclare surtout que « l*à, nous* [le PT] *allons prendre le pouvoir, ce qui est différent de gagner une élection* » (Rossi, 2018). L'article d'*El País* fait ressurgir un personnage ténébreux dans l'imaginaire collectif, considéré comme le mauvais génie de Lula et associé à toutes les représentations négatives du PT : violence (Dirceu est un ancien guérillero passé par Cuba), autoritarisme, corruption… Sa phrase, largement reprise dans divers organes de presse, sonne comme une menace.

La diabolisation du PT a été poussée si loin qu'il empêche, à l'heure du choix, d'appeler à voter pour Fernando Haddad pour faire barrage à l'extrême droite, même de la part d'anciens opposants à la dictature militaire comme Fernando Henrique Cardoso.

Prisonnier de son trompe-l'œil tragique, le PSDB se déclare officiellement « neutre » au second tour, tout comme le MDB, pourtant allié au PT de 2010 à 2016 ! C'est d'autant plus étonnant que ces partis sont tous issus de l'opposition au régime militaire. Le Mouvement pour la démocratie brésilienne était la seule vitrine légale de l'opposition entre 1965 et 1979, date à laquelle les partis ont été à nouveau autorisés et où il a ajouté le « P » de parti à son sigle. Le PSDB, quant à lui, est né d'une scission de la gauche du PMDB en 1987. L'argument du « choix impossible » continue en 2020 à ponctuer, avec plus ou moins de sincérité ou de lucidité, le discours des repentis du scrutin d'octobre 2018 et des déçus du bolsonarisme.

Les gauches déboussolées

Du côté du PT, les blessures accumulées au cours du second mandat de Dilma Rousseff ont laissé des traces qui obèrent les possibilités d'articulation avec ceux qui ont œuvré en faveur de l'*impeachment*, avec les « traîtres » ou les tièdes. À gauche également, le manque d'enthousiasme, fruit de la division, a régné. À l'exception du Parti socialisme et liberté (PSOL) qui soutient sans réserve Fernando Haddad, la plupart des organisations manifestent leur « soutien critique ».

Les relations tendues entre le PT et le PDT et leurs leaders respectifs, Lula et Ciro Gomes, ne sont pas seulement le fait d'egos surdimensionnés et susceptibles. Elles touchent également leurs sympathisants et renvoient aussi à des appréciations divergentes de la situation. Le PDT et le PT représentent deux courants de tradition distincte de la gauche brésilienne, mais ceux-ci ont fini par converger et ne constituent pas un obstacle à leur rapprochement. Le point d'achoppement principal est le rôle que s'attribue le PT au sein de la gauche brésilienne et sa stratégie politique.

Depuis le *golpe* de 2016, le PT estime avoir une revanche à prendre, surtout contre le PSDB. L'acharnement du juge Moro, passé directement du prétoire au gouvernement Bolsonaro, contre Lula, les mises en examen à répétition de celui-ci, les humiliations, les condamnations et une année et demie d'enfermement dans les locaux aménagés de la prison à Curitiba, ont personnalisé à outrance le combat politique du PT. Ce dernier, comme les autres formations issues de la transition démocratique, est né de la croyance en la capacité des partis (interdits sous la dictature) à animer la démocratie et à transformer la société.

Le PT, pupille de Lula, s'est inscrit durablement comme une organisation structurée, puissante, capable de gagner à quatre reprises des élections présidentielles et de faire élire, même dans le contexte défavorable de 2018, le plus grand nombre de députés (53) à la chambre fédérale. Pour les dirigeants du PT, son rôle dominant dans la vie politique et son autorité à gauche ne se discutent pas. Il tire cette dernière de son poids et de son histoire, indissociables de l'aura et de la geste de Lula, dont la légitimité et l'influence sont incontestables. Les compagnons de route passés à la dissidence, comme deux anciens ministres des gouvernements Lula, Marina Silva[12] ou Ciro Gomes, sont impitoyablement combattus dans les compétitions électorales nationales. La rivalité avec le PSOL, très forte à Rio de Janeiro, laisse aussi des marques locales.

Depuis le début de son affrontement avec les juges, la ligne politique du PT est totalement polarisée par la figure de Lula ; sa libération, la question de son éligibilité. Avec l'élection de 2018, il s'agit de renouer le fil des temps sectionné par le coup d'État de 2016. Le ticket proposé pour l'élection présidentielle est uniformément pétiste et rassemble Lula et Haddad, pour la vice-présidence. Les tentatives d'alliance avec le PDT ont échoué, les deux partis refusant de jouer le second rôle. Et la fiction, qui est aussi un dogme, de la candidature de Lula à la présidence est maintenue le plus longtemps possible, encouragée par des sondages flatteurs.

La stratégie du PT est très critiquée dans le reste de la gauche. Au sein des autres formations et parmi les militants et sympathisants, on déplore la « volonté hégémonique » du PT, son sectarisme vis-à-vis des autres organisations et son isolement. On pointe son incapacité à se renouveler et sa fixation sur le passé, symbolisée par l'omniprésence de Lula. Les doutes travaillent aussi les électeurs, même ceux qui sont attachés à l'ancien président et à Dilma Rousseff, mais sont sensibles à la détestation passionnelle et à l'allergie que suscitent dans la société brésilienne le PT et ses personnalités.

Si Lula conserve une réelle popularité, il n'en est pas moins polémique et est autant aimé que haï. Avant le premier tour, une partie de l'électorat de gauche est en proie au dilemme suivant : faut-il voter avec le cœur pour Haddad/Lula ou avec la raison pour

12. Marina Silva, largement battue en 2018, a pourtant réussi en 2010 et 2014 à se glisser à la troisième place et à recueillir autour de 20 % des voix.

Ciro Gomes, qui aurait plus de chances de rallier le centre et une partie de la droite modérée dans un second tour ? Les tiraillements entre « pétistes » et « ciristes » avant les échéances, les échanges d'insultes, les accusations mutuelles de la responsabilité de l'échec d'un ticket commun, plombent la dynamique d'union de l'entre-deux tours.

Un front citoyen informel, fondé sur le rejet de Bolsonaro couplé à la défense de la démocratie, se fait cependant entendre quand la menace se précise au mois de septembre. Avec le mot d'ordre *#Ele não* (« # Non, pas lui ! »), il recourt aux formes traditionnelles de l'expression politique au Brésil : manifestations de rues, interventions des artistes et des intellectuels, concerts, chansons, t-shirts et même serpillières estampillées avec la tête de Bolsonaro. Mais il recourt aussi à de nouvelles modalités, comme les réseaux sociaux, les « *mèmes* », les photos de groupe qui témoignent d'un engagement collectif contre celui qui est désigné souvent comme l'« innommable ».

La campagne *#Ele não* a pour corollaire le slogan « *Ditadura nunca mais* » (« plus jamais de dictature »), faisant clairement allusion au souvenir du régime militaire, de l'arbitraire permis par l'Acte institutionnel n° 5 (1968-1978), de la torture, des disparus, des exilés, de la censure, du mensonge d'État… En vain. Le spectre sinistre du Brésil des années 1970 n'a pas eu l'effet repoussoir suffisant que désiraient les Brésiliens attachés à la démocratie.

Une mémoire qui flanche ?

L'élection de Jair Bolsonaro a été attribuée à un manque de mémoire et de politique de la mémoire autour de la dictature militaire et de ses crimes. De fait, le prix fixé par les militaires pour le retour à l'État de droit et à un régime pluraliste a été l'impunité des crimes et des violations des droits humains perpétrés pour raison politique entre le début des années 1960 et la loi d'amnistie de 1979 (Chirio, 2016). Dans ce cadre, il pouvait y avoir une place pour la mémoire et le travail des historiens qui, de fait, se sont beaucoup attaqué à cette période à partir de la fin des années 1990, mais certainement pas pour la Justice, toute poursuite étant exclue.

Idéologiquement et symboliquement, la « Nouvelle République » s'est construite comme l'exact opposé du régime militaire, sur la logique du « jamais plus ! » et selon une vision progressiste de l'histoire. Le passé autoritaire était définitivement révolu et la

République se chargeait de consolider et d'approfondir la démocratie au Brésil. L'arrivée au pouvoir d'opposants au régime militaire, l'exilé Fernando Henrique Cardoso, le syndicaliste Lula, puis la guérilléra et prisonnière politique Dilma Rousseff, accréditait l'idée d'une condamnation largement répandue de la dictature et semblait signer la victoire de la mémoire des opposants sur celle des acteurs et partisans de la « Révolution de 1964[13]».

La séance de la chambre des députés, le 17 avril 2016, a fait voler en éclat le socle du pacte républicain brésilien. Ce jour-là, les députés votaient pour déclencher le processus de destitution de Dilma Rousseff. Dans le brouhaha et l'atmosphère électrique, le député Jair Bolsonaro causait un petit esclandre en dédiant son vote à la « terreur » personnelle de la présidente, c'est-à-dire au colonel Brilhante Ustra qui avait torturé celle-ci pendant plusieurs semaines en 1970. Ce jour-là, le manque de réaction envers cette déclaration morbide et sacrilège incitait au scepticisme sur la possibilité d'un cordon sanitaire contre l'extrême droite.

Mémoires vives, mémoires mortes

Le coup d'État de 1964 et les vingt et un ans de régime militaire qui s'ensuivent n'ont pas fait l'objet d'une mémoire collective consensuelle, en tout cas, de manière constante. Ils ont donné naissance, en revanche, à des mémoires concurrentes, le plus souvent conflictuelles, qui ont connu un regain de politisation à la faveur des deux présidences de Dilma Rousseff. La mise en place par cette dernière de la Commission nationale de la vérité, pour faire la lumière sur l'ensemble des violations des droits humains pendant la période dictatoriale, est perçue comme une déclaration de guerre par des militaires, une remise en cause du pacte conclu au début des années 1980 et une tentative de « revanche » de la part des vaincus de la guerre contre la subversion.

Avec la crise politique, le souvenir du régime militaire, trente ans après sa disparition, sert à mobiliser les camps. Du côté de la gauche, l'entreprise de déstabilisation de la présidente et le coup d'État parlementaire réveillent de mauvais souvenirs et suscitent des analogies. Mais Dilma Rousseff n'est pas soutenue par l'ensemble des anciens opposants à la dictature militaire : ils sont

13. C'est ainsi que les partisans du régime militaire désignent le coup d'État de 1964 et les gouvernements qui en sont issus.

nombreux aussi, dans l'autre camp, à demander son impeachment. Le clivage est beaucoup plus net avec la montée en puissance de Jair Bolsonaro. La mémoire de la dictature et l'esprit de résistance constituent une composante importante du mouvement *#Ele não*.

À l'extrême droite aussi, les hommages à la dictature ont pour fonction de ressouder le noyau dur des militants. Bolsonaro lui-même a une approche très clivante de la dictature militaire. Il n'exalte pas spécialement les grandes réalisations du régime ni le « miracle économique brésilien » des années 1960, mais précisément ce que le régime cachait et qui, en principe, ternit son image. Bolsonaro salue la ligne la plus dure. Il menace, dans son dernier discours de campagne, la gauche de la « corvée de bois » et multiplie les hommages émus au colonel Brilhante Ustra, qualifié de « héros brésilien ». Cette nostalgie de la « guerre sale » reste cependant l'apanage d'une minorité d'activistes. Même parmi les admirateurs de la « Révolution », ce n'est pas exactement le souvenir que l'on cultive et que l'on met en avant. Pour beaucoup d'électeurs de Bolsonaro, la mémoire de la dictature militaire et le passé importent peu et aident à mesurer leur insatisfaction vis-à-vis de leur République.

Bibliographie

Chirio M. (2016), *La politique en uniforme : l'expérience brésilienne 1960-1980,* Rennes, PUR, 2016.

Globo (2018), « Jair Bolsonaro é eleito presidente com 57,8 milhões de votos », 29 octobre, https://g1.globo.com/politica/eleicoes/2018/apuracao/presidente.ghtml.

Istoé (2020), « Ciro Gomes, Haddad e Boulos pedem renúncia de Bolsonaro em manifesto », 30 mars, https://istoe.com.br/ciro-gomes-haddad-boulos-e-dino-pedem-renuncia-de-bolsonaro-em-manifesto/.

McCann B. (2008), *The Throes of Democracy, Brazil since 1989*, Londres, Zed Books, 2008.

Tatagiba L. et Galvao A (2019), « Os protestos no Brasil em tempos de crise (2011-2016) », *Opinião Pública* [online], vol.25, n° 1, www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S010462762019000100063&lng=en&nrm=iso.

Rossi M. (2018), « José Dirceu : "O problema do Bolsonaro é do PSDB e DEM. Sem Lula, temos Ciro e Haddad" », 26 septembre 2018, https://brasil.elpais.com/brasil/2018/09/24/politica/1537815456_213002.html.

Solano E. (2019), « A Bolsonarização do Brasil », dans *Democracia em risco ? 22 ensaios sobre o Brasil hoje,* São Paulo, Companhia das Letras.

Le bolsonarisme en actes

Ferments et fourvoiements du « bolsonarisme »

Fabrício H. Chagas-Bastos[1]

Deux éléments ont caractérisé la présidence de Jair Bolsonaro jusqu'ici : son incompétence et ses improvisations, confirmées par la gestion désastreuse de la pandémie de coronavirus. Si sa croisade contre la gauche, la corruption et la destruction des valeurs chrétiennes lui ont valu sa victoire électorale, les hauts militaires et les technocrates opportunistes dont il s'est entouré pour gouverner conditionnent le destin du « bolsonarisme ».

Jair Bolsonaro a été élu pour gouverner le Brésil de janvier 2019 à décembre 2022. Mais depuis mars 2020 et les premiers ravages de la pandémie de coronavirus au Brésil, dans les faits, il ne gouverne plus. Cet article évalue une présidence issue d'un paysage politique fragmenté et qui a catapulté un membre inconnu du Congrès à la plus haute fonction du Brésil. En raison des développements politiques en cours, ces réflexions ont une portée limitée. Elles doivent être lues comme un puzzle dont les pièces manquantes seront ajoutées avec parcimonie par l'histoire.

Moment charnière et réalignement politique

L'élection présidentielle de 2018 a montré à quel point le système politique brésilien était fragile. Les analystes ont dépeint la course à la présidence comme la plus imprévisible depuis 1989. Et en effet, la période qui a précédé le premier tour a été volatile. Toutefois, les particularités du paysage politique nous donnent quelques indices pour comprendre la réalité. Début août 2018, quelques candidats

1. Chercheur à l'École des sciences psychologiques de l'Université de Melbourne et professeur au département de sciences politiques de l'Université de São Paulo.

apparaissaient comme gagnants potentiels de la course présidentielle : Lula da Silva (malgré sa condamnation à douze ans de prison, qui l'a rendu inéligible) ; l'ancien capitaine de l'armée et député fédéral, Jair Bolsonaro ; l'ancien gouverneur du Parti social-démocrate brésilien (PSDB) de l'État de São Paulo, Geraldo Alckmin ; l'ancien gouverneur de l'État de Ceará et ancien ministre de Lula, Ciro Gomes ; et le ministre des finances de Michel Temer[2] (et ancien président de la Banque centrale sous Lula), Henrique Meirelles.

L'abondance des candidats est le fruit d'un système politique qui compte trente-cinq partis dotés d'une représentativité et d'une responsabilité très faibles – ou comme Anderson (2019) l'a défini « *une pléthore de petits partis sans orientation idéologique* ». Mais la campagne a surtout été marquée par un débat animé entre le Parti des travailleurs (PT) et le pouvoir judiciaire sur le droit de Lula da Silva à se présenter – l'ancien président ayant finalement été disqualifié et remplacé sur la liste du PT par Fernando Haddad –, ainsi que par l'agression à l'arme blanche de Bolsonaro le 6 septembre, alors qu'il faisait campagne dans l'État du Minas Gerais. Ces deux événements ont clairement illustré le degré de polarisation nationale durant la campagne.

D'un côté un candidat se voulant l'expression de la rectitude morale, de l'autre un candidat prônant des politiques sociales progressistes ; tous deux présentant leur vision comme inconciliable avec celle de l'autre. Ce drame simpliste s'est reflété dans le vote présidentiel au premier tour. Bolsonaro a recueilli 46 % des voix avec un discours incendiaire de droite, contre la corruption sous Lula et le PT. Haddad, l'ancien maire de São Paulo, a obtenu 29,3 % en rassemblant les électeurs traditionnels de gauche et tous ceux qui étaient opposés à Bolsonaro. Gomes[3], le candidat du Parti démocratique travailliste (PDT) de centre-gauche, est arrivé en troisième position avec 12,5 % des voix (TSE, 2018).

De prime abord, ces résultats offraient une image relativement claire d'un simple concours entre la gauche et la droite. Un examen

---

2. Michel Temer (Mouvement démocratique brésilien, MDB) a été élu deux fois vice-président sur le ticket de Dilma Rousseff (2010 et 2014). Fin 2015, lorsqu'il est apparu clairement que Dilma Rousseff avait perdu son soutien politique au Congrès, Temer a ouvertement commencé à travailler pour évincer la présidente de ses fonctions. Avec plus de deux décennies de présence au Congrès, le vice-président représentait une garantie que la machine politique continuerait à fonctionner.

3. Il est à noter que Lula a essayé d'isoler Ciro Gomes pour que le PT reste la voix « hégémonique » de la gauche.

plus approfondi de l'opinion publique au Brésil montre toutefois une situation plus complexe. L'Instituto Paraná Pesquisas (2018) a ainsi demandé aux Brésiliens quelles étaient les questions qui les préoccupaient le plus. À l'approche des élections, les réponses ont été, dans l'ordre : la violence, la croissance économique, le chômage, le système de santé, la corruption, l'inflation/les impôts et l'éducation. Les sujets deux à sept sont généralement considérés comme mieux traités par la gauche, tandis que celui de la violence est généralement considéré comme mieux traité par la droite (Laham et Corless 2016).

Or, ces craintes ne viennent pas de nulle part. Tout au long des années 2000, des millions de personnes sont sorties de la pauvreté et ont été élevées au rang de « nouvelle classe moyenne » (Neri, 2011 ; Pochman, 2012 ; Souza, 2009 ; 2010). À l'inverse, depuis 2013, l'économie brésilienne ralentit et se contracte. Le Brésil est devenu le leader mondial des homicides (63 380 par an, soit trente et un homicides pour 100 000 habitants contre une moyenne mondiale d'environ huit homicides pour 100 000 habitants). Et, les scandales de corruption en sont venus à faire quotidiennement la une des journaux. Tout cela a été mis au crédit du gouvernement du PT, au pouvoir pendant treize ans. En incarnant ceux qui considéraient cette période comme une parodie de corruption et de kleptocratie abjectes, l'obscur Bolsonaro y a trouvé les ressorts de son élection.

Qui est Bolsonaro ?

Lorsque Bolsonaro est devenu le favori de l'élection présidentielle de 2018, certains l'ont qualifié de « Trump des tropiques ». Les comparaisons entre les deux hommes forts, de Washington et de Brasília, ont toutefois leurs limites. Bolsonaro n'a pas les mêmes capacités de négociation et d'insertion dans la vie politique et économique nationale que celles du président nord-américain. De plus, les problèmes du Brésil sont très différents des sentiments d'inquiétude et de dislocation sociale qui sous-tendent la devise de Trump, « Make America Great Again » (Mutz, 2018).

Bolsonaro est un ex-capitaine. Contraint de prendre sa retraite de l'armée en 1988, après avoir menacé de commettre des attentats dans les casernes pour obtenir des augmentations de salaire, il a gravi ensuite les échelons du pouvoir politique pour devenir, à trente-trois ans, député fédéral – et le représentant des intérêts corporatistes des policiers, des militaires et, plus tacitement,

de milices illégales. Dépeint par un ancien compagnon d'armes[4] comme un « *militaire médiocre, au QI en dessous de la moyenne et mentalement rigide*[5] », il apparaît longtemps au sein du Congrès national comme un député fruste et sans envergure. En vingt-sept ans au Congrès, il n'a rien produit d'autre que des discours controversés et agressifs.

La différence est qu'il a aujourd'hui un mégaphone plus puissant entre les mains. Même si une triade de généraux se tient à la porte du bureau présidentiel pour l'empêcher de franchir les lignes rouges, lui et son entourage sont toujours capables de torpiller les recommandations des responsables de la santé, de créer des problèmes avec des partenaires commerciaux cruciaux (comme la Chine) et de répandre des mensonges… Mais si Bolsonaro n'a donc aucune des compétences intellectuelles et sociales pour être président, comment a-t-il été mis à profit par un paysage politique fracturé ? Quel est le modus operandi du « bolsonarisme » ?

Une stratégie importée

L'extrême droite brésilienne a ouvertement utilisé la diffusion de fausses informations pour faire avancer son discours, selon une stratégie développée par la droite alternative (*alt-right*) aux États-Unis. Celle-ci s'est rendu compte des possibilités offertes par Internet et les médias sociaux en tant qu'environnement dans lequel n'importe qui peut publier n'importe quoi à un coût presque nul, et où les sources suspectes sont difficiles à distinguer des sources fiables. Il n'est dès lors pas surprenant qu'Internet et les réseaux sociaux soient les principaux médias choisis par le « bolsonarisme » pour se faire connaître, en particulier lors des élections de 2018.

Jusqu'alors, la publicité politique à la télévision était le principal moyen de toucher l'électorat brésilien. Cependant, le comité de campagne de Bolsonaro, au budget serré, s'est fortement appuyé sur le microciblage politique via les médias sociaux – et s'est concentré en particulier sur la professionnalisation de l'industrie des « fausses nouvelles ». De nombreux « *mèmes* » ont ainsi circulé sur les groupes brésiliens de WhatsApp, associant le PT

4. Étant donné la nature sensible des contenus politiques et des processus en cours, les noms des personnes « sources » (avec lesquelles des entretiens ont été menés) ont été omis.
5. Un militaire brésilien, interview, 5 avril 2020.

à la maltraitance des enfants, à la nudité féminine, etc. Dans un pays où 70 % de la population est fonctionnellement illettrée (Ação Educativa et Instituto Paulo Montenegro, 2018), les *fake news* diffusées par ces canaux ont eu une incidence des plus perverses. Tandis que les autres candidats ne parvenaient pas à répondre à la campagne de désinformation lancée par le biais de WhatsApp, Twitter ou Facebook, la campagne de Bolsonaro est restée offensive et ce dernier n'a jamais subi de pression pour défendre ses idées, tout en consolidant son avance dans les sondages d'opinion. Pour finir, l'agression subie par Bolsonaro en septembre 2018 a involontairement accru son exposition à la télévision, au moment même où sa campagne sur les médias sociaux prenait son envol.

Les psychologues sociaux ont montré au fil des décennies que les tensions et la violence entre groupes sociaux pouvaient renforcer la tendance à porter des jugements basés sur des stéréotypes, favorisant l'attachement national et le soutien aux dirigeants nationalistes. Toute la campagne de Bolsonaro a été construite sur l'exploitation d'un comportement politique lié à un sentiment de peur – peur de la criminalité, peur du chômage – qui a fini par créer un espace pour l'acceptation de sentiments autoritaires, latents dans la société. Or, les recherches montrent que, dans un environnement où la violence structurelle et symbolique – entre autres menaces – produit des contraintes sociales aiguës, les orientations politiques de gauche ont moins de chances de s'enraciner (Sibley et col., 2012). Elles signalent aussi que les individus ont tendance à réagir de manière rationnelle et agressive aux menaces, ce qui entraînerait des changements conservateurs (Jost et col., 2003 et 2009).

Le vote de droite au Brésil peut être considéré comme une protestation sourde de la part de ceux qui ne comprennent pas les changements drastiques survenus dans le pays au cours des deux dernières décennies, et qui n'ont pas les compétences émotionnelles et cognitives pour accepter qu'ils ne savent pas pourquoi leur réalité a changé. Les niveaux de dissonance cognitive entre ce que ces électeurs ont à l'esprit et le monde réel sont devenus extrêmement élevés. Dans ces conditions, un discours autoritaire offre sécurité et confort, donnant l'illusion de récompenses économiques immédiates et réduisant leur anxiété. Cette stratégie a fonctionné au-delà de toute espérance. Le 2 novembre 2018, Bolsonaro a donné sa première conférence de presse en tant que président nouvellement

élu depuis son domicile à Rio de Janeiro. S'adressant à la presse nationale et internationale de manière informelle et improvisée, il a montré ce qui allait suivre au sein de son gouvernement : son manque total de préparation et une succession d'improvisations incompétentes pour relever les défis de la res publica. Cela ne dut pas être une surprise.

Alimenté par le ressentiment et l'opportunisme

Durant sa campagne, Bolsonaro a été très clair sur le fait qu'il ne comprenait rien à l'économie, à l'agriculture ou à la santé publique, entre autres sujets. Le pays a donc démocratiquement choisi quelqu'un qui ne comprenait rien à la politique, à l'administration publique ou à l'art de gouverner. Ce qui s'est passé depuis le confirme : le gouvernement de Bolsonaro n'a aucune proposition politique ou économique concrète, et aucun programme macroéconomique pour le pays. Interrogé sur ces questions pendant la campagne, Bolsonaro avait promis de nommer des technocrates dans son cabinet.

Les nominations ministérielles de Bolsonaro se répartissent en trois catégories. La première est celle des « antimondialistes », une « compagnie de cirque » aux idées confuses alimentées par le polémiste Olavo de Carvalho – un YouTuber excentrique qui est devenu le phare idéologique de Bolsonaro et de ses fils. Avec l'atmosphère politique constamment contaminée par les membres les plus fous et les plus furieux de l'aile idéologique du gouvernement, Bolsonaro se sent à l'aise pour proférer des absurdités, distraire le pays et invectiver ses détracteurs. Dans le deuxième groupe se trouvent les militaires qui ont été les premiers à soutenir le président et qui lui ont fourni son partenaire de campagne (et désormais vice-président) – le général quatre étoiles à la retraite Hamilton Mourão. Et, dans le troisième groupe, se trouvent les technocrates invités par Bolsonaro pour couvrir son ignorance envers les marchés, le Congrès et l'opinion publique – cette catégorie comprend les soi-disant « super-ministres » Sergio Moro (justice et ordre public) et Paulo Guedes (économie) (Scrivano et Ribeiro, 2018). Bien entendu, les groupes deux et trois sont ceux qui font effectivement tourner le pays au jour le jour – les autres étant le plus souvent à l'origine de débordements et de scandales.

Le point commun entre ces groupes qui occupent l'Esplanada[6] est qu'ils partagent tous un ressentiment envers l'establishment politique et économique. C'est le cas de Paulo Guedes et de Sergio Moro, tous deux dotés de larges pouvoirs pour effectuer les réformes qu'ils jugeaient nécessaires, mais qui ont été très vite désavoués par le président.

Guedes est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Chicago, mais ne trouvant pas de poste universitaire ou au sein du gouvernement (Gaspar, 2018), il s'est installé au Chili… avant de revenir au Brésil où il est devenu un homme d'affaires prospère. Dressant de lui un portrait détaillé, Gaspar (2018) montre comment Paulo Guedes a renoncé à son libéralisme « pur », pour satisfaire son intérêt pour le pouvoir – manifesté par un désir d'ouvrir radicalement l'économie brésilienne et montrer à ses pairs, universitaires et hommes d'affaires, que ses idées, longtemps méprisées, étaient justes depuis le début.

Moro, de son côté, était le juge fédéral à la tête de l'opération *Lava Jato* de 2014 à novembre 2018. C'est son groupe de travail qui a levé le voile sur la corruption structurelle sur laquelle reposait la politique au Brésil. Invité par Bolsonaro au lendemain des élections, Moro n'a pas tardé à accepter l'offre, déclarant vouloir « *consolider les acquis de la lutte contre la corruption* » qu'il avait lancée en tant que juge – un signal clair à l'intention de ceux qui, dans le monde politique, tenteraient d'entraver ses avancées (Neves, 2018).

Le cas du ministre des affaires étrangères est particulier. La nomination d'Ernesto Araújo fut une surprise pour le corps diplomatique brésilien. Cet obscur diplomate n'avait en effet ni la stature ni l'expérience nécessaire pour diriger l'Itamaraty. Occupant une position marginale, il s'est saisi de l'opportunité pour contourner la structure hiérarchique rigide du ministère tout en se présentant comme le bouclier politique du nouveau président[7]. Burges et Chagas-Bastos (2017) ont montré que la politique étrangère n'intéresse guère ceux qui cherchent aujourd'hui à profiter du partage du gâteau politique au Brésil. Et Araújo a compris qu'en s'abstenant de jouer ce rôle, il ne recevrait ni attention ni pouvoir (Dieguez, 2019). Sur le plan bureaucratique, Araújo a aussi compris qu'il pourrait gravir les échelons à la vitesse de la lumière s'il s'alignait sur l'esprit du temps – même

6. Esplanada dos Ministérios, quartier de Brasília où se trouvent les bâtiments ministériels.
7. Un diplomate brésilien, interview, 20 novembre 2018.

si cela impliquait de sacrifier ses anciennes sympathies pour le PT et la politique étrangère de Celso Amorim[8].

Tout au long de la campagne, la crainte de la gauche d'un retour du régime militaire a été ravivée. Selon Debora Diniz, on a assisté, en effet, à une politisation, au sein des forces armées, de tous ceux qui, en son sein, rejetaient les progrès sociaux réalisés depuis 1985, comme Jair Bolsonaro et beaucoup de militaires de sa génération, aujourd'hui officiers de haut rang. Ces derniers avaient intégré les académies pendant la dictature et s'attendaient à y occuper d'importantes fonctions dirigeantes, mais la fin du régime militaire les a pris de court, annulant leur chance de gouverner.

Certains de ces hommes ont donc vécu trente ans de ressentiment pour ne pas avoir bénéficié des privilèges associés au pouvoir militaire. Diniz observe ainsi avec justesse que « *ces soldats étaient désireux de prendre le pouvoir, le pouvoir démocratique* » (Oliveto, 2018). L'opportunité offerte par Bolsonaro semblait donc irrésistible. Dans un retournement inattendu, ce sont ces hommes qui ont aujourd'hui mis le président sous tutelle pour canaliser son comportement absurde. Cela ne signifie pas pour autant que, même enfermé dans une camisole de force politique, il « *ne peut pas continuer à nuire aux institutions et à mettre en danger des millions de vies au Brésil*[9] ».

L'art d'improviser ou le chaos comme méthode politique

Les conflits récurrents entre toutes ces factions ont souvent fait hésiter Bolsonaro au cours de ses premiers jours de présidence, comme en témoignent les renvois de son chef d'état-major, de la première personne nommée à la tête du ministère de l'éducation ou d'autres personnalités de second rang qui ont également été limogées, pour ouvrir la voie à plusieurs militaires. Ces batailles ne sont cependant pas entièrement authentiques – comme le souligne Nobre (2019), « *il y a de la méthode dans le chaos* ».

À cet égard, des commentateurs soulignent que Bolsonaro et ses fils ont orchestré ces conflits. Flávio, Carlos et Eduardo Bolsonaro – appelés respectivement Zéro 1, Zéro 2 et Zéro 3, sorte d'analogie des Beagle Boys que leur père a institutionnalisée – ne cessent d'orienter les actions du président. Tous ses gestes, toutes

8. Un diplomate brésilien, interview, 5 janvier 2019.
9. Un acteur de la vie politique brésilienne, interview, 2 avril 2020.

ses postures sont téléguidés et chorégraphiés par son entourage, en particulier par Zéro 2, le fils le plus instable émotionnellement et le plus paranoïaque. Le Brésil est bien connu pour son histoire de népotisme, mais la famille Bolsonaro l'a porté au paroxysme : la présidence est une affaire de famille.

La politique affichée depuis le début par le président et ses fils est confuse et se réduit à une série de sketchs répétés pour démontrer leur cohésion autour des valeurs de l'*alt-right* qu'ils défendent. Bolsonaro fait de son mieux pour concentrer le débat public autour de croisades imaginaires dans lesquelles il utilise des commentaires inappropriés comme armes. Ces fausses batailles politiques remplissent de multiples fonctions. Tout d'abord, elles mobilisent un électorat qui ne voit que peu d'avancées concrètes, et aucun programme pour lutter contre le chômage galopant et la stagnation de l'économie. Deuxièmement, elles maintiennent en vie le caractère antisystème et transgressif du bolsonarisme. Enfin, elles dissimulent l'incapacité administrative du gouvernement et contribuent à masquer ses revers (Boghossian, 2019 ; Brum, 2019).

Gaspiller le capital politique pour gagner le soutien des gens

Des membres du Congrès ont qualifié l'attitude de Bolsonaro et de ses fils de « *médiocre* », « *infantile* » et « *basique*[10] ». En 2019, les acteurs politiques de la chambre des députés et du sénat craignaient que la détérioration rapide de l'image du président n'entraîne une perte importante de respect – par le Congrès et l'opinion publique – et ne rende encore plus difficiles les négociations déjà compliquées autour des réformes structurelles dont le Brésil a un besoin urgent[11]. La pandémie de coronavirus a catalysé la détérioration de l'image de Bolsonaro : avant de terminer sa deuxième année de mandat, il a réussi à perdre tout soutien au Congrès et à la Cour suprême.

Nous l'avons dit, Bolsonaro rejette la politique, l'associant à la corruption, au clientélisme et au découpage électoral partisan – autant de méthodes qu'il a pourtant adoptées depuis sa prise de fonction, mais en les qualifiant de « nouvelle politique » ou de « politique non idéologique ». Cela n'est possible que grâce à la fragilité des

10. Un député fédéral brésilien, 15 mars 2019.
11. Un député fédéral brésilien, 22 mars 2019.

institutions brésiliennes, en particulier depuis la crise politique sans fin déclenchée par le processus de destitution de Rousseff en 2015 (Anderson, 2019 ; Singer, 2018).

Cette fragilité institutionnelle n'est pas le fait de supposés autoritaires, mais de démocrates autoproclamés. Le Brésil vit aujourd'hui le résultat de six années de turbulences politiques : une combinaison d'un pouvoir judiciaire musclé, d'un corps législatif défaillant et d'un exécutif fragile. Cela a conduit à la reproduction du modèle selon lequel les lois sont respectées et appliquées de manière sélective. C'est-à-dire que chacun est en quelque sorte un hors-la-loi et qu'il est essentiel que chacun exerce son pouvoir en dehors de la loi… car les règles ne s'appliquent qu'à ses « ennemis ».

Le président ne comprend pas la politique, c'est-à-dire l'art de la résolution pacifique des conflits et de la conciliation des intérêts qui garantit la répartition rationnelle et solidaire des ressources limitées disponibles. Il méprise le débat, la dissidence et ceux qui pensent différemment de lui – ce qui est cohérent avec son bilan peu flatteur après trois décennies au Congrès, où il s'est spécialisé dans la promotion de la division et la diffusion du ressentiment. Le scénario idéal pour lui est celui où l'exécutif, le législatif et le judiciaire sont en lutte constante, dans une succession de crises qui affaiblissent les institutions, tandis que lui-même et ses collaborateurs restent intacts en tant que défenseurs de l'éthique et des « valeurs morales » dans une « guerre des cultures » fictive.

Considérations conclusives

Le Brésil a élu à la présidence de la République un capitaine qui a été expulsé de l'armée, un député fédéral qui n'a rien fait d'utile pendant près de trois décennies au Congrès, et un opportuniste qui a pour seul talent de répéter les préjugés du sens commun. Jair Bolsonaro est un pyromane politique – les économistes l'ont même appelé BolsoNero. Il ne pouvait que s'épanouir et survivre dans le chaos. Il a toujours été comme ça, depuis l'époque de l'armée où il planifiait des attentats à la bombe. En tant que député fédéral inutile, il a ensuite fait l'éloge de la torture et du régime militaire en séance plénière, évoquant sa « liberté d'expression » et son « immunité parlementaire ».

Son succès repose sur la confusion et la désinformation – il agit comme un virus opportuniste dans un organisme faible qui ne reconnaît pas et n'arrête pas son envahisseur. Le virage à droite

impulsé par Bolsonaro est profondément enraciné dans l'histoire du Brésil et ne s'est pas produit du jour au lendemain. La démocratie et la citoyenneté brésiliennes ont été obtenues pour les riches et les Blancs, tandis que les Noirs et les pauvres n'ont jamais pu en bénéficier. Le Brésil – comme beaucoup de ses voisins sud-américains – reste un pays autoritaire, raciste et pauvre.

Il faut toutefois noter le degré de responsabilité particulier de la gauche dans la rapide ascension de Bolsonaro. Et sa réponse actuelle rappelle la réaction de la gauche latino-américaine à Trump. Elles ne s'attaquent que rarement aux causes profondes qui ont conduit à la victoire de Bolsonaro, quand elles ne doublent pas la mise sur la rhétorique apocalyptique. Pour citer une fois de plus les mots justes d'Anderson (2019), la gauche a adopté un « *philistinisme myope dans lequel tout ce qui compte ce sont les calculs électoraux* ». Contrairement à ce que certains analystes optimistes avaient prédit à la fin des années 2000, l'« avenir » de la gauche brésilienne s'est révélé anomique et catastrophique (Delcourt, 2010).

En perspective, malheureusement, ces mots du début de 2019 sonnent maintenant comme un présage : « *Il y a une incompréhension d'un problème central et de longue date dans la politique brésilienne : les inégalités rampantes. Il ne faudra pas longtemps pour qu'elles reviennent au centre du débat public – que cela plaise ou non à Bolsonaro. Le budget serré pour l'investissement social, l'épuisement de la "nouvelle classe moyenne" et de la mobilité sociale ascendante (basée sur l'augmentation des revenus, des emplois formels, des écoles plus nombreuses, de meilleures opportunités d'emploi, etc.) vécue au cours des années 2000, auront des conséquences politiques sur ce réalignement électoral de droite* » (Chagas-Bastos, 2019).

Ces réflexions sur le mandat de Bolsonaro étaient toutefois conditionnelles : « *Il pourrait être aussi sombre que les sibylles l'ont prédit, ou, dans le meilleur des cas, juste un épisode malheureux d'une triste comédie* » (Chagas-Bastos, 2019). Ses réactions négationnistes face à la pandémie de coronavirus au début de l'année 2020 suggèrent qu'il est plutôt du côté sombre que comique. En peu de temps, Bolsonaro s'est révélé inapte au poste qu'il occupe. Les incessants mouvements erratiques du président et de son cabinet ont illustré son degré d'improvisation et son manque de planification. Le seul plan solide dont Bolsonaro a fait preuve est sa croisade contre la gauche, le communisme et la destruction des

valeurs chrétiennes – dans une mauvaise adaptation de la quête cervantine. Il ignore tout du rôle des revenus, de la composition de la pyramide économique brésilienne et de la position des pauvres et de la classe moyenne en son sein (Chagas-Bastos, 2015).

Dans ce contexte, les questions abondent : quel est ce rôle que les forces armées, représentées par une poignée de hauts fonctionnaires séduits à la fin de leur vie par une tentation immature, ont accepté de jouer ? Quel exemple peut donner un État indifférent aux besoins les plus élémentaires de la majorité ? Comment un pays qui s'est toujours qualifié de « grande puissance potentielle » peut-il devenir un paria international sans que son élite ne réagisse ?

Bolsonaro aurait dû être puni lorsqu'il a planifié, au sein de l'armée, un attentat à la bombe. L'armée l'a absous. Il aurait dû être puni lorsqu'il a fait l'éloge de la torture et de la dictature militaire au parlement. Il ne l'a pas été. Comme l'a récemment déclaré Nunes (2020) : « *Pour empêcher l'extrême droite de continuer à gagner du terrain, il faut cesser de traiter ses "excès" comme des cas isolés et refuser de lui permettre de continuer à jouer*. » La maturité d'une société se mesure à sa capacité à corriger ses erreurs et à faire face à ses responsabilités, quand il est encore temps – contrairement au président.

Traduction de l'anglais et réduction de l'article original : Cédric Leterme

Bibliographie

Anderson P. (2019), « Bolsonaro's Brazil », *London Review of Books,* vol. 41, n° 3.

Boghossian B. (2019), « Novo vexame é marca de governo que tem pouco a mostrar e muito a esconder », *Folha de S. Paulo,* 7 mars.

Brum E. (2019), « Cem dias sob o domínio dos perversos », *El País Brasil* [online], 13 avril.

Burges S. et F. Chagas-Bastos (2017), « The importance of presidential leadership for Brazilian foreign policy », *Policy Studies, v*ol. 38, n° 3.

Chagas-Bastos F. (2015), « Electoral Realignment and Economic Change Among Brazil's New Middle Classes », *Latin American Politics and Society,* vol. 57, n° 3.

Chagas-Bastos F (2019), « Political Realignment in Brazil : Jair Bolsonaro and the Right Turn », *Revista de Estudios Sociales,* n° 69.

Delcourt L. (2010), « Le Brésil de Lula : une dynamique de contradictions », *Alternatives Sud,* vol. 17, Louvain-la-Neuve/Paris, CETRI/Syllepse.

Dieguez C. (2019), « O chanceler do regresso », *Piauí,* n° 151.

Gaspar M. (2018), « O fiador », *Piauí,* n° 144.

Instituto Paraná Pesquisas (2018), *Pesquisa de Opinião Pública Nacional*, BR-02853/2018.

Jost J., Federico C. et Napier J. (2009), « Political ideology : Its structure, functions, and elective affinities », A*nnual Review of Psychology,* n° 60.

Jost J., Glaser J., Kruglanski A. et Sulloway F. (2003), « Political conservatism as motivated social cognition », *Psychological Bulletin,* vol. 129, n° 3.

Laham S. et Corless C. (2016), « Threat, morality and politics : A differentiated threat account of moral and political values », *Proceedings of the National Academy of Sciences,* 115 (19) : E4330-E4339.

Mutz D. C. (2018), « Status Threat, Not Economic Hardship, Explains the 2016 Presidential Vote », PNAS 115 (19) : E4330-E4339.

Neri M. (2011), *A nova classe média : O lado brilhante da base da pirâmide,* Rio de Janeiro, Saraiva.

Neves L. (2018), « Cansei de levar bola nas costas, diz Moro sobre troca de Judiciário por Executivo », *Folha de S. Paulo,* 3 décembre.

Nobre M. (2018), « A revolta conservadora », *Piauí,* n° 147.

Nobre M. (2019), « O caos como método », *Piauí,* n° 151.

Nunes R. (2020), « Alvim errou a mão na trollagem nazi inspirada na direita dos EUA », *Folha de S. Paulo,* 21 janvier.

Oliveto P. (2018), « "Há uma politização de ressentidos", diz antropóloga brasileira exilada », *Estado de Minas* [online], 26 novembre.

Scrivano R. et Ribeiro A.P. (2018), « A investidores financeiros, Bolsonaro diz : "não entendo nada de economia" », *O Globo*, 7 février.

Sibley C., Osborne D. et Duckitt J. (2012), « Personality and political orientation : Meta-analysis and test of a Threat-Constraint Model », *Journal of Research in Personality,* vol. 46, n° 6.

Singer A. (2018), *O lulismo em crise : o quebra-cabeça do período Dilma (2011-2016),* São Paulo, Companhia das Letras.

Souza, J. (2009), *A ralé brasileira. Quem é e como vive ?,* Belo Horizonte, UFMG.

Souza J. (2010), *Os Batalhadores Brasileiros. Nova Classe Média ou Nova Classe Trabalhadora ?*, Belo Horizonte, UFMG.

Tribunal Superior Eleitoral (TSE) (2018), *Divulgação de Resultados de Eleições.*

Le projet économique de Bolsonaro : durcissement ultralibéral

Rosa Maria Marques[1]

Démantèlement des retraites, coupes drastiques dans les budgets de l'enseignement, privatisations débridées, déréglementation effrénée : l'idéologie d'extrême droite qui anime le gouvernement Bolsonaro fait bon ménage avec sa politique économique, ultralibérale jusqu'à la caricature. Avec un effet anémique sur la croissance, mais dévastateur sur les droits sociaux et ceux des peuples indigènes, les inégalités, l'environnement et le climat.

L'élection de Jair Bolsonaro à la présidence de la république n'est pas un épisode anodin dans la succession des gouvernements brésiliens depuis la dictature militaire. Elle constitue une rupture radicale avec le compromis politique qui a prévalu tout au long de la période de la nouvelle république[2]. Ce consensus garantissait une représentation équilibrée au sein du gouvernement et de l'administration des intérêts de tous les secteurs des classes dominantes, quel que soit le parti au pouvoir. Or, Bolsonaro, malgré la diversité des soutiens des classes dirigeantes qu'il a engrangés au second tour de l'élection présidentielle[3], a formé son équipe gouvernementale sans composer avec les partis traditionnels de la droite.

---

1. Professeure titulaire au Département d'économie et au Programme d'études supérieures en économie politique de l'Université pontificale catholique de São Paulo (PUC-SP), ancienne présidente de la Société brésilienne d'économie politique (SEP).
2. Appellation donnée à la période qui a commencé à la fin de la dictature militaire.
3. Aucun parti ou personnalité publique associés aux classes dirigeantes n'a fait défaut au front contre le candidat du Parti des travailleurs (PT), Fernando Haddad. Tous sans exception ont, d'une manière ou d'une autre, soutenu Bolsonaro au deuxième tour.

Son gouvernement est d'extrême droite et il défend des idées caractéristiques du « protofascisme ». Ne pas avoir transigé avec les partis représentatifs des classes dominantes ne signifie pas qu'il ne défend pas leurs intérêts, en particulier ceux du grand capital financier, qu'il soit national ou international. Toutes les mesures prises au cours de la première année de son gouvernement vont dans ce sens, qu'il s'agisse de déréglementer, de réduire la taille de l'État, de privatiser ou d'élargir le champ d'action du secteur privé.

Sur le plan économique, il n'y a pas eu de rupture avec la politique menée par son prédécesseur Michel Temer[4]. La marque est celle de la continuité et de l'approfondissement. Cela implique entre autres la violation régulière de garanties ou le contournement de garde-fous inscrits dans la législation. C'est ce que l'on a observé pendant cette première année de mandat Bolsonaro : il a suffi que le président exprime publiquement sa désapprobation à l'encontre de préoccupations comme la défense de l'environnement ou les droits des peuples indigènes, pour que dans certaines régions on se permette de nier la loi et ainsi laisser le champ libre aux exploitations les plus prédatrices.

Une grande différence qui fait du gouvernement Bolsonaro un gouvernement sui generis dans la trajectoire de la politique brésilienne et même de l'Amérique latine, est la ligne ultraréactionnaire qu'il défend en matière de mœurs et de valeurs, sans parler du scepticisme dont font preuve plusieurs de ses ministres à l'égard du monde scientifique (Marques, 2019). Mais là n'est pas l'objet de cet article consacré à l'économie et qui comprend deux parties. La première est dédiée aux idées qui sous-tendent la politique économique du gouvernement Bolsonaro et qui étaient déjà prégnantes à l'époque Temer. La deuxième partie caractérise la politique économique de la première année du gouvernement Bolsonaro, les premières mesures prises par l'exécutif, la réforme du système de retraite et les résultats enregistrés sur le plan des principaux indicateurs économiques.

4. Ancien vice-président de Dilma Rousseff, Michel Temer (membre du PMDB, Partido movimento democrático brasileiro), a contribué à sa destitution.

La défense du marché, la place de l'État et le gouvernement Temer

L'un des principaux thèmes ressassés par les néolibéraux brésiliens est le déficit du secteur public et son rôle dans la croissance de la dette publique. Cette question a émergé avec la lettre d'intention du Brésil au Fonds monétaire international en 1998. La pensée *mainstream*, rabâchée par les économistes, les journalistes, les politiciens et les analystes de service dans les grands médias, est que la dette publique est le produit du déficit public et que celui-ci est le résultat de dépenses excessives. Cette idée est si répandue qu'une bonne partie de la population brésilienne l'accepte comme une vérité incontestable. C'est l'aboutissement d'une intense propagande menée par plusieurs gouvernements, qui compare la situation des comptes publics à celle d'une famille qui dépense plus que ce qu'elle gagne et se trouve entraînée dans l'engrenage de l'endettement.

Bien qu'une politique de contention des dépenses publiques existe déjà[5], le débat sur la relation entre déficit et dette publique a encore gagné en puissance au début du second mandat de Dilma Rousseff, dû non seulement à la crise politique ourdie par ses opposants, mais aussi à l'irruption de la crise économique. La question fiscale est alors devenue centrale comme l'illustrent trois documents de référence. Ce sont : l'« Agenda Brasil » (un ensemble de propositions préparé par les sénateurs), « Os desafios para sair da crise » (« Les défis pour sortir de la crise »), un article de fond publié par quatre économistes dans le journal *Estadão* du 14 septembre 2015, et « A ponte para o futuro » (« Une passerelle vers l'avenir »), un document du PMDB (Partido movimento democrático brasileiro) divulgué le 29 octobre 2015. Ce dernier, le plus emblématique des trois, décrit de façon structurée et exhaustive la conception néolibérale de l'État et les mesures à prendre pour y arriver.

Pour atteindre ledit « budget réel » (*o orçamento verdadeiro*), c'est-à-dire un budget en équilibre, les mesures proposées visaient entre autres le désengagement de l'État des dépenses de santé et d'éducation et le déliement du plancher des prestations sociales

5. Pendant le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (FHC), en mai 2000, la loi sur la responsabilité fiscale (loi complémentaire 101) a été approuvée. Elle contrôle les dépenses des trois sphères de gouvernement (la fédération, les États et les municipalités), les conditionnant à la capacité de collecter les impôts.

au salaire minimum. Cela remettait en cause la dimension sociale de la Constitution de 1988 et de la législation complémentaire qui avait été votée afin de garantir des moyens pour les politiques publiques de santé et d'éducation, quel que soit le gouvernement en fonction. L'indexation du plancher des allocations sociales, inscrite dans la Constitution, constituait la garantie que nul, actif ou inactif, ne pouvait recevoir moins que le salaire minimum[6]. Pour couronner le tout, les propositions du PMDB pointaient une réforme des pensions, avec l'allongement de la durée des cotisations, l'introduction du critère d'âge pour la retraite et la création d'un fonds de pension.

L'idée de désengagement de l'État en matière de santé et d'éducation, dont on peut deviner l'impact social, montre à quel point ces domaines ne sont pas (ou plus) prioritaires dans l'échelle des valeurs de l'État brésilien, leur accès devant de plus en plus être assuré par les revenus individuels ou la solidarité familiale, ouvrant un nouvel espace au déploiement des activités du secteur privé. Ce n'est pas un hasard si les données relatives aux fusions et acquisitions par des capitaux étrangers ont augmenté de manière significative ces dernières années (KPMG, plusieurs années).

Il n'est donc pas surprenant que Michel Temer, en prenant le pouvoir, ait placé la question de la dette publique au centre de ses priorités en matière de politique économique. En décembre 2016, un nouveau régime fiscal, adopté en à peine six mois, gèle les dépenses du gouvernement fédéral pour vingt ans (Brésil, Amendement constitutionnel 95). La valeur globale du budget de l'État est maintenue fixe, la valeur nominale pouvant augmenter proportionnellement à l'inflation. Outre la durée de ce gel et son inscription dans la Constitution, il faut attirer l'attention sur le fait que les intérêts de la dette publique en ont été exclus, mais que les dépenses sociales y sont soumises, contrairement à ce qui a été appliqué dans les pays qui ont également adopté des mesures de limitation des dépenses publiques et de réduction de l'endettement de l'État (Marques et Andrade, 2016). L'amendement constitutionnel 95 est en accord complet avec ce que préconisait le document « Une passerelle vers l'avenir ». Son objectif premier est de garantir

6. De nombreuses études montrent que l'équivalence du plancher des prestations au salaire minimum a été un facteur important de réduction des inégalités entre les travailleurs à revenus modestes. À l'époque des gouvernements Lula et Dilma Rousseff, la valeur réelle du salaire minimum ayant été fortement appréciée, cet impact a été encore plus important.

le paiement du service de la dette publique, mais il a aussi pour but de réduire l'État et de permettre au secteur privé de s'engouffrer dans les espaces abandonnés par le public.

C'est également durant le gouvernement Temer que la plus vaste réforme de la législation du travail a été réalisée, afin de la rendre la plus conforme possible aux désidératas du capitalisme mondialisé et financiarisé en lui offrant une liberté totale pour ses activités. Cette réforme a modifié 117 articles et 200 dispositions de la Codification des lois sur le travail. Elle donne une sécurité totale au capital en ce qui concerne le coût de la main-d'œuvre[7], principalement aux capitaux étrangers intéressés par l'investissement dans des entreprises mises en vente à travers des processus de privatisation ou non. Parmi les changements notables, on peut relever la prédominance de la négociation sur la réglementation et l'introduction du travail intermittent (Marques et Ugino, 2017).

Après ces deux grandes victoires, Temer a été contraint de faire marche arrière sur la réforme des retraites. Et ce, pour deux raisons : d'une part, il a été confronté à une réelle résistance de la population, la grève générale du 28 avril 2017 étant son point culminant ; d'autre part, le temps nécessaire à la discussion du projet de loi au parlement a inquiété les députés et les sénateurs alors que la campagne pour les élections de 2018 approchait. Il convient de noter que dans l'exposé des motifs accompagnant la proposition de réforme des retraites, l'argument central était « *la croissance incontrôlée de la dette en proportion du PIB*[8] ».

L'économie sous Bolsonaro

La performance des principaux indicateurs économiques

Le Brésil n'a pas encore surmonté la crise économique survenue en 2014. Suite à la chute du produit intérieur brut (PIB) en 2015 et 2016, respectivement de 3,8 % et 3,6 %, une croissance extrêmement faible a repris – 1 % et 1,1 % en 2017 et 2018 –, de sorte que cette dernière année nous étions loin de retrouver le niveau

7. Bien que le salaire du travailleur brésilien ait toujours été l'un des plus bas du continent, les décisions des tribunaux du travail suite aux plaintes des travailleurs étaient incertaines et pouvaient condamner les employeurs à payer des indemnités conséquentes, de sorte que le coût de la main-d'œuvre était difficile à évaluer.

8. En réalité, la dette brute du gouvernement général est passée de 55,5 % du PIB en 2006 à 51,5 % en 2013. L'augmentation observée ces dernières années est due en grande partie à la baisse du PIB en 2015 et 2016 et à sa croissance anémique les années suivantes.

de production de 2014. Pour 2019, la première année du gouvernement Bolsonaro, le tableau n'est pas différent avec une prévision de croissance de 1,2 %.

Cette faible croissance indique un changement de comportement de l'économie brésilienne. Dans le passé, après une chute brutale, des taux de croissance robustes suivaient ; aujourd'hui, le constat est celui d'une reprise extrêmement lente. Et cette situation de semi-stagnation place le Brésil dans la ligne de ce qui se passe dans le reste du monde depuis la crise de 2007-2008, à de rares exceptions près. L'économie, au mieux, se traîne. D'ici la fin de 2019, nous aurons un PIB par habitant inférieur de 7 % à celui de 2014. En d'autres termes, le niveau de production du pays est inférieur à celui de la période d'avant la crise. Et tant que nous n'aurons pas retrouvé ce niveau, on ne pourra pas dire que l'économie se redresse.

Dans le même temps, la population brésilienne est confrontée à un taux de chômage élevé, à une expansion significative de l'économie informelle et à une augmentation de la pauvreté absolue. Au cours du 3e trimestre de 2019, le taux de chômage a atteint 11,8 %, concernant 12,6 millions de travailleurs, dont 3,1 millions depuis plus de deux ans, c'est-à-dire en chômage de longue durée ; et 4,7 millions des personnes sans emploi ont renoncé à chercher du travail en raison de la difficulté à en trouver. Dans le même temps, la part de l'économie informelle dans l'emploi a battu un record en atteignant 41,4 %[9], et le nombre de Brésiliens en situation d'extrême pauvreté (vivant avec un revenu inférieur à 145 reais par mois, une trentaine d'euros) est de 13,5 millions de personnes, un contingent qui ne cesse d'augmenter depuis le début de la crise, et qui est de plus en plus visible dans les rues des villes, en particulier dans les mégalopoles. Le fait que la plupart des emplois créés au cours de l'année sont informels avec des revenus plus faibles et sans garantie de sécurité sociale et de droits du travail complète ce tableau désastreux. L'aggravation des inégalités ne connaît plus de frein. Le pays est le deuxième plus mal classé au monde en inégalité des revenus, dépassé par le seul Qatar (Ferreira de Souza, 2018).

C'est en regardant l'investissement, la formation brute de capital fixe, que l'on peut voir à quel point l'économie brésilienne est en

9. Dans le pays, on se demande si le niveau d'informalité atteint dans les relations de travail est dû à la situation économique ou s'il constitue la nouvelle réalité du monde du travail, suite aux politiques de flexibilisation entreprises par le gouvernement de Michel Temer.

mauvais état. Au premier trimestre de 2019, les investissements ont atteint le plus faible pourcentage du PIB des cinquante dernières années, à seulement 15,5 %, soit cinq points de moins que la moyenne de 2010 à 2014. Au cours des deux trimestres suivants, une légère amélioration a été constatée, mais en octobre, dans l'industrie, le taux d'inactivité est resté élevé puisque le niveau d'utilisation n'a pas dépassé les 70 % de sa capacité, selon la Confédération nationale de l'industrie (CNI).

L'amélioration observée au cours des deuxième et troisième trimestres n'est pas générale, mais s'est concentrée dans quelques secteurs comme le pétrole et la construction. Dans le cas du pétrole et du gaz, c'est l'effet de Petrobrás qui, après avoir été paralysée en 2016 et 2017 à la suite de l'opération *Lava Jato*, a commencé à refaire quelques investissements. Petrobrás produit un effet significatif à elle seule sur l'économie. Quant à la construction civile, elle a bénéficié du déplacement de l'épargne investie dans les obligations d'État, qui ne rapportaient plus grand-chose suite à la réduction du taux d'intérêt de référence (le Selic[10]), vers les fonds d'investissement immobilier.

Une autre donnée importante est le mouvement de sortie (ou de rentrée) des capitaux étrangers du pays, qui exprime le degré de confiance des investisseurs étrangers dans les performances à venir de l'économie. Les analystes de service, actifs dans les principaux médias, ont toujours soutenu que les réformes, en restaurant la confiance des investisseurs dans l'économie brésilienne, rapporteraient des investissements importants au pays. Une fois les réformes du travail et de la sécurité sociale approuvées, c'est exactement le contraire qui s'est produit, ce qui tend à démontrer que les déterminants à l'entrée et à la sortie des capitaux étrangers constituent un ensemble complexe, dans lequel l'aversion au risque et la recherche de la rentabilité sont les principales composantes. Le retrait des capitaux étrangers de la bourse brésilienne a battu tous les records : en octobre 2019, l'hémorragie des capitaux étrangers a atteint 30,9 milliards de reais.

Pour compléter cette revue des principaux indicateurs économiques au cours de la première année du gouvernement Bolsonaro,

---

10. Le Selic est le taux d'intérêt de base de l'économie. Il fixe le taux d'intérêt des prêts à un jour entre les institutions financières qui utilisent des titres du gouvernement fédéral comme garantie. Il influence en partie les taux d'intérêt du pays, comme les taux d'intérêt des prêts, des financements et des investissements financiers.

il faut souligner le faible niveau de l'inflation et du taux d'intérêt de référence, le Selic. L'inflation prévue pour 2019, selon le marché, est de 3,52 %, ce qui est en dessous de l'objectif de 4,25 % pour l'année. Le taux du Selic, le 12 novembre 2019, était de 4,5 %, le plus bas niveau de son histoire. L'évolution de l'inflation et du taux Selic a poursuivi sa trajectoire, fortement déterminée par le ralentissement de l'économie dans un premier temps et sa semi-stagnation ensuite.

Il est peu probable que l'économie brésilienne sorte de la crise de manière durable dans un avenir proche. En effet, sur le plan interne, la mise en œuvre de la politique de contingentement budgétaire constitue un facteur déprimant pour l'économie, en privant l'État de leviers pour relancer la croissance. Sur le plan extérieur, on ne doit pas s'attendre à grand-chose, non seulement en raison des incertitudes découlant du différend entre les États-Unis et la Chine, mais aussi en raison de la faible performance de l'économie mondiale, selon les projections de décélération du Fonds monétaire international (FMI, 2019) parmi d'autres. Même en Amérique du Sud, il n'y a aucune possibilité d'augmenter les exportations, principalement en raison des difficultés économiques rencontrées par l'Argentine qui est le principal partenaire commercial du Brésil.

Dans la mesure où les économies sont plus intégrées au niveau mondial, tant par la circulation des biens et des services que par celle des capitaux, quel que soit le secteur d'activité prédominant dans cette intégration, le ralentissement prévu de la croissance économique mondiale pour 2020 et le niveau d'incertitudes devraient peser sur la trajectoire de l'économie brésilienne. Dans ce scénario, sans restauration de la capacité d'investissement et de dépense de l'État, il n'est pas possible à court terme que l'économie brésilienne connaisse une nouvelle croissance soutenue. Pour cela, il faudrait abandonner la priorité donnée à l'équilibre budgétaire, c'est-à-dire abroger l'amendement constitutionnel qui l'institue, ce que le gouvernement actuel ne fera jamais.

L'austérité en marche, la politique de l'éducation et la réforme des pensions

La première année du gouvernement Bolsonaro a été la troisième de la mise en œuvre du nouveau régime de discipline budgétaire, c'est-à-dire le gel des ressources des différents ministères, et tout ce que cela implique. Au début de l'année, la faiblesse de la

croissance de l'économie a entraîné des ajustements budgétaires, paralysant des activités et compromettant la réalisation de plusieurs politiques et programmes. Le premier ajustement, le plus important en volume, s'est produit en mars 2019 ; le deuxième, fin juillet, a signifié qu'il s'agissait d'une véritable coupe dans les dépenses, étant donné que l'économie ne montrait aucun signe de reprise.

L'un des ministères qui a le plus souffert des ajustements est celui de l'éducation, responsable de l'enseignement et de la recherche menés par les universités et les instituts fédéraux. Au mois d'août, le manque de ressources était tel que pas une seule université publique fédérale n'a échappé à la réduction de ses dépenses les plus diverses, à commencer par le nettoyage, la sécurité et l'électricité, mais aussi l'annulation de bourses et de recherches. Entre l'annonce de la première réduction budgétaire et le début du mois de septembre, la Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior (Coordination du perfectionnement du personnel de niveau supérieur, CAPES) a annulé 11 800 bourses de maîtrise et de doctorat. Pour 2020, seuls les cours les mieux évalués dans le classement de la CAPES ont vu leurs bourses préservées. Parmi les autres, figurent des cursus nouvellement créés ou situés dans des régions à faibles revenus. Pour illustrer l'esprit du gouvernement en la matière, rappelons les propos du ministre de l'éducation disant que « *le pays n'avait pas besoin d'autant de maîtres et de médecins*[11] ».

En même temps que les ressources pour l'enseignement supérieur public étaient réduites, le gouvernement a annoncé son projet « Future-se » qui promeut l'autonomie financière des universités et des instituts de recherche par la mobilisation de ressources propres. Une telle proposition, d'adhésion volontaire, a été rejetée par la plupart des assemblées ou conseils tenus dans les universités. Cependant, la restriction des ressources devrait inciter plusieurs universités à chercher à compléter leur budget via des partenariats avec le secteur privé.

Toujours dans le domaine de l'éducation, l'action de Bolsonaro en matière de militarisation de l'école primaire mérite d'être soulignée, même si ce niveau d'enseignement n'est pas de la responsabilité du gouvernement fédéral. Le président, considérant que la

11. Pour écouter cette déclaration et d'autres du ministre Abraham Weintraub à la chambre des députés, voir www.youtube.com/watch?v=K36crOglfmo.

militarisation est la réponse appropriée pour lutter contre l'indiscipline et améliorer l'apprentissage, a créé un sous-secrétariat d'État pour s'occuper de la question, a débloqué un budget et a choisi le district fédéral pour mettre en œuvre un projet pilote. Si l'État ou la municipalité reste responsable du bâtiment, des enseignants et du programme scolaire, le directeur, la sécurité et la discipline sont placés sous la responsabilité de la police militaire ou des pompiers. Les expériences de militarisation de l'éducation ne sont pas nouvelles dans le pays, mais jamais un président de la république n'avait assumé à ce point sa généralisation au territoire national, ce qui était une de ses propositions de campagne. En septembre 2019, Bolsonaro a signé un décret annonçant l'objectif de la militarisation de 216 écoles en plus des 203 déjà existantes.

Une autre réforme réalisée sous le gouvernement Bolsonaro est celle du système de retraite, qui concerne les travailleurs du marché formel et les fonctionnaires fédéraux. Cette réforme a toujours été défendue par les néolibéraux comme absolument indispensable, sans laquelle le déficit public serait sur une trajectoire explosive, augmentant considérablement la dette. Contrairement à son prédécesseur, Michel Temer, Jair Bolsonaro a su mener cette réforme à bien. En peu de temps entre l'envoi du projet de loi et son approbation, sa victoire a été écrasante tant à la chambre des représentants qu'au sénat. Entre autres changements, les nouvelles règles introduisent le critère d'âge pour l'accès à la retraite et augmentent le nombre d'années de cotisation nécessaire pour jouir de la retraite à taux plein. Les groupes les plus défavorisés par la réforme sont les femmes et les travailleurs les plus précaires, puisqu'une partie de leur vie professionnelle se déroule sans emploi ou de manière informelle, de sorte qu'ils auront plus de difficultés à justifier le nombre d'années de cotisation requis.

La proposition initiale comprenait aussi la création d'un fonds de pension. Elle n'a pas été retenue lors des négociations avec le parlement, par crainte qu'elle se transforme en un obstacle à l'approbation des autres dispositions de la réforme. Cependant, rien n'empêche qu'elle soit renvoyée pour examen à un autre moment, compte tenu de l'intérêt manifesté pour le développement d'une alternative de capitalisation qui soit privée.

Vendre tout et rétrécir l'État

Au Brésil, le processus de privatisation des entreprises publiques a commencé dans les années 1990 sous le gouvernement de Fernando Collor de Mello et a connu son apogée sous les administrations de Fernando Henrique Cardoso (1995 à 2003). Ce processus a été interrompu par les gouvernements Lula et Dilma Rousseff qui n'ont pas pour autant renationalisé. Maintenant, avec Jair Bolsonaro, l'agenda est de privatiser tout ce qui reste de public dans le pays.

Bolsonaro, a annoncé le 21 août 2019 que le programme de privatisation commencerait par les neuf entreprises publiques suivantes : les Télécommunications brésiliennes (Telebrás, responsable de la production et du transport de l'électricité dans le pays), l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes (Correios), la Compagnie des docks de l'État de São Paulo (Codesp), l'Entreprise de technologie et d'information de la prévoyance sociale (Dataprev), le Service fédéral de traitement des données (Serpro), la Société de gestion d'actifs (Emgea), le Centre d'excellence en technologie électronique avancée (Ceitec), la Société des entrepôts et magasins généraux de São Paulo (Ceagesp) et l'Agence brésilienne des fonds de garantie (ABGF).

Bolsonaro a fait part en même temps de son intention de privatiser jusqu'aux prisons et aux parcs. Et il a tenu sa promesse. Par décret, le 12 mars 2019, il a désigné trois lieux touristiques réputés que le Programme de partenariat pour l'investissement (PPI) doit intégrer dans son étude de faisabilité des privatisations. Ce sont : le parc national Lençóis Maranhenses dans le Maranhão ; le parc national Jericoacoara dans le Ceará ; et le parc national Iguaçu dans le Paraná où se situent les fameuses chutes.

La viabilité et la conduite du processus de privatisation relèvent de la responsabilité de la Banque nationale pour le développement économique et social (BNDES), qui après avoir financé sous les gouvernements du PT l'expansion des entreprises nationales et étrangères, en particulier dans la construction et les infrastructures, est redevenue un simple administrateur de la vente des actifs nationaux. Il faut noter que le programme de privatisation doit encore être approuvé par le Congrès national. Le gouvernement n'est pas pour autant paralysé en la matière. Plusieurs activités liées aux entreprises d'État peuvent être privatisées et le sont déjà. Petrobrás, par exemple, a été en partie privatisée via la vente de filiales dans

les domaines de la distribution, du gaz et des dérivés ou encore de blocs d'exploration pétrolière qu'elle avait acquis. La Caisse économique fédérale (CEF), une grande banque publique, a cédé des actifs depuis le début de 2019. Tout ce qui ne nécessite pas l'approbation du Congrès est déjà acheminé vers la privatisation.

Conclusion

Dans le domaine de l'économie, les idées et la politique menées par le gouvernement Bolsonaro sont ultralibérales. Il s'agit de rétrécir l'État, de laisser le champ libre au secteur privé pour qu'il puisse agir tant dans les secteurs d'activité des entreprises publiques que dans les politiques sociales. Si nous n'avons parlé dans cet article que de l'éducation et du système de retraite, les intentions du gouvernement sont bien plus larges et touchent également les politiques de santé et d'aide sociale.

Le gouvernement de Jair Bolsonaro veut « *créer un environnement propice* » aux entreprises. Son prédécesseur, Michel Temer, avait initié ce processus, avec le gel des dépenses fédérales pour vingt ans et la réforme du travail, rendant la relation capital/travail plus flexible. Bolsonaro a poursuivi le chemin et approfondi le processus. Pour le ministre de l'économie, Paulo Guedes, il reste à faire la réforme fiscale. Quoi qu'il en soit, les entreprises semblent mal réagir, étant donné que l'économie connaît une faible croissance. Les seules choses qui ont augmenté sont le chômage, l'informalité et l'inégalité.

Traduction du brésilien: Jacques Bastin

Bibliographie

Ferreira De Souza PHG (2018), *Uma história de desigualdade, a concentração de renda entre os ricos no Brasil (1926-2013),* São Paulo, Hucitec Editora.

FMI (2019), *World economic outlook reports,* octobre, www.imf.org/en/Publications/WEO.

Marques RM e Ugino CK (2017), « O Brasil é chamado à ordem », *Argumentum*, vol. 9, n° 3, Vitória, UFES, http://periodicos.ufes.br.

Marques RM (2019), « Brasil direita, volver ! », *Revista da sociedade brasileira de economia política,* Rio de Janeiro, www.revistasep.org.br/.

KPMG, https://home.kpmg/br/pt/home/insights/2019/09/fusoes-e-aquisicoes-2-semestre.html.

Bolsonaro ou le gouvernement de la peur et de la violence

Edson Teles[1]

Ces dernières années, le Brésil a enregistré une hausse constante des violences policières, en particulier contre les populations les plus vulnérables. Déployées au nom de la lutte contre la criminalité, elles illustrent la croissante militarisation de la vie publique. Actualisées par le gouvernement Bolsonaro, ces politiques de sécurité reproduisent la logique du combat contre l'ennemi intérieur que menait la dictature militaire pour s'auto-légitimer.

À la veille de l'audience du « Suprême Tribunal fédéral » (STF) qui devait se prononcer sur la demande d'*habeas corpus* de Lula, le général Eduardo Villas Bôas appela « *les institutions et le peuple qui pensent réellement au bien du pays et aux générations futures* » à prendre leurs responsabilités (*Globo1,* 3 avril 2018). Émanant de la plus haute autorité de l'armée, l'institution à l'origine de la dictature (1964-1985), ces propos pouvaient être interprétés comme une menace à peine voilée envers le STF, pour qu'il rejette la demande des avocats de l'ex-président[2].

---

1. Professeur de philosophie politique à l'Universidade Federal de São Paulo (UNIFESP), coordinateur de l'Associação Nacional de Pesquisa em Filosofia (ANPOF) et membre de la Comissão de Familiares de Mortos e Desaparecidos Políticos da Ditatura.
2. La demande d'*habeas corpus* devait éviter la prison à Lula, condamné le 12 juillet 2017 par le juge Sérgio Moro (ex-ministre de la justice de Bolsonaro) à neuf ans et six mois de prison pour corruption passive et blanchiment d'argent – une sentence portée à douze ans et un mois de prison en seconde instance. En dépit de la faiblesse des accusations portées contre l'ex-président, le STF rejeta la demande à 6 voix contre 5. Le lendemain, 5 avril 2018, le juge Moro ordonna son arrestation immédiate. Quelques mois plus tard, le

Par la même occasion, le général rappela aussi que l'armée « *veille de près à ses missions institutionnelles* » et qu'elle se tient toujours prête à intervenir pour défendre l'ordre, en tant que représentante des « *bons citoyens* ». Dans les années 1960, ajouta-t-il encore, le Brésil avait laissé la « *ligne de confrontation de la guerre froide diviser notre société* », poussant les militaires au putsch de 1964. Et d'avertir qu'« *aujourd'hui* [de nouvelles] *lignes de fracture apparaissent, rendant nécessaire la restauration de la cohésion nationale, le rétablissement d'une idéologie du développement et un sens du projet, afin que les générations futures ne vivent pas ce qui s'est passé il y a cinquante ans* » (*Estado de São Paulo,* 6 juillet 2018).

Utilisant un ton intimidant, le chef des forces armées reprenait ainsi le vieux discours fondateur de la dictature de la « sécurité nationale » et de la « lutte contre la subversion », de même que la fiction d'un sujet imaginaire antinomique à l'esprit patriotique. Depuis juin 2013 au moins, mais surtout depuis le coup d'État contre la présidente Dilma Rousseff (2016), les dynamiques conservatrices de militarisation de la vie et de la politique n'ont cessé de prendre de l'ampleur dans le pays. Mises au goût du jour par l'actuel gouvernement de Jair Bolsonaro, elles reproduisent les logiques, propres à la dictature militaire (1964-1988), de production de l'ennemi intérieur, inséré dans les rapports sociaux et censés représenter une menace pour l'ordre et la paix.

« Génocide » des populations noires et périphériques

L'hypothèse que nous développons dans cet article est que certains régimes de production de subjectivités binaires et antagonistes, associés à des conditions historiques de domination, impliquent nécessairement la mise en œuvre et le renforcement de stratégies et de technologies de contrôle social autoritaire. Dans une société raciste, patriarcale et ethnocidaire, structurée de manière à favoriser les possédants ainsi que les anciennes et nouvelles oligarchies, elles constituent autant de moyens effectifs visant à annuler et à détruire toute forme de résistance.

---

célèbre journaliste états-unien Gleen Greenwald démontra, preuves à l'appui, le caractère politique et arbitraire de cette condamnation (NDLR).

Au Brésil, environ 65 000 personnes sont victimes d'homicide chaque année[3]. Bien qu'il s'agisse d'homicides ayant des caractéristiques propres, tant dans leurs aspects territoriaux que dans leur profil socioéconomique et racial, dans l'absolu, ces chiffres mettent en évidence la forte augmentation de la létalité par rapport à la décennie précédente (années 2000), lorsque le taux moyen se situait entre 50 000 et 55 000 homicides par an. Cette situation est d'autant plus choquante que d'autres données révèlent aussi une hausse des violences physiques, morales et psychologiques et des formes de domination de toutes sortes, subies notamment dans les écoles, les postes de police, le système de santé, les transports publics précaires, le monde du travail, etc.

Il faudrait ici refaire l'historique de ces graves inégalités sociales, qui n'ont fait que s'accroître ces dernières années. Malgré la diminution du nombre de personnes en situation de pauvreté, l'abîme entre les pauvres et les riches n'a cessé de se creuser, alors que la concentration des biens et des revenus de la minorité des Brésiliens qui appartiennent au second groupe n'a fait que croître.

Les victimes endémiques de la violence urbaine sont principalement les jeunes Noirs et les pauvres des périphéries, ainsi que les femmes. Au Brésil, un jeune homme noir a 2,7 fois plus de chances d'être victime d'un homicide qu'un jeune blanc. Dans ce pays soi-disant « cordial et démocratique », trois femmes sont assassinées chaque jour. Et la majorité d'entre elles sont noires. Selon une étude de la Flacso, entre 2003 et 2013, les décès violents de femmes noires ont augmenté de 54 %, tandis que ceux des femmes blanches ont diminué de 9,8 % (Waiselfisz, 2015).

Dans ce contexte, il convient de mettre l'accent sur les violations des droits des populations par les agents de la sécurité publique, ceux qui précisément devraient ou pourraient faire baisser ces taux. Les policiers brésiliens sont ceux qui tuent le plus au monde, sans le moindre souci de la légalité de leurs actes. Le Brésil est le théâtre d'innombrables cas de meurtres commis par les forces de sécurité, auquel il faut ajouter les nombreux massacres dans les prisons ou les tueries dont se rendent responsables des policiers sans uniformes, dans des espèces d'« escadrons de la mort ». Ces crimes ne sont que rarement comptabilisés comme tels, car ils sont

3. Sont également comptabilisés ici les décès liés à des interventions « légales » (Atlas da Violência, 2018).

couverts par d'autres acteurs du système de sécurité qui n'hésitent pas à falsifier les scènes de crime ou à distordre le récit des faits[4], ce qui n'est évidemment pas sans rappeler les procédures habituelles des agents de la répression politique durant les années de la dictature.

Nul doute que cette violence ne fera que s'aggraver dans les prochaines années, lesquelles devraient se caractériser par de croissantes difficultés d'accès aux droits sociaux, une sécurité sociale de moins en moins efficace, une raréfaction et une précarisation de l'emploi. Un cercle vicieux bien connu. Touchant à la fois le logement, l'école, la santé et le travail, il naturalise le racisme (le sexisme) et tend à faire de la discrimination la « norme » des pratiques sociales.

Il n'est donc pas exagéré de dire qu'un « génocide » est en marche au Brésil – celui des Noirs, des femmes pauvres et des populations indigènes (ethnocide) – et que ce dernier est l'expression d'une société belliqueuse, même si elle cherche à le nier, en se déclarant respectueuse des différences et en se parant des attributs d'une prétendue démocratie raciale.

On constate en effet, d'une part, la subjectivation d'un nouveau sujet universel : un pays pacifique, multiracial et ordonné. Une subjectivité qui a cessé d'être guerrière, mais qui n'hésite pas, dans le même temps, à libérer son potentiel de violence contre de supposées pathologies sociales. D'autre part, la permanence dans les représentations sociales d'« ennemis » de l'État et par conséquent aussi de la société. Il s'agit d'abord des Noirs, des pauvres ou des habitants des périphéries : des sujets et des espaces de vies considérés comme antagoniques au « sujet universel », car supposément enclins à la criminalité et à la violence urbaine. Ensuite de toutes les subjectivités jugées responsables de la corruption des bonnes mœurs, de la famille, de la religion et des valeurs héritées de la tradition.

---

4. La série d'assassinats commis en mai 2006 – sous le premier mandat de Lula – constitue l'un des exemples les plus choquants de cette violence d'État. Il s'agirait en effet du plus grand massacre de l'histoire du pays : près de 500 homicides ont été recensés durant ce mois, qui montrent des signes évidents d'exécutions sommaires perpétrées par des groupes organisés, couverts par la police et la justice. Voir l'analyse : « Violência de Estado no Brasil : uma análise dos crimes de maio de 2006 » (www.unifesp.br), qui reprend les résultats d'une recherche réalisée par le Centro de Antropologia e Arqueologia Forense – CAAF de l'UNIFESP, prouvant que la plupart des homicides recensés furent des exécutions sommaires.

En réalité, ce processus de subjectivation trouve sa source d'inspiration dans la matrice coloniale. Il naît de la combinaison de technologies de production de l'« autre » et d'une tradition nationale raciste et patriarcale. La conscience de former un sujet unique, universel, brésilien, joyeux et cordial, cohabite, voire n'existe qu'en harmonie, en confrontation et en alliance avec une subjectivité de la haine, de l'intolérance et d'une vision de l'« autre » comme quelque chose d'extérieur au « nous ». C'est comme si cet autre était un corps malade, contagieux, étranger aux sociabilités communes de la norme.

Le droit des victimes à se défendre est ainsi nié. Et si elles s'y emploient, elles sont automatiquement ravalées au rang de criminels ou qualifiées d'éléments pathogènes qui menacent la norme et l'ordre. L'expression « *somos todos Brasileiros* » (nous sommes tous Brésiliens) n'a pas lieu d'être dans ces territoires. La violence exercée par l'État dans la « gestion » de leurs populations s'est ainsi imposée à la fois comme un mécanisme central de contrôle et de domination et un dispositif visant à contrer ou annuler les pouvoirs de résistance des collectifs concernés. Au Brésil, la loi, l'ordre et la normalité sociale font mine de prendre sous leur aile et de donner un confort « démocratique » national à tous les individus, tant que ceux-ci ne s'engagent pas dans un processus de rupture ou de création de nouvelles expériences en dehors de l'ordre établi.

La production de la peur

L'expression « sentiment d'insécurité » a envahi les conversations et les débats sur la sécurité publique. Elle peut être envisagée, nous semble-t-il, comme le reflet de la peur qui s'est installée dans les subjectivités et a conduit ces dernières à réclamer de la part de l'État des mesures draconiennes pour se préserver des dangers du quotidien. Participant d'une naturalisation de la violence, la population exige ainsi des interventions policières toujours plus dures et l'adoption de lois de plus en plus répressives, en dehors de toute considération pour la dignité humaine.

Cette peur qui naît de ce sentiment partagé de vulnérabilité est largement instrumentalisée par le gouvernement. Elle autorise l'usage par les institutions d'une force disproportionnée. En ce sens, le Brésil peut être considéré comme un laboratoire, dans lequel sont produits à la fois des modes de vie structurés par le risque et l'insécurité, et un État sécuritaire supposé y remédier. La terreur est

partout disséminée. Peu importe donc l'image que les polices véhiculent aux yeux de la population en termes d'efficience ou d'inefficacité. Ce qui compte, c'est de lui montrer que la force sera toujours utilisée et, si besoin est, en dehors de toute légalité ; la loi, dans ce cas-ci, ne fonctionnant plus que comme un paramètre de mesure de la violence.

Depuis des décennies, la gestion de la sécurité publique repose sur la militarisation de la vie et de véritables stratégies de guerre. Il en a résulté une explosion de la violence et, avec elle, la multiplication des territoires et des populations soumises à diverses formes de terreur d'État. Il en va ainsi des périphéries pauvres, des espaces occupés par les mouvements luttant pour le logement et les prisons. Les actions menées par l'État dans ces territoires sont d'autant plus disproportionnées qu'ils sont considérés comme « anormaux » ou en dehors d'un ordre supposé. Au prétexte d'y rétablir celui-ci, des mécanismes juridiques sont d'ailleurs régulièrement actionnés pour légitimer des mesures d'exception[5].

L'article 142 de la Constitution le permet par exemple. Il stipule que les forces armées sont les garants de l'ordre démocratique. Cela signifie que quand l'ordre est menacé, les militaires ont le pouvoir d'intervenir dans la vie publique dans les domaines les plus variés. En 2018, la région de Rio de Janeiro a ainsi été le théâtre d'une intervention militaire qui a duré plus de dix mois, au prétexte de lutter contre le trafic de drogue et la violence urbaine. Exigeant l'arrêt partiel du fonctionnement normal du Congrès, cette action était dirigée uniquement contre les territoires pauvres de la ville : les favelas dont la précarité trouve principalement son origine dans l'absence de politique de redistribution des revenus et de réduction des inégalités sociales. C'est dire que les territoires qui ont subi

5. Les états d'exception fonctionnent comme des aménagements des États de droits destinés à répondre à une urgence ou une nécessité. Mis en œuvre par des agents spécifiques (un commando policier, un groupe parlementaire, une demi-douzaine de juges), ils ont invariablement des effets politiques néfastes. Il s'agit de suspendre le licite au profit de l'illicite, en s'appuyant sur les mécanismes légaux des régimes démocratiques. Les constitutions prévoient en effet des procédures qui, une fois enclenchées, libèrent l'autoritarisme, tout en lui donnant une apparence démocratique. Le coup d'État contre la présidente Dilma Rousseff s'est appuyé sur un tel mécanisme. Les accusations de type juridique ou technique portées contre l'ex-présidente n'ont jamais été confirmées, ce qui montre bien que sa destitution a été motivée politiquement. Sur le fonctionnement des états d'exception dans les États de droits, voir Agamben (2004).

l'intervention violente de l'État sont précisément ceux que l'État brésilien a lui-même historiquement produits.

Dans ce contexte de violence aggravée, nous entendons, répété à l'envi, un discours de plus en plus alarmiste sur la violence urbaine, qui cristallise davantage la peur et justifie des mesures d'exception, pour lutter contre l'insécurité vécue dans les grandes villes. Réduction de l'âge pénal censée empêcher l'entrée des adolescents dans la criminalité ; emprisonnement massif de la population et alourdissement des peines ; acquisition par la police militaire d'armes nouvelles et plus efficaces ; investissement dans diverses technologies de surveillance de la population, création d'un bataillon de police pour prévenir les manifestations de rue ; appel aux forces armées pour patrouiller dans les espaces civils précarisés en raison de l'absence de l'État.

Bien que toutes les données publiées indiquent une hausse constante des violations des droits par les appareils et les agents de l'État, comme le montre le nombre toujours plus important de Brésiliens assassinés par les forces de sécurité, les conditions de vulnérabilité, dans les grands centres urbains, demeurent inchangées. Thème récurrent, la « sécurisation » des pratiques sociales a toujours caractérisé les différents modes de gouvernement de la vie. Si les principales puissances militaires de la planète la justifient au nom de la guerre contre le terrorisme, au Brésil elle est légitimée par le besoin de lutter contre la criminalité et la violence urbaine.

Plus l'État est violent, plus la crise sociale se présente comme une crise sécuritaire liée à la montée de la criminalité, et plus l'investissement dans des actions extralégales est perçu comme légitime et autorisé. Dans ce mode de gestion de la vie, le désordre apparaît bien plus efficace que la création de relations harmonieuses. Le maintien et la consolidation du discours militaire et pacificateur nécessitent la mise en abîme de subjectivités agressives, quelle que soit leur cible (qui peut être l'État lui-même et l'ordre)[6]. Et ce processus, en retour, structure efficacement une société de contrôle, de discipline et de punition, dans laquelle les citoyens, domestiqués et soumis, ne sont plus considérés comme des agents de transformation, mais comme des forces productives.

---

6. Dans un livre récent, j'ai travaillé sur l'usage de la peur dans les discours axés sur la pacification et la réconciliation dans le processus de militarisation (Teles, 2018).

Il ne faut donc pas voir dans cette violence le résultat de l'échec ou de la mauvaise exécution des politiques sécuritaires. Elle est, au contraire, partie intégrante d'un processus qui œuvre efficacement à la production d'une société de contrôle, de discipline et de punition, et d'individus disciplinés, domestiqués et dépossédés de toute capacité d'action politique. Ne considérant la loi que comme un paramètre permettant de mesurer la violence nécessaire exercée par leurs agents pour contenir tous ceux qui sortent du cadre de la normalité, ces politiques de sécurité publique requièrent bien plus une situation de violence urbaine que la construction de relations harmonieuses et apaisées. En participant à la dissémination de subjectivités violentes, elles légitiment, en retour, un discours faisant du contrôle et de la militarisation de la vie une nécessité.

La synergie entre les opérations d'assainissement, de répression des manifestations et d'élimination des corps illustre et confirme la croissante militarisation de la vie, des subjectivités et de la politique au Brésil. Cette « nouvelle » politique sécuritaire a déjà été testée dans des conflits fonciers, dans les périphéries des grandes villes, aux abords des terrains de football, lors de méga-événements sportifs. Le plus souvent, ces stratégies de « pacification » et de contrôle par la militarisation s'accompagnent de discours appelant à la conciliation, au consensus et à la nécessité du maintien de l'ordre. Il s'agit d'une forme de biopolitique, pratiquée certes depuis toujours, mais qui s'est intensifiée au cours de la dernière décennie.

L'État brésilien est devenu multiforme. Il a approfondi ses techniques et technologies de gouvernement, et en a développé de nouvelles. Surtout, il a élargi son rayon d'action. Que ce soit dans la mise à disposition de terres pour les propriétaires fonciers ou les industriels ; dans la création et l'amélioration de la police militaire ; dans la reproduction d'un système de transport public pour contenir la libre circulation ; dans l'organisation des systèmes éducatifs et sanitaires destinés à favoriser les grandes entreprises[7] ; ou dans

7. Il s'agit notamment d'entreprises privées et publiques qui imposent des modèles d'enseignement aux antipodes de la démocratie et de la diversité, pour satisfaire les intérêts du marché ou le monde du travail, voire ceux des idéologues de l'armée. C'est le cas notamment d'une école publique dans l'État de Goiás, qui est gérée par la police militaire. Chaque jour, les élèves sont passés en revue par des policiers postés à l'entrée de l'école, qui interdisent son accès aux filles portant du vernis à ongles ou ayant les cheveux relâchés, et aux garçons portant des favoris, une barbe ou une moustache mal taillées. S'ils enfreignent le règlement, ils sont immédiatement envoyés chez le directeur, un lieutenant-colonel, dont le bureau est orné d'une trentaine d'artefacts en plastique et métal de

l'organisation d'une structure urbaine particulièrement inégale, ses dispositifs autoritaires d'administration et de domination sont devenus polymorphes.

Si les thèmes de la sécurité publique et nationale occupent toujours une place centrale dans la nouvelle Constitution brésilienne de 1988, la militarisation de la vie publique s'est intensifiée et s'est sophistiquée depuis sa promulgation (Teles et Safatle, 2010). Après la dictature, tous les gouvernements démocratiques ont encouragé cette militarisation, en s'appuyant notamment sur des dispositifs légaux et des réglementations précaires[8].

Un héritage de la dictature, mais pas seulement

Cette militarisation prend généralement la forme d'opérations qui balaient les distinctions légales et éthiques entre le légitime et l'illégitime, le démocratique et l'autoritaire. De plus en plus généralisées et permanentes, elles normalisent aux yeux de l'opinion publique ce qui devrait apparaître comme une exception. De telles mesures de contentions requièrent au préalable la définition de profils, de comportements, de territoires et de collectifs, qui sont catégorisés et classés selon le niveau de risque qu'ils représentent pour l'ordre établi.

Avant la mise en place de l'actuel gouvernement, le point culminant de ce processus de militarisation de la vie publique a été l'intervention fédérale à Rio de Janeiro en février 2018, lorsque, alléguant une explosion de la violence urbaine[9], le président Temer confia la

---

têtes de mort. Une description des pratiques d'enseignement de ces écoles administrées par les militaires est disponible dans *Epoca,* 2 août 2018.

8. L'ONG Article 19 a publié une infographie qui montre l'intensification ces cinq dernières années des mécanismes restreignant le droit de manifester. « Depuis juin 2013, date à laquelle cette analyse a commencé à être réalisée, notent les auteurs du document, la répression policière s'est accompagnée d'autres initiatives visant à limiter la liberté d'expression et le droit de manifester, à l'exemple de propositions législatives et de décisions judiciaires restrictives ». Il s'agit « de restrictions sophistiquées qui s'appuient davantage sur l'articulation institutionnelle entre pouvoirs exécutif, législatif et système judiciaire » (http://artigo19.org/blog/2018/06/11/5-anos-de-junho-de-2013/).

9. L'État de Janeiro enregistre aujourd'hui le 11e taux d'homicides parmi tous les États de la Fédération (37,6 sur 100 000 habitants contre 60 pour 100 000 habitants, par exemple, dans l'État de Sergipe). Avec 60 homicides pour 100 000 habitants dans les années 1990 et 55 au début des années 2000, ce taux était donc plus élevé à d'autres périodes. Il nous faut cependant insister sur le fait que, privilégiées depuis des années, ces interventions militaires n'ont guère contribué à réduire la violence. Au contraire, les opérations visant à « *garantir la loi et l'ordre* » (GLO), à l'instar de celles qui ont eu lieu dans le Complexo do Alemão de 2010 à 2012, à Maré entre 2014 et 2015 et à Rocinha à partir de sep-

gestion de l'État aux militaires. À la demande des groupes de pression conservateurs, il actionna un mécanisme constitutionnel qui paralysa le travail du Congrès national, avec l'aval des députés eux-mêmes qui ont soutenu l'initiative – et acté leur capitulation – en votant à une large majorité en faveur du décret interventionniste du président.

En vertu de la loi, il n'était plus possible de voter des amendements à la Constitution tant que durerait l'intervention à Rio de Janeiro. Cette intervention tombait à point nommé, car elle permettait aussi au gouvernement de détourner l'attention sur son incapacité à faire approuver la réforme de la sécurité sociale, de faire de la question de la sécurité publique le principal enjeu des prochaines d'élections et d'évider l'ouverture de tout débat sur l'effondrement du fragile processus démocratique.

Reste que cette opération ne nous paraissait pas relever d'un unique projet conservateur centralisé. Elle révélait surtout, outre la persistance au sein des institutions de l'État de logiques propres à la dictature et la permanence des structures autoritaires au cœur des rapports sociaux, l'intensification et la croissante sophistication des politiques de sécurité.

L'idéologie de l'ennemi intérieur élaborée par la dictature, sous la forme d'une doctrine, celle de la « sécurité nationale », constitue toujours la toile de fond de ce processus de militarisation[10]. Depuis la démocratisation, les gouvernements ont continué à promouvoir cette conception de la sécurité publique basée sur la lutte contre l'ennemi intérieur, que celui-ci prenne le visage du bandit ou du criminel ou celui des militants des mouvements sociaux, des jeunes Noirs, des pauvres, des fous, des trafiquants, des activistes LGBT et des indigènes. Tant au cours des événements de juin 2013 qu'à

---

tembre 2017, ont alimenté le niveau de violence employée par les forces de l'ordre. En 2017, on dénombrait 1 124 morts à l'issue de ces opérations de maintien de l'ordre, contre 416 en 2013. Voir Ramos (2018).

10. La doctrine de la « sécurité nationale » a été forgée à l'occasion des contacts qui ont été noués entre les Forces armées brésiliennes et les militaires nord-américains à partir de la Seconde Guerre mondiale, avec l'envoi en Europe de la Force expéditionnaire brésilienne. Elle a été élaborée et diffusée – sous la forme de discours idéologique – à l'instigation de l'École supérieure de guerre (ESG) liée au ministère de la défense. Au prétexte de lutter contre le communisme et les éléments subversifs, les militaires se sont appuyés sur cette doctrine pour organiser, conjointement avec des secteurs civils, un puissant appareil répressif dirigé non pas contre un ennemi externe susceptible d'envahir les frontières du pays, mais contre les Brésiliens eux-mêmes supposés représenter une menace pour l'ordre établi.

l'occasion d'autres mobilisations dépassant les limites communément acceptées par les politiques d'endiguement, la répression policière a toujours été de pair avec la construction symbolique de l'ennemi et la célébration de la puissance purificatrice et pacificatrice de l'État[11].

Au-delà d'une nécessaire réflexion sur l'héritage de la dictature et les conséquences du coup d'État institutionnel contre la présidente Dilma Rousseff, il serait salutaire aussi de s'interroger sur le paradigme, les techniques et technologies, l'architecture et l'ingénierie politique sur lesquelles s'est appuyée la démocratie (et ce qu'il en reste aujourd'hui) pour perpétuer, voire renforcer ces stratégies de domination. À qui servent-elles ? Quel groupe s'en trouve renforcé ? Qui est réduit au silence ? Quelles sont les connaissances autorisées et celles qui sont, au contraire, disqualifiées ? Quelles sont les manœuvres privilégiées par les conservateurs aujourd'hui au pouvoir ?

La combinaison des opérations de guerre contre la drogue, la répression des manifestations, les mesures d'hygiène sociale, l'élimination ou la destruction des vies dans les bidonvilles et les territoires pauvres témoignent avec force de la reprise – voire de l'accentuation – du processus de militarisation. Ceux qui ont produit ces territoires ciblés par ces interventions sont les mêmes que ceux qui contrôlent les vies. Qu'elle prenne la forme d'interventions directes ou, plus communément, la forme d'une privation de services et de politiques publiques, l'action de l'État nourrit une situation dans laquelle l'urgence et l'abject sont condensés, confinés aux territoires minoritaires, disqualifiés et incompatibles avec l'ordre établi. Instrumentalisée, cette condition permet de libérer l'exception violente et autoritaire.

D'un côté, on crée le « bon citoyen », travailleur (ou possédant) et ordonné. Et de l'autre, le vagabond, le criminel, le drogué, le fauteur de troubles, bref toute une kyrielle d'individus placés en dehors des limites qui définissent les possibles autorisés par l'ordre. En combinant la peur et la perception d'une force ordonnatrice agissant en dehors de la loi, on légitime ainsi la violence. La norme est

11. Révélateur de ce processus de criminalisation des luttes sociales, en juillet 2018, vingt-trois activistes ayant participé aux manifestations de juin 2013 et aux protestations contre la Coupe du monde, ont été condamnés à des peines de cinq à sept ans de prison. Ils ont été accusés de crime en bande organisée, de liaisons corporelles, de dommages qualifiés et de corruption de mineures. Voir Jourdan (2018).

imposée par la force (avec l'aval implicite de la loi) et sa logique est celle d'une production de l'anormal et du pathologique, contre lesquels il faut agir avec le plus de rigueur possible pour guérir, éliminer ou annuler.

Le récit national de construction d'un État de droit, souverain, centralisé, formé par les « Brésiliens », est loin d'avoir abandonné les discours appelant à combattre l'ennemi, même s'ils sont désormais atténués. Ceux-là mêmes qui célèbrent aujourd'hui la démocratie, la Constitution, les lois et l'ordre continuent ainsi à vivre dans la haine de l'autre, tout en encourageant un racisme agressif, la consolidation de préjugés contre le Nordeste, les phobies vis-à-vis de la communauté LGTB, le machisme, le génocide des indigènes ou la disqualification des pauvres. Ce territoire submergé de haine apparaît aujourd'hui au grand jour avec le gouvernement du président Jair Bolsonaro.

Le personnage de Bolsonaro n'exprime donc pas quelque chose de nouveau ni un retour au passé. Son gouvernement ne fait que remettre au goût du jour des pratiques, des stratégies et des logiques structurelles autoritaires et violentes, à la fois permanentes et en évolution dans le pays. Instituées durant la dictature, leur sophistication, au cours des dernières décennies, a incontestablement fait le lit de l'extrême droite et permis l'émergence du gouvernement actuel, ultraconservateur, radical, néolibéral et militarisé.

La bourgeoisie, les entreprises et le marché financier tirent aujourd'hui tous les bénéfices des réformes économiques et des privatisations engagées par le gouvernement. Et les forces armées, articulées autour de quelques généraux mentors ou membres à part entière du gouvernement, conservent leur large soutien. Quant aux oppositions institutionnelles, à gauche, à droite, au centre, elles cherchent toujours à reconstruire le vieux consensus qui avait cours ces trente dernières années, sans voir qu'il a perdu toute crédibilité et force motrice dans le contexte actuel.

La résistance, l'ennemi principal

Parallèlement à la construction d'artefacts gouvernementaux, nous avons assisté au cours des dernières décennies à une transformation des modes d'action politique. Le modèle représentatif, celui d'une institution porteuse de programmes politiques, est entré en crise, et a cessé d'être hégémonique. De nouvelles formes d'action, plus autonomes et horizontales, fondées sur des savoirs plus

spécifiques issus des expériences du quotidien, ont émergé. Et on peut dire que c'est dans le domaine des droits de l'homme et des luttes pour la vie que ces organisations et mouvements politiques aux caractéristiques nouvelles ont le plus proliféré.

La dispute pour des territoires dont les frontières ne sont pas encore clairement définies semble être l'un des traits les plus importants de ces nouvelles résistances. Elles y créent de nouveaux répertoires et des techniques politiques qui tendent à dynamiser ces luttes, tout en élargissant leur portée. En occupant les routes ou les écoles, en brisant les barrages policiers et en envahissant ces territoires interdits pour y établir d'autres formes de relations en dehors des normes sociales en vigueur, ces collectifs sont devenus des moteurs de transformation des territoires qu'ils habitent et investissent.

De fait, le phénomène politique le plus important de ces dernières années au Brésil n'est pas tant la montée d'un gouvernement d'extrême droite que l'émergence d'une infinité de collectifs antiracistes, féministes (féminisme noir) et actifs sur les questions de genre. Aujourd'hui, plus aucun espace de la sphère publique ne tient pas compte des questions de race et de genre. Le plus souvent, ces formes de résistances sont jugées indésirables, dangereuses et pernicieuses par le corps social, ce qui explique qu'une forte répression s'abat actuellement sur ces subjectivités, leurs actions et leurs performances. Il s'agit là donc aussi d'une guerre de subjectivation. Elle est menée contre la subjectivisation des expérimentations et des pratiques multiples des habitants des *morros*[12] et des périphéries, des affects interdits et des anomalies à l'ordre.

Or, c'est précisément dans les interstices et les porosités de la vie quotidienne, où la violence tend tantôt à refréner tantôt à orienter les désirs de transformation, que se créent les stratégies de résistance les plus efficaces[13]. La militarisation de la vie, encouragée par le discours des « bons citoyens », cible principalement ces subjectivités révolutionnaires (les corps en lutte, et plus spécialement ceux

12. Littéralement collines. Le terme est utilisé pour désigner les favelas de la ville de Rio souvent accrochées à flanc de colline (NDLR).

13. Nous pensons ici au concept de « *quilombismo* » de Beatriz Nascimento. Selon elle, la subjectivation constitutive des formes de lutte et de résistance se produit dans « le rapport entre l'intellect et la mémoire, entre la tête et le corps, entre la personne et la terre ». Le quilombismo en tant que continuité d'une expérimentation politique spécifique demeure dans la mémoire-corps au travers de « stratégies, tactiques de prises de régions, d'occupation » (voir Ratts, 2007).

des Noirs, des pauvres et des femmes), celles-là mêmes qui créent et accumulent le savoir issu des révoltes sociales et des pratiques de survie.

Nous soutenons, pour conclure, que la militarisation ne se limite pas à la présence des forces de sécurité dans la sphère publique. Le terme désigne aussi les réseaux qui s'apparentent de plus en plus à un maillage de forces toujours plus décentralisées. Par militarisation, nous nous référons aussi aux discours, aux stratégies, aux institutions, aux architectures, aux performances, aux représentations et aux autres artefacts qui lient et rendent effectives les techniques et technologies de contrôle des subjectivités. Les stratégies et les actions du militarisme sont diffuses. Elles ne s'articulent pas autour d'un centre. Les formes de domination exercées par l'appareil de l'État et le gouvernement se cristallisent aujourd'hui principalement dans le racisme, le « patriarcalisme » et les clivages des classes.

Le terme militarisme nous paraît d'autant plus pertinent pour décrire les formes autoritaires qu'il conjugue discours de guerre et stratégies de lutte contre l'ennemi. En cela, il renvoie aussi à une histoire violente du contrôle des populations, exercé tant par les institutions militaires durant la dictature que par l'État post-démocratisation, dans ses interventions agressives contre les collectifs en lutte ou en résistance.

Nous avons ici cherché à montrer comment la militarisation et la violence qui en découle, non seulement encouragent les pratiques autoritaires et conservatrices, mais aussi dépendent de ces dernières pour être efficaces. La multiplication de nouveaux types de relations, de comportements et d'expériences politiques pourrait toutefois être le signe précurseur de nouvelles capacités créatives de résistance. Si la norme cherche à nier tout ce qui ne lui appartient pas, de ses « anomalies » surgissent différentes manières de faire face à l'adversité.

Traduction du brésilien : Laurent Delcourt

Bibliographie

Agamben G. (2004), *Estado de exceção,* São Paulo, Boitempo.

Epoca (2018), « Número de escolas públicas militarizadas no país cresce sob pretexto de enquadrar os alunos », 2 août.

Estado do São Paulo (2018), « Momento do país exige recuperação da coesão nacional, diz general Villas Bôas », 6 juillet.

Globo1 (2018), « Comandante do Exército diz que compartilha "anseio de repúdio à impunidade" », 3 avril.

IPEA, FBSP (2018), *Atlas da Violência 2018,* Rio de Janeiro.

Jourdan C. (2018), « As personalidades destorcidas e o desrespeito aos poderes constituídos », *Mídia1508,* 19 juillet.

Ratts A. (2007), *Eu Sou atlântica. Sobre a trajetória da vida de Beatriz Nascimento,* São Paulo, Intituto Kuanza e Impresa Ofici.

Ramos S. (dir.) (2018), *À deriva : sem programa, sem resultado, sem Rumo,* Rio de Janeiro, Observatório da Intervenção/CESec, avril.

Teles E. (2018), O abismo na história. Ensaios sobre o Brasil em tempos de comissão da verdade, São Paulo, Alame.

Teles E. et Safatle V. (2010), *O que resta da ditadura. A exceção brasileira,* São Paulo, Boitempo.

Waiselfisz J.J. (2015), *Mapa da Violência 2015 : Homicídio de Mulheres no Brasil,* Flacso.

Le gouvernement Bolsonaro et la question agraire

Bernardo Mançano Fernandes[1]

Dans les campagnes, le « postfascisme » de l'administration Bolsonaro s'est traduit par des politiques favorables à la grande propriété capitaliste et par le démantèlement des programmes de soutien à la petite agriculture mis en place par les gouvernements successifs depuis le milieu des années 1990. La réforme agraire est à l'arrêt. Sur la défensive, le mouvement paysan s'efforce de nouer des alliances sur l'enjeu de l'alimentation saine.

Pour comprendre l'évolution de la question agraire brésilienne, il faut comprendre le fonctionnement de sa structure, qui oppose les territorialités de subordination, de résistance et d'émancipation du paysannat aux territorialités de domination du capitalisme exprimées par la territorialisation de la grande propriété (le *latifúndio*) et de l'agrobusiness. Ces territorialités sont soit soutenues, soit négligées par les politiques agricoles. Les modifications des actions des gouvernements dans l'appui ou la négation des territorialités déterminent les changements dans la conjoncture agraire.

La question agraire en mouvement

La fin de la dictature et le retour de la démocratie, au milieu des années 1980, n'a pas modifié la tendance des autorités à considérer le paysannat comme une annexe de l'agriculture capitaliste. Depuis

1. Professeur de géographie et chercheur au Centre d'études, de projets et de recherche sur la réforme agraire (NERA) de l'Universidade Estadual Paulista (UNESP, São Paulo), auteur de multiples ouvrages sur le développement rural, les organisations paysannes et le Mouvement des travailleurs sans terre.

1996, avec la création du « Programme national de renforcement de l'agriculture familiale », les gouvernements promeuvent cette condition de dépendance, de production subordonnée à l'agrobusiness. Néanmoins la création, en 1998, du « Programme national d'éducation à la réforme agraire », puis celle, entre 2003 et 2016, de divers programmes destinés à appuyer la petite production en matière d'agro-industrialisation et de commercialisation, ont ouvert des possibilités pour le renforcement du processus d'émancipation du paysannat.

Le processus a suivi deux directions : d'une part des politiques publiques ont été menées sous Fernando Enrique Cardoso, Luiz Inácio Lula da Silva et Dilma Rousseff, d'autre part les mouvements paysans se sont imposés comme les protagonistes des modèles agroécologiques, dans la mise en œuvre d'une réforme agraire « populaire » (Martins, 2019).

Durant cette période, la réforme agraire a été le théâtre des principaux conflits territoriaux et paradigmatiques. Ceux-ci se reflètent dans les rapports de force pour le contrôle des terres et des politiques de développement (Fernandes, 2013a ; 2013b). Les colonies de la réforme agraire sont des unités territoriales dont le contrôle est l'objet d'une lutte entre la production de « marchandises », dans le cadre d'une territorialité subalterne, et la production agroécologique, dans le cadre d'une territorialité émancipatrice. Le coup d'État de 2016 a mis un coup d'arrêt aux politiques de soutien à l'agriculture paysanne qui se développaient depuis deux décennies.

Un « postfascisme » brésilien ?

L'élection de Jair Bolsonaro s'inscrit dans une montée en puissance de l'extrême droite dans différentes régions du monde. L'analyse des actions de ces gouvernements est un défi pour les politistes. Le gouvernement d'extrême droite brésilien s'est distingué en défendant le recours aux armes contre les paysans, les indigènes et les « *quilombolas*[2] » qui luttent pour la terre et le territoire. Il propage la haine contre la gauche, qui se décline sous la forme de l'« antipétisme » (anti-Parti des travailleurs), répand des fausses nouvelles et diffuse un discours xénophobe et homophobe.

Néanmoins les interprétations du gouvernement Bolsonaro sont sujettes à controverse. Azevedo et Pochmann (2019) ont mis en

2. Communautés paysannes de descendants d'esclaves évadés.

évidence la subordination aux États-Unis, l'incertitude, le démantèlement de l'État et le risque pour la démocratie. Ribeiro utilise le terme de « fascisme » pour décrire la banalisation de la violence quotidienne, la destruction des institutions et l'invasion totalitaire de la vie privée. Il établit un parallèle entre la maxime mussolinienne « Rien au-dessus, en dehors ou contre l'État » et celle du gouvernement Bolsonaro : « Le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous ».

En revanche Atilio Boron (2019) considère que cette caractérisation du gouvernement Bolsonaro comme « fasciste » constitue une grave erreur d'interprétation. Le fascisme du 20e siècle présentait selon lui quatre dimensions que l'on ne retrouve pas, ou que partiellement, dans l'exécutif brésilien : la participation du bloc dominant de la bourgeoisie nationale, la dimension radicalement étatiste, le régime de mobilisation des masses, en particulier de la classe moyenne, et le nationalisme. Si l'on constate une participation de la bourgeoise nationale et d'une grande partie de la classe moyenne à l'élection de l'extrême droite, le caractère nationaliste des politiques est plus que discutable, du fait de la liberté laissée aux multinationales étrangères d'exploiter les ressources naturelles du pays. Plus évidente encore est la différence dans le rapport à l'État : à l'opposé de l'étatisme fasciste, Bolsonaro est partisan de l'État minimal.

L'historien italien Enzo Traverso (2019) a étudié les différences et similitudes entre les actions de l'extrême droite au 21e siècle et le fascisme du siècle précédent. Il estime que le mouvement de mobilisation de l'extrême droite qui a préparé l'avènement du fascisme présente des caractéristiques similaires au moment actuel. La différence principale réside dans le fait qu'au 20e siècle, le fascisme a utilisé des politiques impliquant une intervention forte de l'État. Au 21e siècle en revanche, il s'est associé au néolibéralisme, en promouvant le renforcement du capital financier, la défense de la compétitivité, l'entreprenariat, l'individualisme, la destruction des droits humains, la déterritorialisation des communautés traditionnelles et l'aliénation de la terre.

Enzo Traverso utilise le concept de « postfascisme », en ne lui donnant par le même statut que celui de « fascisme ». D'après lui, « *le débat historiographique sur le fascisme demeure ouvert, mais il est défini comme un phénomène dont les frontières chronologiques et politiques sont suffisamment claires.* […] *Le postfascisme*

appartient à l'historicité d'un régime particulier qui commence au 21e siècle » (2019).

Le postfascisme est un phénomène global, qui n'a pas de caractéristiques monolithiques ou homogènes. Il emprunte des formes différentes dans chaque pays, mais est systématiquement associé au néolibéralisme. Il constitue aussi l'expression de l'échec des politiques de gauche et de centre-gauche. Appuyé par la fraction prédatrice de la bourgeoisie néolibérale, il n'a pas réussi à conquérir l'ensemble des élites économiques. Néanmoins celles-ci se sont unies contre les politiques postnéolibérales ou néodéveloppementalistes. Enfin, à la différence du fascisme, le postfascisme n'a pas d'utopie, ni de projet d'avenir original, sa logique est pessimiste, en défense des valeurs traditionnelles, de la dictature, de la torture, etc. C'est la raison pour laquelle il s'associe au néolibéralisme, au sein duquel il trouve des appuis pour ses politiques d'exclusion de droits et de concentration de la richesse (Traverso, 2019).

Ces caractéristiques du postfascisme selon Traverso se retrouvent dans le gouvernement Bolsonaro tel qu'il s'est déployé durant sa première année, à savoir sous la forme d'un projet néolibéral de précarisation des droits des travailleurs et de transfert de richesses en faveur de l'élite qui l'appuie. Ce transfert est particulièrement clair dans le projet d'amnistie de la dette des grands producteurs ruraux à l'égard de la sécurité sociale. La valeur de cette dette est de plus de quatre milliards d'euros, soit davantage que les économies que le gouvernement a réalisées en sabrant dans les retraites des fonctionnaires de l'État dans le cadre de la réforme des pensions.

Arrêt de la réforme agraire

Dès l'origine, le gouvernement s'est engagé dans une entreprise de destruction des politiques d'éducation, de recherche, de santé et, dans les campagnes, de démantèlement ou de forte réduction des politiques de soutien à la petite production mises en place sous les gouvernements Cardoso, Lula et Rousseff. L'affaiblissement des programmes d'éducation, de soutien technique, de transformation et de commercialisation de la production paysanne confirme l'aversion du nouveau pouvoir pour les rapports sociaux non capitalistes, soit les relations communautaires et les coopératives solidaires en défense du bien commun qui produisent des territorialités émancipatrices.

L'approche de la question agraire sous le postfascisme est la subordination complète des travailleurs au néolibéralisme. Dans le Brésil agraire, c'est le gouvernement de Jair Bolsonaro qui se charge de cette mission, en fragilisant les territoires paysans et indigènes et en appauvrissant ses occupants à travers le démantèlement des politiques de développement rural.

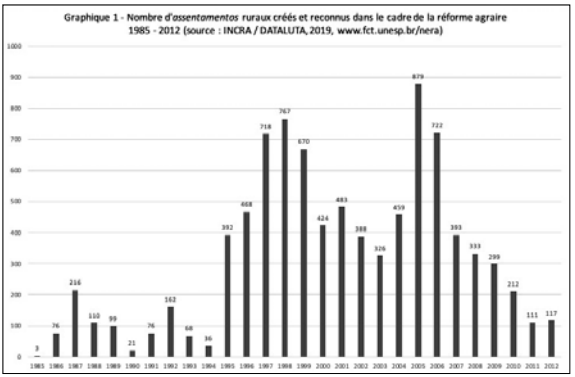
La réforme agraire fait partie des politiques les plus malmenées par le gouvernement Bolsonaro. L'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) n'a plus réalisé d'expropriation depuis son arrivée aux affaires. Il s'est limité à distribuer des titres de propriété aux familles installées sur des terres ayant déjà été dédiées à la réforme agraire. Ces familles appauvries deviennent des cibles pour les projets d'expansion des entreprises de l'agrobusiness et des gros propriétaires qui rachètent les terres paysannes. Le postfascisme produit un processus de déterritorialisation des paysans et de territorialisation de l'agriculture capitaliste.

Pour accélérer ce processus, Bolsonaro a mis en place le Secrétariat spécial en matières foncières, qu'il a confié à Luiz Antônio Nabham Garcia, l'ex-président de l'Union démocratique ruraliste, une organisation de défense des privilèges des grands propriétaires (les *latifundiários*). Dans une déclaration provocatrice, Nabhan a déclaré que les peuples indigènes sont les principaux *latifundiários* du Brésil (Rosa et Monteiro, 2019). La lutte pour la terre est menacée quand le gouvernement Bolsonaro s'efforce de caractériser l'occupation de terre comme un acte terroriste (*Correio do Povo,* 2019).

Les chiffres (du graphique 1) démontrent que 2019 a été une année désastreuse pour la réforme agraire. Seuls deux *assentamentos*[3] ont été créés. Bien sûr, dans une perspective postfasciste, ce résultat est tout à fait normal. On constate que les premiers gouvernements néolibéraux de Sarney, Collor et Itamar ont été médiocres en termes de création d'*assentamentos*. La réforme agraire reçoit ensuite un coup d'accélérateur sous Fernando Cardoso, sous la pression des mouvements paysans, en particulier du Mouvement des sans terre (MST). Le rythme élevé de la réforme se poursuit sous les gouvernements « post-néolibéraux » de Lula, avant de connaître un sérieux ralentissement sous l'administration

3. Les *assentamentos* sont des parcelles de terre dont l'affectation à la réforme agraire a été décidée par les autorités, suite à leur occupation de fait par des groupes de paysans.

Rousseff, puis un effondrement avec le gouvernement néolibéral de Michel Temer, pour enfin disparaître en 2019 (Girardi et Sobreiro Filho, 2019).



Avec l'arrêt de la réforme agraire et la montée des pressions sur les territoires, les paysans ont entamé une résistance active pour traverser ce moment d'exclusion des politiques publiques de développement. Ils ont suscité des débats sur la production d'aliments sains, la création de marchés locaux avec l'appui de la population urbaine, la mise en place de formations avec l'appui d'universités. Mais le gouvernement Bolsonaro ne dialogue pas avec les mouvements paysans. Il laisse libre cours à la violence des forces d'extrême droite, en promouvant l'utilisation d'armes contre les occupations de terre.

Exploitation débridée des ressources naturelles

Une des marques de fabrique du postfascisme dans les campagnes est l'expansion du territoire des *latifúndios* au-delà de la frontière agricole, en Amazonie brésilienne, pour augmenter le stock de terre dévolu à la spéculation et intensifier la concentration foncière. Ce processus prédateur répond aux ambitions du « néoextractivisme » minier et agricole. L'année 2019 a été le théâtre d'une augmentation radicale des incendies suite à l'inauguration du « jour du feu », le 10 août.

Il s'agit là du résultat d'une politique criminelle de destruction environnementale menée conjointement par le gouvernement, les grands propriétaires et les entrepreneurs capitalistes. L'administration Bolsonaro a impulsé une politique néolibérale qui

soulève les obstacles à l'exploitation des ressources naturelles par l'agrobusiness et les entreprises minières. Elle a approuvé l'utilisation de dizaines de types d'intrant chimique et stimulé l'exploitation des territoires indigènes, paysans et *quilombolas*.

Dans ce contexte postfasciste, jusqu'au ministre de l'environnement pousse à l'intensification de l'exploitation des ressources naturelles : il est opposé à la création de zones de préservation et considère la réglementation environnementale comme restrictive. Selon lui, l'Amazonie a besoin de « solutions capitalistes » générant du revenu pour ses vingt millions d'habitants. Bref, le gouvernement Bolsonaro entretient de l'aversion pour les conceptions du développement des peuples indigènes et paysans qui entendent respecter la nature et assurer des conditions de vie dignes à la population.

Conclusion

La première année du gouvernement Bolsonaro a été marquée par le renforcement des grandes entreprises capitalistes et l'affaiblissement de l'ensemble des politiques destinées à promouvoir les droits sociaux et économiques, en particulier dans les campagnes, et préserver l'environnement. Les organisations de travailleurs et les mouvements sociaux sont sur la défensive. Les résistances existent, mais elles sont trop faibles pour infléchir l'orientation du gouvernement à ce stade.

Traduction du brésilien : François Polet

Bibliographie

Azevedo J. S. et Pochmann M. (dir.) (2019), *Brasil : incertezas e submissão ?*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo.

Boron A. (2019), « Bolsonaro y el fascismo », *Pagina 12.*

CartaCapital (2019), « Anistia de Bolsonaro para ruralistas supera economia da Previdência com servidor » 13 mai.

Correio do Povo (2019), « Bolsonaro quer tipificar invasão de terra como terrorismo », 19 avril.

Görgen F. S. (2017), *Trincheiras da resistência campones*, Candiota, Instituto Cultural Padre Josimo.

Martins A. (2019), *Produção ecológica de arroz e a Reforma Agrária Popular*, São Paulo, Expressão Popular.

Mançano Fernandes B. (2000), *A formação do MST no Brasil*, Petrópolis, Vozes.

Mançano Fernandes B. (2004), « O nome novo é agribusiness », *Reportagem*, São Paulo.

Mançano Fernandes B. (2013a), « Brésil : le conflit agrobusiness *vs* paysannat, un obstacle pour quel développement ? », *Alternatives Sud*, vol. 20, n° 4, Louvain-la-Neuve/Paris, CETRI/Syllepse.

Mançano Fernandes B. (2013b), « A reforma agrária que Lula fez e a que pode ser feita », in *10 anos de governos pó-neoliberais no Brasil*, São Paulo, Boitempo Flacso Brasil.

Mançano Fernandes B., Coca E. L. de F., Vinha J. F. de S., Cleps Júnior J., Dantas J. C., Sobreiro Filho J. (2017), « A questão agrária na segunda fase neoliberal no Brasil », *Boletim Dataluta,* n° 109, janvier.

Ribeiro R. J. (2019), « Os outros elementos do fascismo », www1.folha.uol.com.br.

Rosa V. et Monteiro T. (2019), « “Hoje, o maior latifundiário do País é o índio”, diz Nabhan », www.politica.estadao.com.br.

Sobreiro Filho J., Manano Fernandes B., Pereira D. V., Ramos Filho E. da S., Lima D. M., Delben Ferreira I., Lorena S., Francisco A. (2018), « O golpe na questão agrária brasileira : aspectos do avanço da segunda fase neoliberal no campo », *Boletim Dataluta*, n° 122, février.

Traverso E. (2019), *The New Faces of Fascism : Populism and the Far Right,* Londres, Verso.

Bolsonaro contre tous : la politique extérieure du Brésil

Alejandro Frenkel[1]

La politique étrangère du gouvernement Bolsonaro est le résultat d'un jeu d'influence et de tensions entre plusieurs groupes – les « croisés antiglobalistes », les « néolibéraux globalistes » et les militaires – aux intérêts souvent divergents. Source de conflits, inconstante, cette politique se caractérise par un changement de cap dans la conduite des relations du Brésil avec les grandes puissances et la région latino-américaine.

L'arrivée de Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil a constitué un séisme pour la politique extérieure du pays, ceci dans un contexte de crise économique et d'implosion du système politique. Le triomphe de cet ancien militaire ne peut se comprendre sans se référer au mouvement de contestation des citoyens contre le système des partis et à la manière dont les acteurs qui le composent ont institutionnalisé la pratique du « donnant donnant ». La science politique latino-américaine qualifie ce phénomène de « *présidentialisme de coalition* ».

Dans ce contexte agité, Bolsonaro serait la figure représentative de l'avènement d'un mouvement de droite alternative (*alt right*), proposant un nouveau modèle d'action politique. Celui-ci a recours à un discours populiste qui établit une relation directe avec l'électorat à travers les réseaux sociaux et les moyens de communication non

1. Politologue et docteur en sciences sociales, professeur de relations internationales à l'École politique de l'Université nationale de San Martín (UNSAM) à Buenos Aires, Argentine.

traditionnels. Tout ceci baigne dans une rhétorique de haine, d'antagonisme et de revendication du politiquement incorrect.

En matière internationale, l'accession de Bolsonaro a été aussi source de changements dans la conduite des relations avec le monde et la région. Il est clair que certaines évolutions étaient en cours depuis plusieurs années, en particulier depuis la crise économique de 2013. À cette époque, le Brésil s'était distingué aux yeux du monde comme l'une des puissances émergentes les plus prometteuses. Sous les présidences de Lula da Silva et Dilma Rousseff, ce pays sud-américain avait formé avec la Chine, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud le groupe des BRICS, avait piloté la création de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) et tenu une place importante au sein d'instances internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le G20.

La crise a cependant amorcé un processus de déclin du Brésil sur le plan international, qui a affecté sa stratégie d'intégration. Suite à la destitution de Rousseff par une procédure d'*impeachment* frauduleuse, son successeur, Michel Temer, a promu une « *désidéologisation* » de la politique étrangère, de l'ouverture au monde et de l'insertion dans la mondialisation néolibérale, dont le résultat a été un rapprochement avec les États-Unis et l'abandon d'un positionnement critique lors des forums commerciaux internationaux.

Face à un tel scénario, le gouvernement Bolsonaro a approfondi certaines lignes directrices héritées, tout en promouvant de nouvelles orientations dans d'autres aspects de la politique internationale. À la veille de boucler sa première année de mandat, son programme de politique extérieure se synthétisait comme suit : alignement sur les États-Unis, désintérêt vis-à-vis de la région latino-américaine et profil bas au plan international.

Concernant l'alignement, il est d'usage parmi les milieux diplomatiques sud-américains de qualifier d'« américanisme » cette tradition de politique extérieure qui défend un rapprochement avec Washington (Pinheiro, 2004). Il en a été ainsi durant le second mandat présidentiel de Getulio Vargas, le régime militaire commencé en 1964, ou au début des années 1990, sous la présidence de Fernando Collor de Melo.

Plus récemment, le gouvernement de Michel Temer avait commencé à renoncer à l'autonomie en tant que principal pilier de son action extérieure, mais celui de Bolsonaro propose une allégeance, dépourvue de tout esprit critique, aux États-Unis : une

nouveauté dans l'histoire de la diplomatie brésilienne (Actis, 2019). Dans ses versions antérieures, l'américanisme brésilien avait toujours cherché à maintenir une marge d'autonomie, soit dans le dessein d'accroître son pouvoir au niveau international, soit parce que les relations avec les pays voisins étaient jugées pertinentes.

Au vu de cette alternance de ruptures et de continuités, cet article se propose de dégager les éléments significatifs de l'action internationale du gouvernement brésilien au cours de l'année écoulée. À cette fin, nous analyserons les conceptions et programmes des différents secteurs qui composent le gouvernement Bolsonaro et la manière dont ils s'expriment dans les relations extérieures avec les puissances mondiales (États-Unis, Europe, Chine) et la région latino-américaine.

Les architectes de la stratégie internationale : des intérêts divergents

La politique internationale du gouvernement Bolsonaro est le résultat d'un jeu complexe de négociations entre différents groupes, aux vues parfois antagonistes. La politique extérieure, comme toute politique publique, est traversée par les offres, les intérêts et les pressions de divers acteurs et forces qui (re)définissent de manière dynamique les directions adoptées par les gouvernements.

Dans le cas du Brésil actuel, la particularité tient au fait que la surenchère entre les acteurs est monnaie courante et suscite une incertitude constante quant à la durabilité de la stratégie internationale du gouvernement. Nous croyons, pour cette raison, nécessaire de préciser quels sont les groupes qui se disputent la construction de la politique extérieure et les programmes qu'ils prétendent mettre en œuvre.

Les « croisés » ou « antiglobalistes »

Nous pouvons définir le premier de ces groupes comme celui des « croisés » ou des « antiglobalistes ». Ce groupe est composé de Bolsonaro lui-même, de ses fils Eduardo – député fédéral – et Flavio – ex-député de l'État de Rio, sénateur depuis le 1er février 2019 –, du chancelier (l'équivalent du ministre des affaires étrangères) Ernesto Araújo, du conseiller présidentiel aux affaires internationales Filipe Martins, de l'intellectuel/gourou Olavo de Carvalho, sans oublier les églises évangéliques et plusieurs parlementaires

appartenant à la fameuse « *Bancada de la Biblia*[2] ». Ce groupe part d'un diagnostic fondamental : le pays souffre d'une dégradation des valeurs et principes considérés comme naturels ; et les architectes de cette décadence ont été le marxisme, les idéologies « égalitaristes » propagées par les minorités sexuelles et les milieux libéral-progressistes (Frenkel, 2019). Ils défendent, dès lors, un projet conservateur qui sur le plan extérieur consiste à combattre ce qu'ils considèrent comme le « globalisme ».

Olavo de Carvalho définit le « globalisme » comme « *un ensemble de métaphysiques universalisantes* » qui étouffent les émotions, gomment les expériences individuelles et portent atteinte à la souveraineté culturelle des pays et citoyens occidentaux. Pour Carvalho, il existe trois grands desseins globalistes contemporains : l'islam, qui serait le plus important et une menace majeure pour l'Europe ; le communisme – la « *dictature du parti* » – incarné par la Chine et la Russie ; et le « *positivisme de la société réglementée, c'est-à-dire la technocratie néolibérale antichrétienne* » personnifiée par l'ex-président des États-Unis Barack Obama, Emmanuel Macron et d'autres élites occidentales (Schutte, da Fonseca et Carneiro, 2019).

Dans ce contexte, les croisés s'attachent à restaurer un ordre disparu, bâti sur des valeurs occidentales traditionnelles et une conception simpliste de la société. Cette démarche perçoit le monde occidental actuel comme un ensemble de nations partageant la même identité historique et culturelle, reposant sur le principe du nationalisme et le christianisme.

Établissant un parallèle avec ce qu'Amado Cervo (2003) a appelé l'idéologie libérale-conservatrice qui prévalait à l'époque de l'Empire, les croisés proposent une division de la société entre ceux qui respectent les valeurs traditionnelles et ceux qui les déforment au nom de l'« égalitarisme » social. Ils souscrivent aussi à l'ouverture de l'économie et à l'adoption d'une perspective agroexportatrice. Le passage, en 1889, de l'Empire à la République a signifié une nouvelle vision du monde pour les gouvernements et les élites brésiliennes.

Partant de l'hypothèse évolutionniste selon laquelle les relations internationales étaient source de progrès, le républicanisme

2. Cette appellation est davantage liée à leur identité chrétienne et évangélique qu'à l'appartenance à un parti.

et l'abolition de l'esclavage ont été considérés comme une façon d'enterrer la barbarie et d'accéder au stade de la civilisation et de la modernité. Chez Bolsonaro, nous pouvons également repérer l'antithèse civilisation-barbarie, mais selon un raisonnement inverse. Le globalisme régnant en Occident constitue une menace pour les valeurs « essentielles » : liberté, libre-échange, famille. Se dire civilisé consiste dès lors, à ses yeux, à endosser une attitude réactionnaire.

En matière de politique étrangère, les tenants de l'antiglobalisme sont partisans d'un alignement sur les États-Unis, en s'associant à une entreprise civilisatrice qui impliquerait aussi Israël, l'Italie, la Hongrie et la Pologne. Araújo lui-même a caractérisé Donald Trump comme un « *sauveur de l'Occident* » contre le « globalisme », un système qualifié d'« *antihumain et antichrétien* », basé sur la mondialisation du « *marxisme culturel* » et défendu par l'Europe, la Chine, le socialisme bolivarien, le Forum de São Paulo et l'ONU.

Dans ce cadre, les adeptes de ce courant proposent de repenser les relations avec Pékin et de s'éloigner du multilatéralisme et des instances internationales, avec pour conséquences : des affrontements avec le Mercosur, perçu comme une organisation « trop idéologisée », la sortie du Brésil du Pacte mondial sur les migrations de l'ONU, la renonciation à organiser la COP25, le sommet mondial sur le climat, ainsi que l'intention, non encore concrétisée, de se retirer de l'accord de Paris sur le changement climatique (Frenkel, 2018).

Les croisés portent aussi un regard distant sur l'Amérique latine. Ceci tient à deux facteurs : tout d'abord, ils considèrent que cette région se trouve infestée par des mouvements, des groupes et (de moins en moins) des gouvernements de gauche portant atteinte à leur projet de civilisation ; ensuite, la priorité donnée au lien avec les États-Unis rend moins importante la relation avec les pays voisins.

Pour mener à bien son programme de politique internationale, le groupe des antiglobalistes propose un système de décision extrêmement centralisé, et à la fois, transversal en termes d'organismes et d'acteurs étatiques. De cette façon, les membres de l'exécutif, les hommes d'affaires, les députés ou simplement les personnes proches du gouvernement – comme Olavo de Carvalho – deviennent des acteurs en charge d'exécuter la politique extérieure. Dans ce cadre, la chancellerie – le palais d'Itamaraty – se trouve reléguée à un rôle purement protocolaire.

Les néolibéraux ou « globalistes »

Le second groupe qui participe à la préparation de la politique extérieure du bolsonarisme pourrait être qualifié de « libéraux globalistes ». Son principal représentant est le « super ministre » de l'économie, Paulo Guedes. Ce milieu défend l'ouverture en matière économique et un ajustement, sans examen critique, aux canons de la mondialisation financière et économique. Comme l'explique Cervo (2003), il s'agit d'une stratégie importée de l'extérieur et selon laquelle les intérêts nationaux se diluent dans le système suscité par le multilatéralisme des relations internationales : la bien nommée gouvernance mondiale.

Ces libéraux partagent avec les croisés une conception minimaliste de l'État et la volonté de renforcer les liens avec les États-Unis. La différence réside dans l'accent mis par les croisés sur la dimension idéologique et culturelle de cette alliance, tandis que les néolibéraux la limitent au plan économico-financier. Bien que ce groupe des « libéraux globalistes » soit en situation minoritaire au sein du gouvernement fédéral, son agenda d'ouverture économique, de dérégulation du secteur public et de libéralisation du commerce est celui qui suscite les plus grandes attentes parmi l'establishment économique international.

Les militaires

Les forces armées constituent le troisième groupe qui inspire la stratégie de politique extérieure du Brésil. Les militaires ont un poids appréciable au sein du gouvernement fédéral : son vice-président est le général retraité Hamilton Mourão et les premiers et seconds rangs ministériels sont en majorité aux mains de l'armée. Parmi ceux-ci, on épinglera les ministères considérés comme stratégiques : sécurité des institutions, secrétariat général de la présidence, défense, mines et énergie, science et technologie. Le titulaire du poste de contrôleur général de l'Union, de rang ministériel, est également un militaire. Ceux-ci sont en outre présents dans d'autres ministères, par exemple dans celui de la justice et de la sécurité, dont le ministre fut le juge Sergio Moro (jusqu'à sa démission en avril 2020), mais c'est un militaire qui en dirige le secrétariat de la sécurité publique.

Historiquement, les militaires brésiliens ont gardé leur propre vision du rôle que le pays « *verdeamarelho* » se devait d'occuper dans le monde et de la manière de le mener à bien. S'il est vrai qu'ils

semblent récemment avoir « mis au goût du jour » le volet nationaliste, en acceptant une libéralisation sous condition de l'économie, la cosmovision militaire continue de reposer sur une combinaison d'autonomie et de développement, en particulier pour ce qui touche au territoire national.

Par ailleurs l'armée bénéficie d'un degré élevé de confiance parmi la société brésilienne (Pirotta, 2019). Cela lui confère une légitimité appréciable non seulement pour ambitionner et occuper des postes clés dans l'organigramme gouvernemental, mais aussi pour jouer un rôle de « veto » vis-à-vis de certaines politiques jugées contraires à l'intérêt national. Ainsi, au cours de la première année de mandat de Bolsonaro, les militaires ont freiné plusieurs initiatives importantes telles la privatisation de Petrobras ou l'inclusion du secteur des forces armées dans la réforme du système de pension.

En matière de politique extérieure, les militaires ont fixé certaines limites à l'alignement inconditionnel sur les États-Unis, en posant des conditions à la concession de la base d'Alcantara à des fins commerciales et en bloquant le transfert de l'ambassade brésilienne en Israël, de Tel-Aviv à Jérusalem. Il en a été de même dans le cas d'une distanciation à l'égard de la Chine et d'une éventuelle intervention armée au Venezuela. « *Notre politique extérieure ne consiste pas à s'immiscer dans les affaires internes d'autres pays* », a déclaré alors Mourão. Le général considère en effet que de tels projets ne mènent à rien et a même déclaré que le chancelier Araújo était dépourvu des qualités nécessaires à la direction de la politique extérieure du pays (*Télam*, 2019). Cette indépendance du vice-président et des militaires en matière diplomatique est parfois considérée par les « croisés » comme une menace.

La politique envers les grandes puissances

Comme cela a été relevé, un des aspects centraux de la politique étrangère défendue par Bolsonaro est sa relation avec les États-Unis. Elle est fondée sur une convergence idéologique conservatrice, reconnaissant à Donald Trump le leadership du projet antiglobaliste mondial. Un des indicateurs majeurs de cette version nouvelle « *des relations charnelles* » (Menezes, 2019) a été la signature de l'accord de cession de la base d'Alcantara. D'autres exemples de l'alignement sur le gouvernement nord-américain ont été l'octroi aux États-Unis d'un volume annuel de 750 000 tonnes de blé, libre de droits de douane ainsi que l'augmentation du quota d'importation

annuel d'éthanol américain – également libre d'impôt – passant de 600 à 750 millions de litres (Huergo, 2019).

Washington a été par ailleurs la destination internationale la plus prisée de Bolsonaro. Lors d'un de ces voyages, le président brésilien a accepté, à la demande des États-Unis, que le Brésil renonce au traitement spécial et singulier qu'il détient au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en tant que pays en développement. Eduardo Bolsonaro, considéré par beaucoup comme un chancelier « parallèle », est en fait l'interlocuteur privilégié de Washington, surtout auprès des personnalités les plus proches des « faucons » au Congrès et à la Maison blanche.

L'alignement sur l'administration Trump et le nationalisme antiglobaliste se sont également exprimés à travers le négationnisme environnemental et la réprobation de l'agenda global en faveur des droits humains. Cette position a conduit le Brésil à renoncer à organiser la Conférence des Nations unies sur le climat en 2019 et à quitter le Pacte mondial des Nations unies sur les migrations, au début de la même année.

Au niveau régional, la priorité accordée à Washington s'est traduite par la sortie définitive du Brésil de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) – une organisation créée lors de l'apogée des gouvernements de gauche – ainsi que de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), une instance à laquelle les États-Unis et le Canada ne participent pas. De même, Bolsonaro s'est heurté à tous les gouvernements qui critiquaient la puissance du Nord. Dans le cas du Venezuela, il a adopté une position dure contre le gouvernement de Maduro, allant jusqu'à envisager d'appuyer une éventuelle intervention armée. En Bolivie, il a justifié le coup d'État contre Evo Morales et son gouvernement fut le premier à reconnaître Janine Añez comme « présidente intérimaire ».

En échange de ces « faveurs », Trump a désigné, en août 2019, le Brésil « *allié privilégié hors OTAN* ». Ce statut devrait permettre au Brésil d'acheter des armes et des technologies à des conditions préférentielles et favoriser l'entrée du Brésil dans l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il existe cependant des voix qui critiquent cette politique d'alignement automatique sur les États-Unis, en soulignant le peu de résultats tangibles que cette politique a jusqu'ici rapportés. Deux exemples : à peine Trump avait-il annulé les obstacles à l'entrée de la viande

bovine aux États-Unis en février 2020[3] qu'il a inclus le Brésil dans la liste des pays frappés de droits de douane à l'exportation d'acier et d'aluminium, ou encore, les tergiversations à propos de l'admission de ce pays sud-américain dans l'OCDE (Wiziack et Della Coletta, 2019)[4].

Dans le cadre du nouvel alignement international chrétien-conservateur, Bolsonaro a également approché le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu. Avant son élection à la présidence, l'ancien militaire se fit bénir dans le Jourdain et, après sa prise de fonction, il effectua une visite officielle en Israël. En phase avec Donald Trump, Bolsonaro projeta de déménager l'ambassade du Brésil à Jérusalem. Mais faute de soutien interne – principalement de la part des militaires – et au vu de la protestation de plusieurs pays musulmans importateurs de viande brésilienne, cette initiative fut finalement abandonnée. Ce rapprochement avec Israël doit se comprendre comme une réponse aux attentes de son électorat chrétien évangélique et une illustration de la cosmovision partagée par le groupe des croisés. Pour ceux-ci, Jérusalem est la terre du peuple de Dieu et Israël représente un front contre la progression de l'islam, l'un des mouvements globalistes les plus menaçants pour l'Occident (Schutte y col., 2019).

Cependant les relations avec l'Occident ne se sont pas toujours révélées aussi positives pour le gouvernement Bolsonaro. Les incendies survenus en août 2019 en Amazonie ont déclenché une vague de condamnation de la politique environnementale du gouvernement brésilien. Sous le hashtag #PrayforAmazonas, un sujet d'actualité mondial sur Twitter, des personnalités internationales comme Madonna, Shakira et Léonardo di Caprio ont exprimé leur préoccupation quant à la destruction des forêts primaires. En outre, des condamnations émanant de gouvernements européens et le traitement de la question dans des médias internationaux tels le *New York Times,* le *Guardian* et *Deutsche Welle* ont mis en évidence les réponses lacunaires du président brésilien (Martucci, 2019). Le président français, Emmanuel Macron, a non seulement

---

3. La décision du gouvernement américain de fermer le marché de la viande bovine sur pied en provenance du Brésil avait été prise en juin 2017, argumentant de raisons sanitaires.

4. En octobre 2019, le secrétaire d'État des États-Unis, Michael Pompeo, adressa une note au secrétaire général de l'OCDE lui signalant que Washington donnait la priorité à l'Argentine et à la Roumanie, plutôt qu'au Brésil, pour l'entrée dans cette organisation

mis en cause la politique environnementale de Bolsonaro, mais a aussi déclaré que le débat sur une internationalisation par voie légale de l'Amazonie « était ouvert ».

Bolsonaro a exploité ces critiques pour s'en prendre aux organisations non gouvernementales (ONG) écologiques, les accusant d'avoir allumé les feux, remuant ainsi la fibre nationaliste de sa base électorale. Il a accusé le gouvernement français de faire preuve d'une « *mentalité colonialiste* » et de vouloir prendre la tête d'une conspiration destinée à « *s'approprier* » le territoire amazonien (*La Vanguardia,* 2019 ; Capdevilla, 2020). Il faut se rappeler que la menace extérieure sur l'Amazonie est une question historiquement sensible chez les militaires, ce qui a permis à Bolsonaro de consolider son alliance avec les forces armées.

Cependant, la tension avec les pays européens au sujet des incendies et le recul historique constaté en matière de protection de l'environnement ont conduit le Parlement européen à remettre en cause la signature de l'accord Union européenne-Mercosur. Avec pour résultat, l'apparition de conflits internes avec les groupes économiques liés à l'agrobusiness, qui font partie du « noyau dur » du bolsonarisme et qui sont parmi les principaux bénéficiaires d'un traité avec le Vieux continent.

Liée à cette situation, se pose la relation avec la Chine, un autre acteur important et problématique pour la politique extérieure de Bolsonaro. Durant sa campagne électorale, ce dernier paraissait en phase avec la doctrine du groupe des antiglobalistes, stigmatisant la Chine et tous les régimes adhérant au communisme. Une fois au pouvoir, il a toutefois modéré sa rhétorique agressive et effectua une visite officielle à ce pays asiatique, y signant plus de vingt accords dans les secteurs de la politique, la science, la technologie, l'éducation, l'économie, le commerce, l'énergie et l'agriculture. « J*e me trouve dans un pays capitaliste* » et « la *Chine fait de plus en plus partie du Brésil du futur* » sont un exemple des déclarations prononcées par Bolsonaro à Pékin (*Infobae*, 2019a).

Ce revirement vers une attitude bienveillante, centrée sur les affaires, doit beaucoup à l'intervention de Paulo Guedes et du groupe des néolibéraux. Le géant asiatique est le principal destinataire des exportations brésiliennes et celles-ci sont majoritairement composées de soja, de minerais, de dérivés du pétrole, de produits forestiers et de viande, c'est-à-dire des biens produits par des entreprises qui soutiennent massivement Bolsonaro. Les militaires ne

sont pas non plus favorables à un affrontement avec la Chine, qu'ils considèrent comme un acteur mondial avec lequel il est nécessaire d'être en bonnes relations, d'autant qu'elle fait partie des BRICS.

Il convient toutefois de noter que ce rapprochement paraît se centrer sur les questions économiques et commerciales et pas tellement sur des sujets stratégico-militaires où l'alignement sur les États-Unis reste une priorité. C'est dans ce sens que Bolsonaro a déclaré, lors de sa visite en Chine, qu'actuellement, il ne considérait pas envisageable que Huawei – une entreprise de pointe dans le développement de la technologie 5G – investisse au Brésil.

La politique extérieure à l'égard de l'Amérique latine

Le positionnement à l'égard de l'Amérique latine est un autre espace qui permet d'observer la manière dont s'ajustent les conflits d'influence entre les antiglobalistes, les néolibéraux et les militaires. Les premiers sont partisans d'une politique de distanciation envers l'Amérique latine. Ils considèrent la gauche bolivarienne comme participant à la menace du communisme mondial et c'est également, dans ce sens, qu'ils soutiennent une chute du gouvernement de Nicolas Maduro. Certains sont même arrivés à évoquer l'intervention militaire comme une option crédible à l'instar des « faucons » de la Maison blanche.

Mais l'absence d'alliés sur ce point en Amérique latine ne se limite pas aux gouvernements de gauche. Jusqu'à présent en tout cas, la majorité des gouvernements conservateurs de la région sont plutôt issus de droites traditionnelles qui ne souscrivent pas à l'idée d'une « dégénérescence culturelle » menaçant l'Occident, et qui ne sont pas disposées à braver certains canons de l'ordre libéral global tels que le multilatéralisme et la coopération internationale.

L'attitude vis-à-vis des instances et organisations régionales reflète bien la faible priorité accordée à l'Amérique latine. Le Brésil s'investit peu dans le Groupe de Lima[5] ou dans la création du Forum pour le progrès de l'Amérique du Sud (Prosur), cette organisation sud-américaine devant remplacer l'Unasur et qui est soutenue par le Chili et la Colombie. Il faut y ajouter la décision, prise en janvier dernier, de quitter la CELAC. Selon le chancelier Ernesto Araùjo,

5. Le Groupe de Lima est un instrument informel créé, en août 2017, par différents pays de la région et destiné à aborder la crise au Venezuela, dans une perspective hostile au gouvernement Maduro.

« *la CELAC n'obtenait pas de résultats significatifs dans la défense de la démocratie dans la région ; au contraire, elle offrait une scène aux régimes antidémocratiques que sont le Venezuela, Cuba et le Nicaragua* » (Ambito.com, 2020).

Le retrait de l'Unasur et de la CELAC confirme l'aversion à toute structure régionale associant des gouvernements de gauche ou de centre gauche et surtout la priorité donnée aux liens avec les États-Unis. À cet égard, il convient de souligner que la CELAC a agi, à plusieurs reprises, comme un contrepoids à l'Organisation des États américains (OEA), une instance où Washington exerce le leadership. La CELAC est, en outre, un forum *sui generis* de dialogue avec la Chine qui joue un rôle d'articulation de la coopération globale entre le géant asiatique et les pays latino-américains.

L'absence d'influence du Brésil dans la création du Prosur constitue un aspect inédit dans la tradition diplomatique brésilienne. Historiquement, toutes les initiatives visant à consolider l'Amérique latine, comme un espace politique et économique propre, étaient pilotées par le Brésil. L'unique initiative régionale du bolsonarisme a été, de ce point de vue, l'organisation du sommet conservateur des Amériques, en décembre 2018, dans le but de rassembler des dirigeants d'extrême droite de la région et de tracer un programme d'action commun. Toutefois, à l'exception de l'ex-président colombien, Alvaro Uribe, presque tous les participants étaient des figures politiques marginales dans leurs pays respectifs (Frenkel, 2019).

La position du gouvernement brésilien vis-à-vis du Mercosur mérite une analyse différenciée. Avant d'endosser la présidence, l'ex-militaire affirma que ce bloc régional était « trop idéologisé » et devait être « modernisé ». En écho à ces déclarations, les membres du groupe des libéraux de Paulo Guedes se prononcèrent en faveur d'une reconversion de ce bloc en un instrument d'insertion dans le marché mondial et de matérialisation d'accords de libre-échange. Pour ce secteur, l'économie brésilienne a perdu de sa compétitivité face à des pays comme l'Inde, la Chine et l'Union européenne. Pour inverser la tendance, ils prônent l'ouverture et la dérégulation, l'abandon de tout subventionnement protectionniste, la libéralisation du commerce extérieur, la flexibilisation du marché du travail et l'intégration dans les marchés financiers. Ils considèrent que le Mercosur – dans son état actuel – n'est pas un vecteur favorable pour atteindre ces objectifs et proposent en revanche de réviser le Tarif douanier commun (ou simplement de le supprimer).

La fonction première du Mercosur serait dès lors de signer des traités commerciaux avec des pays extérieurs à la région. Progresser en ce sens revient à dynamiter l'union douanière et réduire le bloc à une simple zone de libre-échange, c'est-à-dire en revenir au début des années 1990. Le paradoxe d'une telle situation est que le Brésil est le seul membre du Mercosur à bénéficier d'une balance commerciale excédentaire et que la majorité des produits vendus à ses partenaires de ce bloc régional est composée de produits industriels et technologiques à forte valeur ajoutée.

À l'origine, cette façon d'envisager le Mercosur rencontra en l'Argentine un partenaire idéal alors que Mauricio Macri en était le président. Son gouvernement prônait une relation de subordination aux États-Unis et estimait que le Mercosur devait « se flexibiliser » en se transformant en un instrument d'insertion dans la mondialisation néolibérale. Grâce à cette entente, le Mercosur s'est accordé à activer la révision du Tarif douanier commun et réussit à concrétiser, en 2019, la signature de l'accord avec l'Union européenne et avec l'Association européenne de libre-échange (AELE). Cependant la défaite de Macri aux élections présidentielles de 2019 au profit du duo péroniste Alberto Fernández-Cristina Kirchner a modifié le scénario et raidi les relations entre le Brésil et l'Argentine, deux associés stratégiques depuis la décennie1980.

Avant les élections, Bolsonaro s'en était pris aux deux candidats péronistes, les qualifiant de « *bandits gauchistes* » et menaçait d'appeler à la mise à l'écart de l'Argentine du Mercosur si Fernandez triomphait. Ce dernier, de son côté, traita le mandataire brésilien de « *raciste, misogyne et violent* » et s'exprima en différentes occasions en faveur de la mise en liberté de Lula da Silva. Les divergences entre les deux gouvernements se firent plus explicites à propos du Venezuela et de la Bolivie. Alberto Fernández plaida en faveur d'une solution négociée dans ce pays caribéen et dénonça le coup d'État contre Evo Morales, qu'il accueillit en qualité de réfugié politique. De son côté, Bolsonaro fut le premier président à reconnaître Jeanine Añez en tant que présidente du pays andin et soutint Juan Guaidó comme président légitime du Venezuela.

Dans un tel contexte, les perspectives d'engranger des accords au sein du Mercosur ne sont pas très encourageantes. Alberto Fernández incarne un courant économique qui défend les industries nationales, observe avec inquiétude les effets asymétriques de l'accord avec l'Union européenne et s'oppose à une réduction du

Tarif douanier extérieur commun. Pour sa part, Bolsonaro se fait le porte-parole d'intérêts économiques plus transnationaux et des secteurs liés à l'agrobusiness ; ces derniers sont d'avis que le Mercosur doit offrir une plateforme favorisant le commerce avec des acteurs extrarégionaux et non pas une protection contre ceux-ci.

Nonobstant ce qui précède, il est évident qu'au fil des mois, la tension s'est affaiblie et que les deux gouvernements ont commencé à jeter des ponts en vue de renouer leurs relations. Dans son discours d'investiture (à laquelle assista le vice-président Mourão), Alberto Fernández souligna l'importance du lien avec le Brésil et précisa que l'Argentine était disposée à aller de l'avant en ce qui concerne l'accord Union européenne-Mercosur, bien que les asymétries entre les deux régions ne dussent pas être oubliées. En réponse, Bolsonaro invita son double argentin à visiter le Brésil et affirma : « *Nous continuerons à être de grands partenaires en Amérique du Sud* » (*Infobae*, 2019b).

Deux mois plus tard, le ministre des affaires étrangères argentin, Felipe Solá, effectua une visite officielle au Brésil où il rencontra son homologue, Ernesto Araújo, et Bolsonaro. Lors de cette réunion, Felipe Solá demanda au gouvernement brésilien de soutenir les négociations avec le Fonds monétaire international, et il fut convenu d'avancer dans la révision du Tarif extérieur commun, « *secteur par secteur* », et que le Mercosur ne devait pas être une « *barrière* » au commerce avec d'autres pays.

De leur côté, les militaires brésiliens ont été un acteur important dans ce rapprochement avec l'Argentine, en affirmant que ce pays austral était un partenaire stratégique en matière commerciale et de sécurité. Ces dernières années, le poids de la Chine dans les économies sud-américaines et le processus de désindustrialisation en cours en Argentine et au Brésil ont fait que les pays du Mercosur ont commercé de moins en moins entre eux. Néanmoins, les deux économies demeurent interdépendantes et la principale destination de leur production industrielle.

En revanche, la divulgation récente du document « Scénarios de défense 2040 », échafaudé par les forces armées et qui décrit différents scénarios de conflits possibles dans la région à cet horizon, se doit d'être mentionnée. Ce document formule une hypothèse de conflit avec l'Argentine en raison de l'installation d'une base militaire chinoise dans le pays austral, imagine des scénarios de guerre entre le Venezuela et la Colombie, entre la Bolivie et le Chili, ainsi

qu'un conflit éventuel avec la Bolivie, suite à une invasion brésilienne dans la région bolivienne orientale de Santa Cruz destinée à protéger les fermiers brésiliens (*Télam*, 2020).

Conclusions

Après un peu plus d'un an d'existence, la conduite de la politique étrangère de Bolsonaro s'est caractérisée par un degré élevé de conflictualité et d'inconstance dans ses principales orientations. Bien que l'actuel gouvernement brésilien critique l'« idéologisation » des administrations précédentes, ses relations extérieures sont profondément marquées par ses propres conceptions et orientations. Les relations avec les États-Unis et la croisade contre l'approche globaliste et les gouvernements de gauche sont des expressions incontestables de ce parti pris idéologique.

Les allées et venues en matière de politique extérieure sont, en revanche, le reflet des désaccords entre les différents groupes formant la coalition gouvernementale et de la nécessité pour Bolsonaro d'équilibrer des intérêts divergents. L'agenda environnemental en est un bon indicateur. Les secteurs agroexportateurs encouragent les actions de déforestation au profit de la culture et l'élevage. Toutefois, ces mesures provoquent la condamnation internationale et peuvent mettre en péril l'introduction des produits brésiliens sur les marchés, notamment européens.

Par ailleurs, il convient de remarquer que de plusieurs fronts de conflits internationaux ouverts par Bolsonaro et son proche entourage ne répondent pas nécessairement à une stratégie externe précise, mais plutôt à des fins d'« usage interne », visant à renforcer l'adhésion de sa base électorale. Outre le fait de révéler l'interaction permanente entre politique extérieure et intérieure, ce comportement met en évidence que le projet « Brésil, puissance » semble appartenir au passé. Cet objectif reposait en grande partie sur la reconnaissance du Brésil en tant qu'acteur doté de capacités matérielles et de ressources symboliques créant la confiance parmi la communauté internationale.

Enfin, et bien que le programme économique ultralibéral piloté par Paulo Guedes éveille les sympathies de l'establishment économique et financier international, les combats racistes et antidémocratiques, ainsi que les remises en cause des instances internationales font que le gouvernement de Bolsonaro se sent souvent obligé de chercher ses alliances dans des « droites alternatives », telles

que celles qui règnent aux États-Unis ou en Israël. Ceci, ajouté au recul quant à l'idée de revoir la relation avec la Chine ou l'Argentine, démontre que les constructions fantaisistes et manichéennes mises en avant par le projet refondateur du bolsonarisme butent, du moins pour l'instant, sur plusieurs écueils. Quoi qu'il en soit, il serait préférable de ne pas trop s'y fier.

Traduction de l'espagnol : Ignace Hecquet

Bibliographie

Actis E. (2019), « La visión del mundo de Jair Bolsonaro : de la periferia perimida a la periferia tradicionalista », *Foreign affairs,* Latinoamérica, 19 (1).

Ámbito.com (2020), « Brasil anunció que se retira de la Celac », 16 janvier.

Capdevilla I. (2020), « En la UE, optimismo y algunas dudas sobre el acuerdo con el Mercosur », *La Nación.*

Cervo A. L. (2003), « Política exterior e relações internacionais do Brasil : enfoque paradigmático », *Revista brasileira de política internacional,* 46 (2).

Frenkel A. (2018), « El mundo según Bolsonaro. La nueva política exterior de Brasil », *Nueva Sociedad.*

Frenkel A. (2019), « Un cruzado en la cancillería brasileña : Ernesto Aráujo y la política exterior bolsonarista », *Nueva Sociedad,* février.

Huergo H. (2019), « Bolsonaro le hace una concesión a Trump y afecta al trigo argentino », *Clarín.*

Infobae (2019a), « Jair Bolsonaro llegó a China y afirmó : "Estoy en un país capitalista" », 24 octobre.

Infobae (2019b), « Jair Bolsonaro invitó a Alberto Fernández a Brasil : "Vamos a seguir siendo grandes socios en América del Sur" », décembre.

La Vanguardia (2019), « Incendios en la Amazonia : Bolsonaro acusa a Macron de "mentalidad colonial" por sus comentarios », 23 août.

Martucci M. (2019), « O que diz a imprensa internacional sobre as queimadas na Amazônia », *Exame,* 22 août.

Menezes R. G. (2019), « Governo Bolsonaro : a busca de "relações carnais" com os Estados Unidos de Trump ? », 5o Simpósio da Faculdade de Ciências Sociais, Goiânia, Universidade Federal de Goiás.

Pinheiro L. A. (2004), *Política externa brasileira. 1889-2002,* Rio de Janeiro, Zahar.

Pirotta I. (2019), « Los militares, Bolsonaro y la democracia brasileña », *Nueva Sociedad.*

Sanz J. C. (2018), « Bolsonaro, el nuevo amigo de Israel », *El País,* 2 novembre.

Schutte G. R., da Fonseca, B. C. D., & Carneiro, G. S. (2019), « Jogo de Dois Níveis Voltado ao Eleitorado : Uma Análise da Política Externa Bolsonarista », *Conjuntura Global,* 8(2).

Télam (2019), « El vicepresidente cuestionó la capacidad del canciller nombrado por Bolsonaro », janvier.

Télam (2020), « Militares creen que China podría poner una base militar en la Argentina », 7 février.

Wiziack J. et Della Coletta R. (2019), « Em novo revés, EUA mantêm veto à carne bovina do Brasil e frustram Bolsonaro », *Folha de S. Paulo,* 20 novembre.

L’avenir incertain de la gauche

Mouvements sociaux et restructuration du camp progressiste au Brésil

Marcelo Kunrath Silva[1]

En dépit de l'ampleur des attaques du gouvernement Bolsonaro contre les droits et les politiques publiques, les rues brésiliennes n'ont pas enregistré de nouvelles contestations à même d'y faire face. Une inertie relative que la vague conservatrice et la répression n'expliquent pas à elles seules. L'incapacité des secteurs progressistes à peser sur le cours des choses trouve aussi son origine dans l'épuisement du « Programme démocratique populaire ».

Dans un article publié dans le *New York Times,* le 26 décembre 2019, la chroniqueuse Vanessa Barbara pose une question qui a été reprise ensuite par plusieurs observateurs et analystes de la vie politique brésilienne : « Pourquoi les rues au Brésil sont-elles si calmes ? » Une question identique guide notre présente réflexion : pourquoi, en dépit des nombreuses attaques contre les lois et les politiques publiques adoptées sous la pression des mouvements sociaux au cours de plusieurs décennies de lutte, le Brésil ne connaît-il pas un nouveau un cycle de protestations capable de contrecarrer de telles attaques ?

Bien que nous partions d'une même interrogation, nous chercherons toutefois ici à approfondir l'explication donnée par Vanessa Barbara, laquelle s'appuie sur une interprétation devenue récurrente dans les débats politiques et académiques. L'argument avancé par

---

1. Professeur de sociologie à l'Université fédérale du Rio Grande do Sul-UFRGS (Brésil), coordinateur du groupe de recherche « Association, contestation et engagement » et chercheur associé au CETRI-Centre tricontinental.

la chroniqueuse selon lequel les menaces répressives du gouvernement du président Jair Bolsonato expliquent l'absence de mobilisations sociales capables de produire des effets politico-institutionnels plus importants est ainsi problématisé : sans nier l'importance de la violence publique et privée, nous soutenons que la difficulté à mettre en œuvre un large processus de protestation contre la vague conservatrice qui submerge le pays est également liée à la situation de crise et de restructuration que connaît le camp progressiste brésilien dans lequel se situent les mouvements sociaux. Un processus de crise et de restructuration marqué surtout par l'épuisement du « Programme démocratique populaire » (PDP) construit dans les années 1980 et qui a débuté avec l'arrivée de Luis Inácio Lula da Silva – et donc du Parti des travailleurs (PT) – à la présidence de la république en 2003.

Le PDP auquel a adhéré une partie importante du camp progressiste structurée autour du PT exprimait une prise de distance vis-à-vis des stratégies révolutionnaires et sociales-démocrates héritées de la tradition européenne. En lieu et place, il préconisait simplement la combinaison de deux mouvements pour forcer de manière efficace la transformation sociale du pays : d'une part, une accumulation de forces au sein de la société civile par le biais d'un processus d'organisation populaire, la constitution de mouvements sociaux et une lutte pour l'hégémonie ; et d'autre part, la conquête et la démocratisation des espaces publics, par la participation électorale et l'institution de nouveaux mécanismes de démocratie participative. Mais avant d'entrer dans notre argumentaire sur l'épuisement du PDP et la manière dont ce processus affecte actuellement le camp progressiste et les mouvements sociaux, il convient d'abord de relativiser l'idée selon laquelle « les rues brésiliennes sont si calmes ».

L'absence au Brésil de soulèvements de grande ampleur, comme ceux observés récemment au Chili, en Équateur et en Bolivie, ne signifie pas l'inexistence d'une intense conflictualité dans les rues brésiliennes au cours de ces dernières années. Les mobilisations contre la destitution de Dilma Rousseff entre 2015 et 2016, la campagne « *Fora Temer* » (Temer, dehors !) en 2016 et 2017, la campagne « *Ele, Não* » (Non, pas lui !) contre la candidature à la présidentielle de Jair Bolsonaro, les grèves générales contre la réforme de l'aide sociale en 2018 et 2019, les protestations contre la politique scientifique et éducative du gouvernement fédéral en 2019,

la mobilisation de trois millions de personnes au défilé LGBT de São Paulo en 2019, parmi beaucoup d'autres exemples, montrent que les rues brésiliennes sont en proie à de nombreux conflits. S'ils n'ont pas débouché sur des victoires décisives dans le domaine de la politique institutionnelle, ces conflits n'en ont pas moins eu une influence significative sur l'opinion publique. Aussi, les mobilisations quotidiennes organisées par les mouvements sociaux et les partis progressistes ont-elles, par exemple, joué un rôle central dans les difficultés rencontrées par les gouvernements Temer et Jair Bolsonaro pour faire reconnaître leur légitimité.

L'acmé du « Programme démocratique populaire »

L'arrivée de Luis Inácio Lula da Silva à la présidence de la république a été le point culminant du « pari institutionnel », constitutif au PDP, qui n'a cessé de gagner du terrain depuis les années 1980, orientant les stratégies des acteurs sociaux et politiques progressistes. Le début de cette décennie avait en effet été marqué par une grande dispute stratégique qui divisait les forces en lutte pour la « redémocratisation » du pays autour de la question suivante : le changement social est-il fondamentalement le résultat d'une stratégie de confrontation extra-institutionnelle ? Ou peut-il se produire à travers un processus d'insertion dans et/ou la création d'institutions démocratiques ?

Progressivement, tout au long des années 1980, le « pari institutionnel » va l'emporter. Et la création du PT lui-même exprimera ce résultat. D'une part, le Parti des travailleurs s'est construit comme un parti organiquement lié aux mouvements sociaux progressistes, avec lesquels il partageait son projet politique, ses militants, ses ressources et ses actions. D'autre part, il a endossé un rôle fondamental en tant que médiateur entre les luttes et les revendications de ces mouvements, les processus électoraux et les espaces politico-institutionnels. Dès lors qu'il y avait une étroite articulation entre le parti et les mouvements sociaux, les succès électoraux croissants du PT, surtout depuis les années 1990, ont ainsi permis à de nombreux militants – et à leurs propositions – d'accéder aux gouvernements et de participer aux processus de formulation et de mise en œuvre des politiques publiques.

Mais ce pari n'a pas seulement signifié l'adaptation des acteurs progressistes aux alternatives institutionnelles disponibles (organisation des partis, participation aux élections, etc.). Il a également

débouché sur un intense processus d'innovation institutionnelle visant à matérialiser la proposition du camp progressiste de radicalisation de la démocratie par la « participation populaire ». Colonne vertébrale du PDP, cette proposition a été un élément clé dans l'articulation entre l'accumulation des forces dans la société civile et la conquête électorale des espaces publics.

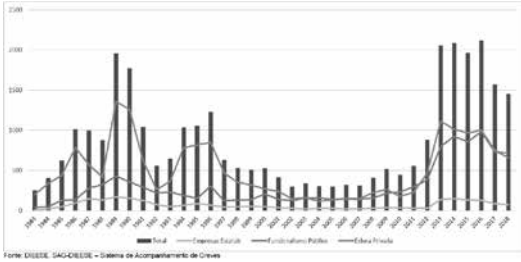
Cette proposition de participation populaire ou sociale peut ainsi être décrite comme l'implication de la société, soit directement, soit par le biais de représentants issus d'organisations de la société civile, dans les processus institutionnels de discussion, de délibération, de mise en œuvre, d'évaluation et/ou de contrôle des politiques publiques. La « démocratisation de la démocratie » (Santos, 2002), combinant à la fois procédures de démocratie représentative et procédures de démocratie participative, était présentée comme un mécanisme central pour réaliser les changements sociaux recherchés par les acteurs progressistes. C'est sur cette base qu'ont émergé à compter des années 1980, nombre d'expériences participatives qui finalement trouveront une base juridique dans la Constitution de 1988. Entre conseils et conférences de politiques publiques, budgets participatifs et comités de gestion, toutes façonneront une architecture institutionnelle participative, vaste et complexe, qui marquera l'État brésilien dans la période post-démocratisation.

Le « pari institutionnel » ne signifiait toutefois pas l'abandon du répertoire de la confrontation. Même si une part significative des actions et des ressources des acteurs progressistes s'est trouvée de plus en plus canalisée vers ces espaces et processus politico-institutionnels, la confrontation est restée un élément clé de la stratégie des mouvements sociaux dans la période post-redémocratisation.

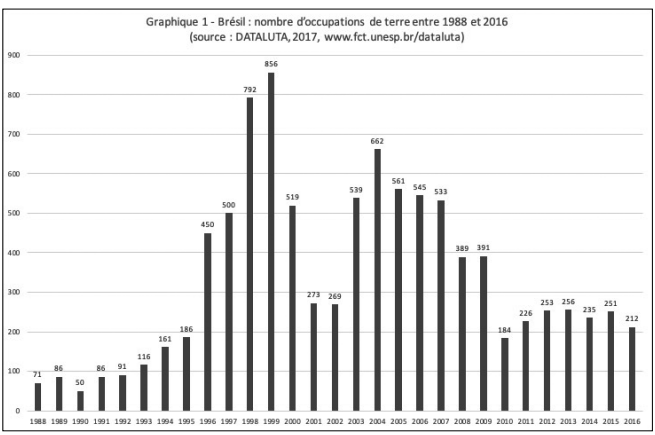
Par exemple, les données du DIEESE (2019) sur les grèves dans le pays entre 1983 et 2018, indiquent une intensification de l'utilisation par les travailleurs brésiliens de ce répertoire à divers moments dans les années 1990. En prenant comme base les 621 grèves de 1985 (la première année de gouvernement civil, bien qu'il ait été élu indirectement par le Congrès national), on observe une croissance de 315 % du nombre de grèves en 1989 (1 962 grèves), 285 % en 1990 (1 773 grèves), 166 % en 1994 (1 035 grèves), 170 % en 1995 (1 056 grèves) et 198 % en 1996 (1 228 grèves). Toutes ces périodes ont la particularité d'avoir été marquées par les tentatives des gouvernements Fernando Collor de Mello en 1990 et Fernando Henrique Cardoso, entre 1994 et 1996, d'imposer des politiques

néolibérales. Dans les années 2000, on a assisté ensuite au déclin relatif de l'utilisation de ce répertoire (qui en 2002, dernière année de l'administration de Fernando Henrique Cardoso, a connu son taux le plus bas : 298 grèves), puis, à nouveau, à une croissance significative à partir de 2012 et surtout 2013.

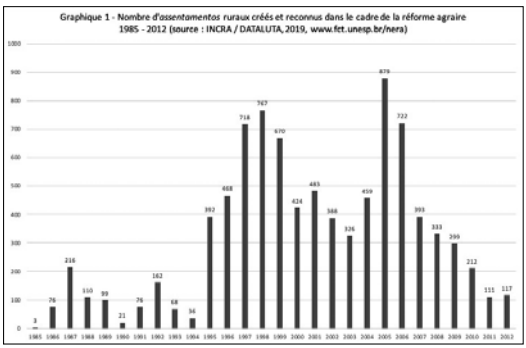
Graphique 1
Brésil : nombre de grèves entre 1983 et 2018 (source : DIEESE, 2019)



En ce qui concerne les mobilisations des mouvements sociaux ruraux, les données de Dataluta (2017) apportent deux types d'informations tout aussi pertinentes pour analyser la dynamique des conflits extra-institutionnels. Le premier type concerne les occupations de terres par des organisations de mouvements sociaux ruraux. Les données montrent ainsi deux périodes d'intensification des occupations : 1996-2000 (sous la présidence de Fernando Henrique Cardoso) et 2003-2007 (sous la présidence de Luis Inácio Lula da Silva).



Le second type d'informations renvoie aux mobilisations réalisées par les mouvements sociaux ruraux entre 2000 et 2015. Les données indiquent également une augmentation significative du nombre de mobilisations entre 2004 et 2007 (sous la présidence de Luis Inácio Lula da Silva), puis à partir de 2012 (sous la présidence de Dilma Rousseff).



Toutes ces données indiquent clairement que, contrairement aux interprétations de bon sens (y compris celles des universitaires) qui affirment que la confrontation a peu à peu été abandonnée pendant les présidences « pétistes » (du PT) au profit de la politique institutionnelle, les organisations et mouvements sociaux du pays ont continué à utiliser ce répertoire d'action et l'ont même intensifié pendant les gouvernements qui leur offraient de plus grandes possibilités de participation institutionnelle (au cours des deux mandats du président Luis Inácio Lula da Silva par exemple).

Cette stratégie combinant participation institutionnelle (dans des institutions participatives, dans la mise en œuvre de politiques publiques, dans l'occupation de postes gouvernementaux, entre autres formes) et contestation extra-institutionnelle, a caractérisé l'action d'une grande partie de la société civile brésilienne au cours des trois dernières décennies. D'une part, cette combinaison reflétait la volonté des tenants du PDP d'exploiter les possibilités d'action institutionnelle, en s'appuyant sur la pression de la rue ou les propositions des mouvements sociaux. D'autre part, elle témoignait de la reconnaissance, constitutive du PDP, des limites de l'action institutionnelle pour faire avancer leurs revendications et propositions de transformation sociale.

En combinant répertoire institutionnel et non institutionnel, entre collaboration et confrontation, les mouvements progressistes sont

ainsi parvenus à obtenir des avancées importantes dans différents domaines, principalement à partir 2003. Parmi ces réalisations, citons celles qui ont été les plus déterminantes dans la lutte contre les inégalités sociales dans le pays : la politique d'augmentation réelle du salaire minimal[2] ; le programme *Bolsa Família* (2003) ; la loi Maria da Penha, qui vise à réduire la violence contre les femmes (2006) ; le statut de l'égalité raciale (2010) ; la politique de discrimination positive dans les universités publiques fédérales (2012) ; la proposition d'amendement à la Constitution qui réglemente le travail des travailleurs domestiques (2013).

Outre ces réalisations majeures, plusieurs programmes sociaux ont été mis en œuvre pour répondre aux demandes des mouvements sociaux dans les domaines du logement populaire, de la sécurité alimentaire, de l'agriculture familiale, de la préservation de l'environnement, de la santé, de l'éducation de base et de l'enseignement universitaire, des droits de l'homme, entre autres.

La crise du « Programme démocratique populaire »

Les avancées progressistes obtenues par les acteurs sociaux et politiques articulés autour du PDP étaient cependant confrontées aux limites structurelles tenant à la nature sous-jacente du régime mis en place par les gouvernements Luis Inácio Lula da Silva et Dilma Rousseff, qu'André Singer a bien mis en évidence (2009). Selon lui, le « lulisme » se caractérise fondamentalement par trois éléments : la formation d'une alliance entre le capital et le travail ; le rôle central donné à l'État comme moteur du développement ; et l'inclusion par le biais de politiques sociales et d'une expansion du marché intérieur de la consommation.

Le « lulisme » c'est avant tout, pour résumer brièvement son analyse, la tentative de mettre en place un « *État suffisamment fort pour réduire les inégalités, sans pour autant menacer l'ordre établi* » (Singer, 2009). Raison pour laquelle il s'est appuyé politiquement sur la construction d'une large coalition gouvernementale, qui réunissait des partis très différents sur le plan idéologique et parfois même diamétralement opposés pour parvenir à ses fins[3]. Le

2. L'augmentation réelle du salaire minimum a été de 76 % entre 2003 et 2014, et de 215 % pour le salaire nominal.

3. L'étude de Pereira (2018) montre par exemple que les coalitions à la chambre des représentants qui soutenaient le gouvernement « pétiste » (du PT) durant le second mandat de Luis Inácio Lula da Silva et le premier gouvernement de Dilma Rousseff compre-

maintien d'une telle coalition a bien sûr eu un coût, celui notamment de neutraliser les propositions et revendications qui heurtaient les intérêts des classes dominantes ayant accepté de soutenir le pacte politique luliste. C'est dans ce sens que l'on peut considérer le gouvernement Lula à la fois comme l'acmé et la limite du PDP et de son « pari institutionnel » comme stratégie de transformation promue par les mouvements sociaux brésiliens.

Dans leurs analyses de la situation, ceux-ci s'accordaient pour reconnaître cette limite, et ce depuis le premier mandat de Lula, comme l'indique un document de la Consultation populaire[4] datant de janvier 2005 : « *S'il y a bien quelque chose qui nous a unifiés, nous les militants de gauche brésiliens, c'est le fait que nous avons tous contribué, à un moment donné de notre vie, à la victoire de Lula.* […] *Les principaux efforts et actions de la gauche brésilienne ont été canalisés vers la conquête d'espaces électoraux. Ce choix tactique décisif a profondément marqué la culture politique de la gauche brésilienne. Aucun secteur politique n'était à l'abri des effets politiques de cette mégasynthèse.* […] *Nous savons que la frustration va croître et même si son niveau de popularité se maintient et continue à augmenter, le rôle de Lula en tant que leader du processus de transformation est voué à la déception* » (cité dans Silva, Lima et Oliveira, 2010).

Au fil du temps, cette identification des limites intrinsèques au PDP et l'« enjeu institutionnel » qui en découle ont fini par générer de nombreux conflits et dissidences parmi les acteurs qui s'étaient articulés autour du PT. L'une des formes d'expression de ce conflit a ainsi été la création de nouveaux partis politiques de gauche par les dissidents. Fondé en 1994, le Parti socialiste des travailleurs unifiés (PSTU), a été le premier à exprimer son rejet de la stratégie hégémonique du camp pétiste, comme l'indique sa présentation sur son site web : « *Les fondateurs du PSTU ont eu raison de souligner que les choix du PT allaient conduire à trahir les travailleurs. L'option prise par le PT de gouverner dans les limites du capitalisme, de privilégier les élections aux luttes, de ne pas adopter de stratégie*

---

naient une majorité de députés liés à des partis positionnés au centre droit de l'échiquier politique.

4. La « Consultation populaire » est une organisation politique fondée en 1997 sur une idée de Mouvements des travailleurs ruraux sans terre (MST) qui réunit des activistes de divers mouvements sociaux populaires. Pour plus d'information, voir www.consultapopular.org.br.

de révolution, pour s'accommoder d'un capitalisme avec répartition des revenus, en alliance avec les partis bourgeois et avec le monde des affaires, les banquiers et les multinationales, illustre cette trahison » (www.pstu.org.br/conheca/).

En 2005, ensuite, dans la foulée de la crise générée par les accusations de corruption dans la première administration Lula, un autre groupe de dissidents fondera le Parti socialisme et liberté (PSOL), en s'appuyant lui aussi sur une critique de la stratégie du camp pétiste : « *Avec l'arrivée de Luis Inácio Lula da Silva à la présidence, le PT a traversé une période marquée par de nombreuses tensions internes. Une partie importante de ses militants était mécontente de l'orientation prise par le gouvernement qui signalait chaque jour l'abandon du socialisme comme horizon stratégique et la défense de projets nuisibles au peuple brésilien* » (www.psol50.org.br/partido/historia/).

Outre ces défections politiques, les tensions générées par les limites à l'action du gouvernement de coalition, de même que le modèle de développement adopté et mis en œuvre par les dirigeants pétistes ont aussi entraîné des conflits au sein de mouvements sociaux historiquement proches du PT. En 2011, par exemple, 51 militants de diverses organisations de mouvements sociaux populaires se sont retirés de leurs organisations et ont rédigé un document dans lequel ils critiquent les limites des gouvernements du PT et des mouvements sociaux qui les soutiennent.

Dans ce document, ils écrivent : « *Pour nous, il s'agit bien d'un gouvernement démocratique et populaire. Non pas sous une forme idéalisée comme certains le souhaitent, mais [un gouvernement] qui s'appuie sur l'octroi de concessions, nécessaires à la construction d'une large alliance. C'est la solution que le PDP a trouvée. En ce sens, nos organisations ont vu leur proposition victorieuse. Et nous avons tous contribué à ce processus. Mais aujourd'hui, nous nous rendons compte que cette stratégie ne mène nullement au socialisme. Au contraire, elle transforme les organisations de classe en adjuvants de l'expansion et de l'accumulation du capital. Ce qui se présente comme une victoire pour nos organisations, du point de vue de la lutte des classes, est une défaite* » (http://passapalavra.info/2011/11/48866).

Une autre rupture marquante s'est produite avec d'importants secteurs du mouvement environnementaliste, dont les représentants ont quitté le gouvernement suite au départ en mai 2008 de

la ministre de l'environnement, Marina Silva, militante écologiste et pétiste historique. La cause de cette rupture a été le conflit entre son programme environnementaliste initial et le modèle de développement adopté par le gouvernement fédéral, basé principalement sur l'exportation de matières premières et de grands projets d'infrastructure à forts impacts environnementaux. L'un des conflits les plus importants en la matière s'est produit notamment après que le gouvernement eut décidé d'amorcer la construction de la centrale hydroélectrique de Belo Monte, dans l'État du Pará.

Il faut aussi pointer ici de nombreux conflits et ruptures qui ont eu lieu entre les dirigeants pétistes et les mouvements féministes et LGBT, suite aux concessions faites par le gouvernement aux représentants des courants évangéliques conservateurs pour obtenir le soutien nécessaire au maintien de la coalition au Congrès national, après le « *mensalão* », un scandale de corruption impliquant le PT en 2005. Ces concessions, en effet, impliquaient un veto sur l'ouverture du débat sur des questions telles que l'avortement, et le gel de certaines politiques, comme la lutte contre l'homophobie et, plus généralement, celles liées au genre et à la sexualité dans l'éducation de base.

Parallèlement à l'exacerbation des tensions entre le gouvernement et les organisations sociales et politiques plus traditionnelles qui le soutenaient, le Brésil a connu des changements générationnels et culturels importants tout au long des années 2000, et surtout à partir de 2010, avec l'émergence notamment d'un nouvel activisme chez les jeunes Brésiliens et la mise en place de collectifs orientés vers des causes les plus diverses : féminisme, antiracisme, droits des LGBT, culture, végétalisme, cyclisme, défense des espaces publics, entre autres. En dépit de leurs spécificités, ces collectifs partagent une même préférence pour des formes d'organisation horizontales et l'action directe comme répertoire d'action.

Cette nouvelle génération de militants se distingue beaucoup de la génération de ladite « redémocratisation », qui a contribué à la naissance du PT et de la plupart des mouvements sociaux populaires. Elle n'a pas connu l'expérience historique de la lutte contre la dictature et n'a jamais identifié le PT comme un agent de transformation sociale. Leur socialisation politique s'est faite au contraire dans un contexte démocratique où le PT était bien plus associé à un parti de reproduction qu'à un moteur de transformation sociale. Cette nouvelle génération d'activistes sera l'un des grands

protagonistes du cycle de protestations de 2013, la première grande confrontation politique qui aura pour acteurs centraux des groupes qui n'appartenaient pas à l'ancien militantisme identifié au PT.

Insistons enfin sur un autre changement fondamental qui a affecté la restructuration du camp progressiste au Brésil au cours des dernières décennies : l'éloignement croissant des classes populaires. Historiquement, les organisations sociales et politiques progressistes au Brésil ont toujours eu des difficultés à bâtir une relation organique avec la population pauvre et peu éduquée. L'émergence et l'expansion de l'Église dite « progressiste » dans les années 1970 et 1980 avaient cependant permis de combler cette distance. Grâce à son action politique sur le terrain, des discours et des pratiques progressistes ont pu essaimer au sein de la population et ont contribué à la mobiliser de façon décisive.

C'est dire que la socialisation politique d'une grande partie des militants d'origine populaire s'est principalement faite dans ces espaces investis principalement par les organisations religieuses. Les secteurs des églises et en particulier ceux de l'Église catholique influencés par la « théologie de la libération[5] » ont en outre apporté des ressources (financières, matérielles, relationnelles, symboliques, etc.) fondamentales pour appuyer le processus d'organisation des Brésiliens pauvres. L'importance qu'ont eue ces secteurs dans l'organisation de la lutte se mesurait d'ailleurs à la présence de nombreux religieux dans les dynamiques de construction de la plupart des organisations de mouvements sociaux populaires qui ont émergé à cette période.

Mais cette dynamique va être remise en question avec le tournant pris par l'Église catholique sous la papauté de Jean-Paul II (1978-2005), la montée de causes heurtant la sensibilité et la religiosité populaires (en particulier celles liées aux problématiques de genre et de sexualité) ou encore la forte croissance des églises évangéliques caractérisées par un activisme moral conservateur, autant de facteurs qui, entre autres processus, ont fini par déconnecter la religion des politiques progressistes et limiter considérablement la capacité de mobilisation des classes populaires pour ces causes.

---

5. En dépit du déclin de l'Église catholique et de l'ascension liée des églises évangéliques, le catholicisme demeure la première religion au sein de la population brésilienne. Selon le recensement de l'IBGE (www.ibgr.gov.br), les catholiques sont passés de 89 % de la population à 64,6 % en 2010, tandis que les évangélistes sont passés de 6,6 % à 22,2 % en 2010.

Les défis des mouvements sociaux face à la crise et la restructuration du camp progressiste

La force de la vague conservatrice qui submerge aujourd'hui le Brésil résulte en partie du processus d'épuisement du PDP qui avait dans une large mesure structuré le camp progressiste depuis la redémocratisation. La fragilisation du gouvernement pétiste, toutefois, n'a pas seulement été le produit d'une confrontation avec les forces sociales et politiques conservatrices et/ou de droite. De plus en plus nombreuses étaient également les forces sociales et progressistes qui ont commencé à exprimer leurs désaccords, sinon leur franche opposition avec les positions et les actions de ces gouvernements. Alors que les forces conservatrices se sont principalement mobilisées pour faire barrage aux changements (limités, mais significatifs) qui réduisaient les inégalités sociales structurelles de la société brésilienne, les forces progressistes sont descendues dans la rue pour protester contre les blocages qui limitaient ces changements politiques vers une société plus juste et plus égalitaire.

D'aucuns avancent que la crise que connaissent les secteurs progressistes au Brésil est de nature structurelle, et ce pour plusieurs raisons. Elle tient d'abord, à l'affaiblissement du principal acteur structurant de ce camp depuis les années 1980 : le PT. Malgré la surprenante résistance du parti face à l'intensité et au nombre d'attaques auxquelles il s'est trouvé confronté au fil des ans, comme l'illustre le fait qu'il soit resté le parti ayant obtenu le plus grand nombre de sièges au Congrès après les élections de 2018, sa déchéance politique et morale au sein du camp progressiste ne lui permet plus de se positionner et d'agir comme catalyseur, médiateur, et principale force motrice de ce camp.

Quant aux autres partis, s'ils cherchent à absorber les forces sociales et politiques désabusées et/ou mécontentes du pétisme, ils n'arrivent pas non plus à se structurer en une alternative efficace. En particulier, ils ne parviennent pas à reproduire la dynamique d'insertion sans précédent que le PT a réussi à construire avec les classes populaires, avec l'appui surtout des secteurs religieux progressistes. Le camp progressiste demeure donc fragmenté. Et ses partis se livrent à une intense concurrence, si bien que toute initiative et appel à une articulation du camp progressiste pour faire barrage à l'avancée des forces conservatrices restent lettre morte.

Mais le coup d'État de 2016 a aussi mis à mal l'un des éléments structurants du PDP, à savoir la démocratie comme moyen et fin de

la lutte sociale et politique. La rupture institutionnelle qui a conduit à la destitution de Dilma Rousseff a généré un climat de méfiance, sinon de scepticisme dans le camp progressiste quant à l'engament démocratique des institutions politiques, du pouvoir judiciaire, de la presse et, surtout, des classes dominantes brésiliennes en faveur de la construction d'un État de droit.

Pour une proportion croissante d'activistes progressistes, l'interprétation selon laquelle les mécanismes démocratiques, représentatifs et participatifs, sont inefficaces pour produire un changement social significatif en termes de justice et d'égalité s'est trouvée confortée. Ce qui s'exprime notamment par le succès et la diffusion à grande échelle des idées et des propositions autonomistes et anarchistes au sein des secteurs progressistes, en particulier parmi les jeunes activistes. Un glissement qui a entraîné, à son tour, de nombreuses tensions entre les segments du camp progressiste qui défendent la continuité de l'action dans la politique institutionnelle et d'autres qui la rejettent et soutiennent plutôt des formes d'action directe conflictuelle ou des initiatives sociales déconnectées de l'État.

Un autre facteur explicatif important est l'étiolement de l'une des composantes centrales de l'identité structurelle du PDP, à savoir le « populaire ». Ce référent avait permis la construction d'un discours politique qui intégrait la dimension de classe, une dimension fondamentale pour les groupes politiques de gauche, sans pour autant s'y réduire, rompant ainsi avec la référence traditionnelle de la gauche classique pour laquelle la notion de classe demeurait circonscrite à l'identité ouvrière et avait donc une faible capacité de résonance dans un pays comme le Brésil.

Comme le souligne Ana Maria Doimo (1995) dans le titre de son livre, les années 1980 ont été Le temps et la voix du populaire. Mais, progressivement, d'autres références identitaires ont gagné en visibilité et en pertinence sociale et politique. Le genre, la sexualité, la race/ethnicité, l'environnement, entre autres références identitaires, ont toutes ajouté de la complexité et, dans de nombreux cas, ont mis le champ progressiste sous tension. Le machisme, le racisme, l'homophobie et les pratiques anti-écologiques des acteurs du domaine progressiste ont ainsi commencé à être dénoncés, générant de nouveaux conflits qui ont rendu de plus en plus difficile la construction de positions et des propositions communes capables d'articuler leurs différents acteurs et causes.

Mais le conservatisme enraciné des classes populaires sur les questions de genre en général et de sexualité en particulier ont également joué un rôle majeur dans la perte de centralité du populaire en tant qu'élément d'articulation dans les secteurs progressistes. Dans le pays, ce conservatisme s'est principalement structuré sur des bases morales héritées du christianisme. Aussi, certaines pratiques et des discours antichrétiens dans le camp progressiste ont-ils fini par heurter la sensibilité de ses segments religieux. Dans la mesure où de nombreuses organisations de mouvements sociaux populaires avaient leurs origines et leurs valeurs marquées par la religiosité populaire, ce conflit s'est ensuite propagé à travers les organisations, générant de nouvelles confrontations et scissions.

Soulignons également les effets de l'évolution des technologies de la communication et de l'information, et en particulier l'utilisation massive des réseaux sociaux, sur la transformation des répertoires d'organisation et de mobilisation sociale. Le PDP insistait sur l'importance de l'engagement militant des individus dans les organisations et les mouvements sociaux, de manière à renforcer dans la société civile le processus d'accumulation des forces et de provoquer un conflit hégémonique.

Or, cette conception de l'engagement a été de plus en plus remise en question par une nouvelle forme d'activisme qui combine l'expression individuelle en ligne et la participation à des actions collectives hors ligne. Autrement dit, un activisme plus personnalisé, non lié à une participation dans des organisations proprement dites, transitant entre différentes causes auxquelles l'individu s'identifie et de plus en plus tourné vers l'expérimentation que vers la revendication. Ces nouvelles formes d'engagement tendent également à générer des conflits dans le camp progressiste quant à la signification et l'efficacité des différents répertoires d'organisation et de mobilisation sociale et, en particulier, des répertoires fournis par Internet.

Conclusion

Rappelons pour conclure que les mouvements sociaux brésiliens connaissent un processus large et complexe de crise et de restructuration qui touche l'ensemble du champ progressiste dans le pays. Les références en termes d'acteurs, de stratégies, d'identités et de répertoires d'organisation et de mobilisation qui ont structuré ce domaine se sont déplacées. Dans le même temps, le camp progressiste se heurte de plus en plus à l'emprise d'un conservatisme

autoritaire et radicalisé, amplifiant ainsi la complexité et les défis auxquels sont confrontés les mouvements sociaux du pays. Tout en cherchant à se restructurer, le camp progressiste doit actuellement faire face à des attaques sans précédent de la part des secteurs conservateurs depuis le processus de redémocratisation, en termes de violence, d'autoritarisme et d'intentionnalité destructrice.

Il en résulte au Brésil un profond décalage entre l'urgence de résister, compte tenu de la situation, et les dynamiques de restructuration du camp progressiste qui s'inscrivent dans une temporalité beaucoup plus longue. Mais comme l'écrivait Thompson (1993), il faut envisager « *l'histoire comme de l'histoire – des hommes et des femmes placés dans des contextes réels (qu'ils n'ont pas choisis) et confrontés à la fois à des forces imparables et à l'urgence écrasante des relations et des devoirs, et n'ayant qu'une possibilité limitée d'imprimer leur propre "rôle" – et non pas comme un texte pour ceux qui fanfaronnent en expliquant "ce qui aurait dû être"* ». Confrontés à l'urgence écrasante de la lutte contre les régressions conservatrices du gouvernement et au sein de la société, les mouvements sociaux brésiliens cherchent simplement à se reconstruire, tout en se battant dans la rue et à l'extérieur pour défendre non seulement les lois et les politiques publiques, mais aussi leur propre droit à continuer à exister et à lutter.

Traduction du brésilien : Laurent Delcourt

Bibliographie

Barbara V. (2019), « Why are the Brazilian streets so calm ? », *New York Times,* 26 décembre.

Dataluta (2017), *Banco de dados da luta pela terra : relatório Brasil 2016,* Presidente Prudente, NERA.

de Souza Santos B. (dir.) (2002), *Democratizar a democracia : os caminhos da democracia participativa,* Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.

DIEESE (2019), « Balanço das greves em 2019 », *Estudos e Pesquisas,* n° 89, avril.

Doimo A.-M. (1995), *A vez e a voz do popular : movimentos sociais e participação política no Brasil pós-70,* Rio de Janeiro, Relume-Dumará/ANPOCS.

Kunrath Silva M., Ferreira de Lima A.J., de Oliveira V.L. (2010), « Les mouvements sociaux face au gouvernement Lula », *Alternatives Sud,* vol. 17, Louvain-La-Neuve/Paris, CETRI/Syllepse.

Pereira M. M. (2018), *Um confronto político no presidencialismo de coalizão : os resultados do confronto entre o movimento LGBT e o movimento cristão pró-vida e pró-família (2003-2014),* thèse de doctorat, Universidade Federal do Rio Grande do Sul/Programa de Pós-Graduação em Sociologia, Porto Alegre.

Singer A. (2009), « Raízes sociais e ideológicas do Lulismo », *Novos Estudos,* n° 85, novembre.

Thompson E.P. (1993), « As peculiaridades dos ingleses », *Textos Didáticos,* n° 10.

Que faire maintenant, Brésil ?

Boaventura de Sousa Santos[1]

La résilience de l'oligarchie, les intérêts impériaux et l'abandon des périphéries par le PT ont ouvert la voie à l'extrême droite. La stupéfaction face à la régression en cours doit céder la place à l'organisation d'une réponse cohérente. Les différentes forces de gauche doivent mettre de côté tout sectarisme et s'unir pour défendre la démocratie, en prenant appui sur les mouvements sociaux et les éléments progressistes du système judiciaire.

Les mots qui me viennent le plus à l'esprit sont étonnement et perplexité. Le gouvernement brésilien s'est enfoncé dans l'abîme de l'absurde, dans une banalisation absolue de l'abus et de l'agression, dans une violation flagrante des règles les plus élémentaires de la coexistence démocratique – sans parler de la loi et de la Constitution –, tout en crachant la haine et la négativité comme seule arme politique. Il ne se passe pas un jour sans que nous soyons bombardés de nouvelles et de commentaires qui semblent tout droit sortis d'un égout idéologique, débordant depuis des années, voire de siècles, de pourriture rance, dégageant la puanteur la plus pestilentielle et se présentant aujourd'hui comme le parfum même de la nouveauté et de la candeur.

Tout cela suscite l'étonnement de ceux qui refusent de voir une quelconque normalité dans la normalisation de l'absurde. La perplexité provient d'une autre découverte, non moins surprenante :

1. Professeur émérite de sociologie du droit et directeur du Centre d'études sociales de l'Université de Coimbra, membre du Conseil international du Forum social mondial, auteur de nombreux ouvrages sur la mondialisation et la démocratie, dont *El fin del imperio cognitivo. La afirmación de las epistemologías del Sur* (2019).

l'apathie apparente de la société civile, des partis démocratiques, des mouvements sociaux, en un mot, de tous ceux qui se sentent ébranlés par de telles énormités. Comme si une insolence aussi tenace et peu contrôlée avait l'effet d'un gaz paralysant. Comme si quelqu'un s'était introduit chez nous par effraction et qu'on se cachait dans un coin de la maison, de peur que le voleur, s'il nous apercevait, ne se sente poussé à prendre nos vies, en plus de prendre nos biens.

Comme un pays est plus qu'une foule de citoyens stupéfaits et qu'en politique, le hasard n'existe pas, il faut impérativement que nous transformions notre perplexité en une indignation active et une réponse organisée et cohérente, au nom d'une autre vision de la société, réaliste et réalisable. Pour y parvenir, il faut répondre à deux questions capitales. Comment a-t-on pu en arriver là ? Quelles forces politiques et quels moyens permettraient d'organiser une réponse démocratique pour mettre fin à une telle folie et reprendre la voie de la démocratisation du passé récent, sans répéter les mêmes erreurs ?

Comment cela s'est-il produit ?

Pour examiner cette question, il faut prendre en compte les facteurs internes et géostratégiques. Les causes ayant mené à la dictature de 1964-1985 ne se sont pas volatilisées avec le retour de la démocratie. En plus de n'avoir pas permis de poursuivre en justice les dictateurs pour le terrorisme d'État dont ils s'étaient rendus responsables, l'accord passé avec ceux-ci a encouragé la continuité (et même l'approfondissement) du système capitaliste néolibéral. Il n'a pas réussi à résoudre le problème de la concentration des terres, mais l'a plutôt aggravé, et il a permis aux élites patrimoniales de tirer profit de la démocratie de la même façon qu'elles avaient bénéficié de la dictature. La Constitution de 1988 est imprégnée d'un profond esprit de démocratisation qui n'a jamais été pris au sérieux par les élites brésiliennes.

La continuité l'a également emporté en matière d'alignement géostratégique. L'intervention des États-Unis lors du coup d'État de 1964 est un fait bien connu, et la tutelle impériale n'a pas diminué après la transition démocratique. Seuls le discours et les tactiques ont changé. Mettre en avant des organisations internationales d'une prétendue société civile, former de « jeunes leaders » et « promouvoir » un système judiciaire conservateur et des

Églises évangéliques ont constitué les outils de prédilection pour couper court à la politisation des inégalités sociales causées par le néolibéralisme.

La longue papauté de Jean-Paul II (1978-2005) a joué un rôle décisif à cet égard, dans le sens où elle s'est débarrassée du potentiel émancipateur de la théologie de la libération et a permis au vide qui s'est formé dans les périphéries pauvres d'être comblé par la théologie dominante de la prospérité. La recommandation néolibérale appliquée à travers tout le sous-continent dans les années 1990 a été particulièrement sévère et a fini par déclencher des mouvements de résistance, ce qui a alors permis aux partis de gauche d'arriver au pouvoir – en coalition avec des partis de droite dans le cas du Brésil – pendant les années 2000. Ces évolutions ont coïncidé (et ce ne fut pas une coïncidence) avec la distraction temporaire de l'« Empire », enlisé dans le bourbier irakien depuis 2003.

Il faut tirer des leçons de cette période. Enivrée d'être arrivée à la tête du gouvernement, la gauche pensait être en possession d'un pouvoir social et économique qu'elle n'a jamais vraiment détenu. Le Forum social mondial (FSM), dans lequel j'ai moi-même été impliqué depuis ses débuts, a créé l'illusion qu'il y avait une solide mobilisation politique locale. Ceux qui ont rapidement averti que la prépondérance des ONG dans le FSM dépolitisait les mouvements sociaux avaient fortement raison. Les partis de gauche ont abandonné les périphéries et se sont nichés dans le confort des palaces gouvernementaux. Pendant ce temps, dans l'ensemble des régions reculées du Brésil, les forces conservatrices continuaient à pousser leur idéologie, prête à être employée par l'extrême droite.

Jair Bolsonaro n'est pas un créateur, mais plutôt une créature. La paralysie frappant la société politique progressiste et organisée remonte à très loin, et elle est restée dissimulée jusqu'à maintenant, seulement parce que ses pires effets ne s'étaient pas encore fait ressentir. Le pouvoir judiciaire a reçu des moyens opérationnels considérables, mais on a cru à tort qu'il s'agissait d'organismes fédéraux politiquement neutres. Même s'il y a des différences capitales entre l'opération médiatico-militaire de 1964 et l'opération médiatico-judiciaire de 2014, elles ont deux points en commun. Premièrement, la tactique de la diabolisation politique est l'arme préférée de l'extrême droite quand il est question de prendre le pouvoir par la force. Deuxièmement, les forces politiques de droite se servent de la démocratie dès qu'elles peuvent la tourner à leur

avantage. À chaque fois qu'elles doivent choisir entre démocratie et exclusion, ou entre liberté politique et liberté économique, elles optent pour l'exclusion et la liberté économique.

La réponse démocratique

Les problèmes structurels ne peuvent pas être résolus en improvisant des solutions temporaires. L'histoire du Brésil est une histoire d'exclusion sociale causée par une combinaison toxique du capitalisme, du colonialisme et du patriarcat, ou, plus précisément, de l'hétéro-patriarcat. Difficilement accomplies, les réalisations en matière d'inclusion ont nécessité une lutte sociale acharnée. Par ailleurs, ces réussites n'ont que rarement été consolidées et ont essuyé de violents revers, comme c'est le cas aujourd'hui. La victoire de l'extrême droite symbolise plus qu'une simple défaite électorale pour les partis de gauche. Il s'est en réalité agi de l'aboutissement d'un processus putschiste caché derrière une façade institutionnelle, un processus au cours duquel, en ce qui concerne l'élection, la gauche a fait preuve d'une résilience remarquable au vu des circonstances particulières, étant donné le contexte de « démocratie-au-bord-du-gouffre » dans lequel elle a été contrainte de se battre.

Ce qu'il s'est produit, en réalité, c'est une destruction massive des institutions démocratiques et un retour au capitalisme sauvage et au colonialisme, via l'éternelle recolonisation impériale et l'évangélisme conservateur. Avoir le sentiment de devoir tout reprendre à zéro est frustrant, mais cela ne doit pas mener à la paralysie. Il faut agir immédiatement, pour parvenir à sauver ce qu'il reste de la démocratie brésilienne. Le plus grave aujourd'hui n'est pas que l'État abuse du monopole de la violence légitime qu'il détient, en l'utilisant de manière antidémocratique (et donc illégitime), comme le montre l'opération *Lava Jato* (lavage express). Ce qui est réellement préoccupant, c'est que l'État est en train de perdre ce monopole, que ce soit dans les zones urbaines ou dans les campagnes, suite à l'essor des acteurs non étatiques armés.

Ce qui doit être réalisé à moyen et à court terme n'est pas nécessairement incompatible, dès lors que l'on a une compréhension stratégique de la situation et des forces sur lesquelles on peut compter. Il est urgent de révolutionner la démocratie et de démocratiser la révolution, avant que le capitalisme et le colonialisme ne transforment ce qui reste de la démocratie en une cruelle mascarade. Pour y parvenir, les différentes forces de gauche doivent mettre de côté

tout sectarisme et s'unir pour défendre la démocratie. Elles doivent en outre éviter coûte que coûte tout rapprochement avec la droite, même si cela revient à laisser échapper une occasion d'accéder au pouvoir. Dans les circonstances actuelles, accéder au pouvoir pour gouverner avec la droite représenterait un suicide politique.

À court terme, j'envisage trois plans d'action réalistes. Les mouvements sociaux doivent réinventer le FSM ; il faudra cette fois qu'ils s'imposent devant les ONG et qu'ils se concentrent sur les types d'exclusions les plus profondément ancrées dans le pays. En raison de leur richesse interne, les mouvements indigènes, noirs, de femmes et LGBTI sont les candidats les plus vraisemblables pour prendre cette initiative et la mener à bien.

Vient ensuite le système judiciaire, qui a été terriblement affaibli par la manipulation grossière à laquelle il a été soumis lorsque Moro et compagnie l'ont mis au service de l'impérialisme. Il s'agit toutefois d'un système présentant une certaine complexité interne, qui a en son sein un nombre important de magistrats qui comprennent que leur mission institutionnelle et démocratique repose sur le respect de l'esprit des lois et consiste à s'exprimer dans le seul cadre judiciaire. La violation flagrante de cette mission, dévoilée par le « *Vaza Jato* » (les « fuites »), oblige les organisations professionnelles à se distinguer des apprentis sorciers. La déclaration publique récente de l'Association des juges pour la démocratie, désignant l'ancien président Lula da Silva comme un prisonnier politique, est un signe prometteur de l'intention du système judiciaire de s'engager dans la restauration de sa crédibilité perdue.

La troisième initiative doit se produire au sein même du régime des partis. Les élections municipales de 2020 fournissent l'occasion de couper court à l'avancée de l'extrême droite et de montrer concrètement que les forces de gauche peuvent s'unifier et se battre ensemble pour défendre la démocratie. Trois villes majeures peuvent faire office de rampe de lancement pour la résistance à venir : Rio de Janeiro, São Paulo et Porto Alegre. À Rio de Janeiro, Marcelo Freixo du Parti socialisme et liberté (PSOL) est le candidat incontesté pour unifier la gauche. Quant aux deux autres villes, les noms des deux principaux cadres du Parti des travailleurs (PT) sont inévitables : Fernando Haddad à São Paulo et Tarso Genro à Porto Alegre.

Les deux hommes politiques sont ressortis plus forts de la crise. Haddad, en raison de la manière convaincante avec laquelle il a tenu

tête à Bolsonaro et des circonstances dans lesquelles la confrontation a eu lieu. Tarso Genro, car il a été l'un des meilleurs ministres dans l'histoire de la démocratie brésilienne et pour l'intégrité dont il a fait preuve durant l'ensemble des crises traversées par le PT quand il était en fonction. Les démocrates brésiliens doivent faire sentir à ces deux hommes politiques que leur heure a à nouveau sonné. Pour tout recommencer à zéro, en partant du niveau local.

Traduction de l'anglais : Élisabeth Jouy

Index

Agrobusiness 14, 16, 20, 117, 118, 121, 123, 134, 138
Amazonie 122, 123, 133, 134
Argentine 60, 96, 133, 137, 138, 140
Belo Horizonte 36
Belo Monte 152
Bolivie 132, 137, 138, 139, 144
Bolsa família 19
Brasília 40, 45, 63, 77, 81
Canada 132
Ceará (État du) 76, 99
Chili 18, 81, 135, 138, 144
Chine 78, 96, 126, 127, 128, 129, 131, 134, 135, 136, 138, 140
Colombie 135, 138
Cuba 67, 136
Église catholique 50, 51, 153
Église de l'Assemblée de Dieu 40, 41
Église universelle du royaume de Dieu 17, 40
Escola Sem Partido 50
États-Unis 18, 20, 48, 49, 61, 78, 96, 119, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 135, 136, 137, 139, 140, 160
Forum de São Paulo 37, 51, 129
Forum pour le progrès de l'Amérique du Sud (Prosur) 135, 136
Forum social mondial (FSM) 159, 161, 163
Front parlementaire évangélique (FPE) 40, 41, 43
Hongrie 129
Israël 129, 131, 133, 140
Italie 129
Maranhão (État du) 99
MDB (voir Parti du mouvement démocratique brésilien) 14, 65, 68, 76
Mercosur 129, 134, 136, 137, 138
Minas Gerais (État du) 76
Mouvement des sans terre (MST) 121, 150
Movimento Brasil Livre 11, 48
Néoextractivisme 122
Nicaragua 136
Nordeste 12, 19, 55, 112
Nouvelle République 60, 70
Organisation des États américains (OEA) 136
Pará (État du) 152
Paraná (État du) 77, 86, 99
Parti communiste du Brésil (PCdoB) 59
Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) 35, 46, 47, 62, 64, 65, 66, 67, 68, 76
Parti démocratique travailliste (PDT) 59, 60, 62, 68, 69, 76
Parti des travailleurs (PT) 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 23, 24, 34, 35, 36, 37, 40, 41, 45, 46, 47, 51, 52, 54, 55, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 76, 77, 78, 82, 89, 99, 118, 144, 145, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 159, 163, 164
Partido Novo 48
Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) 14, 35, 65, 68, 90, 91, 92
Parti social chrétien (PSC) 40
Parti socialisme et liberté (PSOL) 59, 68, 69, 151, 163
Parti socialiste des travailleurs unifiés (PSTU) 150
Parti social libéral 16, 31, 43, 62
Pologne 129
Porto Alegre 32, 34, 35, 38, 40, 41, 42, 163
Quilombos, Quilombolas 20, 118, 123
Rio de Janeiro 7, 15, 62, 63, 69, 80, 106, 109, 110, 113, 163
Rio (État) 127
Russie 126, 128
São Paulo 15, 33, 41, 61, 62, 67, 76, 99, 145, 163
Union démocratique ruraliste 121
Union des nations sud-américaines (Unasur) 126, 132, 135, 136
Union européenne 134, 136, 137, 138
Venezuela 37, 131, 132, 135, 136, 137, 138

Alternatives Sud

Vol. XIV (2007) 3 : Coalitions d'États du Sud
Vol. XIV (2007) 4 : État des résistances dans le Sud, 2008
Vol. XV (2008) 1 : Territoires, mondialisation et développement
Vol. XV (2008) 2 : L'aide européenne
Vol. XV (2008) 3 : Déforestation
Vol. XV (2008) 4 : État des résistances dans le Sud, 2009
Vol. XVI (2009) 1 : Contre le travail des enfants ?
Vol. XVI (2009) 2 : Retour de l'État. Pour quelles politiques sociales ?
Vol. XVI (2009) 3 : La Bolivie d'Evo
Vol. XVI (2009) 4 : État des résistances dans le Sud. Monde arabe
Vol. XVII (2010) 1 : Le Brésil de Lula. Un bilan contrasté
Vol. XVII (2010) 2 : Racisme : entre exclusion sociale et peur identitaire
Vol. XVII (2010) 3 : Pressions sur les terres. Devenir des agricultures paysannnes
Vol. XVII (2010) 4 : État des résistances dans le Sud. Afrique
Vol. XVIII (2011) 1 : Agrocarburants : impacts au Sud ?
Vol. XVIII (2011) 2 : La Chine en Afrique : menace ou opportunité pour le développement ?
Vol. XVIII (2011) 3 : L'Inde : une modernité controversée
Vol. XVIII (2011) 4 : État des résistances en Amérique latine
Vol. XIX (2012) 1 : (Re-)construire les États, nouvelle frontière de l'ingérence
Vol. XIX (2012) 2 : Le « printemps arabe » : un premier bilan
Vol. XIX (2012) 3 : Emprise et empreinte de l'agrobusiness
Vol. XIX (2012) 4 : État des résistances en Asie
Vol. XX (2013) 1 : Économie verte. Marchandiser la planète pour la sauver ?
Vol. XX (2013) 2 : Industries minières : extraire à tout prix ?
Vol. XX (2013) 3 : Narcotrafic. La « guerre aux drogues » en question
Vol. XX (2013) 4 : État des résistances dans le Sud. Les mouvements paysans
Vol. XXI (2014) 1 : Protection sociale au Sud
Vol. XXI (2014) 2 : Zapatisme : la rébellion qui dure
Vol. XXI (2014) 3 : Agroécologie : Enjeux et perspectives
Vol. XXI (2014) 4 : Luttes syndicales : État des résistances dans le Sud
Vol. XXII (2015) 1 : Migrations internationales : un enjeu Nord-Sud ?
Vol. XXII (2015) 2 : L'économie sociale et solidaire, levier de changement ?
Vol. XXII (2015) 3 : L'aggravation des inégalités
Vol. XXII (2015) 4 : État des résistances dans le Sud : Mouvements de femmes
Vol. XXIII (2016) 1 : Sport et mondialisation
Vol. XXIII (2016) 2 : Obsolète, le clivage Nord-Sud ?
Vol. XXIII (2016) 3 : Changer le modèle ?
Vol. XXIII (2016) 4 : État des résistances dans le Sud : Afrique
Vol. XXIV (2017) 1 : Entre terre et mer. Quel avenir pour la pêche ?
Vol. XXIV (2017) 2 : ONG : Dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ?
Vol. XXIV (2017) 3 : Accords de libre-échange
Vol. XXIV (2017) 4 : État des résistances dans le Sud : Amérique latine
Vol. XXV (2018) 1 : Droites militantes et mobilisations réactionnaires
Vol. XXV (2018) 2 : De l'usage du genre
Vol. XXV (2018) 3 : La domination touristique
Vol. XXV (2018) 4 : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Vol. XXVI (2019) 1 : Quelle justice fiscale pour le Sud ?
Vol. XXVI (2019) 2 : Quêtes d'industralisation au Sud
Vol XXVI (2019) 3 : Les nouveaux territoires de l'agrobusiness
Vol XXVI (2019) 4 : Asie : des pouvoirs et des luttes
Vol XXVII (2020) 1 : Impasses numériques